

VILLE de BANNALEC

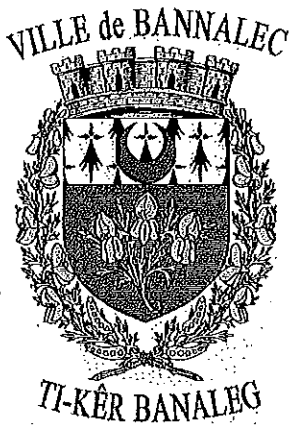


Ti Ker Banaleg

# **Recueil des Actes Administratifs**

2<sup>ème</sup> trimestre 2015

## **Délibérations du Conseil municipal**



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 03 AVRIL 2015

L'An deux mil quinze, le trois avril, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bannalec se sont réunis en séance à 18h15, à la Mairie, salle du Conseil, sur la convocation qui leur a été donnée le 27 mars deux mil quinze, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de conseillers en exercice : 29.

Etaient présents :

M. Yves ANDRÉ, Mme Marie-France LE COZ, M. Guy LE SERGENT, Mme Nicole RIOUAT, M. Christophe LE ROUX, Mme Josiane ANDRÉ, M. Sylvain DUBREUIL, Mme Pascale LE BOURHIS, M. Jérôme LEMAIRE, M. Marcel JAMBOU, M. Gérard VIALE, Mme Anne-Marie QUÉNÉHERVÉ, Mme Patricia DELAUD, Mme Marie-Josée TOULLEC, M. Bruno PÉRRON, Mme Marie-Laure FALCHIER, M. Roger CARNOT, Mme Martine PRIMA, Mme Eva COX, Mme Christelle COUTHOUIS, M. Stéphane LE GUERER, Mme Christelle BESSAGUET, M. Arnaud TAËRON, M. Stéphane LE PADAN, Mme Laurence ANSQUER, M. Michel LE GOFF, Mme Denise DECHERF, M. Stéphane POUPON.

Etait absent :

M. Guy DOEUFF, excusé, qui a donné procuration à M. Roger CARNOT.

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Yves ANDRÉ, Maire.

Le Conseil Municipal a choisi M. Sylvain DUBREUIL, Conseiller Municipal, pour secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance du Conseil municipal est mis aux voix.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, adopte, à l'unanimité le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 20 février 2015.

**DEL 03,04,2015-021 - Approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion de l'exercice 2014.**

Il est porté à la connaissance de l'Assemblée les réalisations en recettes et en dépenses des comptes administratifs pour l'exercice 2014. Ces comptes étant concordants avec les comptes de gestion du Receveur, il est proposé au Conseil de les approuver.

**Après avoir constaté la conformité des écritures aux prévisions,**

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**Arrête** comme suit les résultats (le Maire s'étant retiré au moment du vote) :

Budget général				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	4 947 720.00	4 309 968.67		
recettes	4 947 720.00	4 928 895.88		
résultat courant			618 927.21	
report de clôture 2013			6 155.32	
résultat consolidé				625 082.53
section d'investissement	prévisions	réalisations		
dépenses	5 608 600.00	2 060 038.50		
recettes	5 608 600.00	1 816 111.29		
résultat courant			- 243 927.21	
report de clôture 2013			919 344.95	
résultat consolidé				675 417.74
résultat cumulé 2014				1 300 500.27

ADOPTE A L'UNANIMITE

Budget eau				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	609 880.00	567 155.96		
recettes	609 880.00	572 024.56		
résultat courant			4 868.60	
report de clôture 2013			9 276.77	
résultat consolidé				14 145.37
section d'investissement	prévisions	réalisations		
dépenses	1 451 595.00	304 278.66		
recettes	1 451 595.00	506 826.20		
résultat courant			202 547.54	
résultat de clôture 2013			- 281 456.06	
résultat consolidé				- 78 908.52
résultat cumulé 2014				- 64 763.15

ADOPTE A L'UNANIMITE



Budget assainissement				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	446 100.22	323 678.26		
recettes	446 100.22	291 509.68		
résultat courant			- 32 168.58	
report de clôture 2013			59 000.22	
résultat consolidé				26 831.64
section d'investissement	prévisions	réalisations		
dépenses	1 152 675.48	141 165.50		
recettes	1 152 675.48	457 085.38		
résultat courant			315 919.88	
report de clôture 2013			- 746 675.48	
résultat consolidé				- 430 755.60
résultat cumulé 2014				- 403 923.96

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Budget ateliers relais				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	46 130.87	6 949.82		
recettes	46 130.87	40 999.85		
résultat courant			34 050.03	
report de clôture 2013			3 130.87	
résultat consolidé				37 180.90
section d'investissement	prévisions	réalisations		
dépenses	68 227.91	34 760.20		
recettes	68 227.91	36 227.91		
résultat courant			1 467.71	
résultat de clôture 2013			- 29 523.74	
résultat consolidé				- 28 056.03
résultat cumulé 2014				9 124.87

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ


Budget pompes funèbres				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	27 000.00	11 242.36		
recettes	27 000.00	16 431.05		
résultat courant			5 188.69	
report de clôture 2013			8 254.63	
résultat consolidé				13 443.32

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Budget logements sociaux				
section de fonctionnement	prévisions	réalisations		
dépenses	7 900.00	3 937.96		
recettes	7 900.00	9 834.40		
résultat courant			5 896.44	
report de clôture 2013				
résultat consolidé				5 896.44
section d'investissement	prévisions	réalisations		
dépenses	245 341.02	7 589.89		
recettes	245 341.02			
résultat courant			- 7 589.89	
résultat de clôture 2013			- 52 739.89	
résultat consolidé				- 60 329.78
résultat cumulé 2014				- 54 433.34

ADOpte A L'UNANIMITE.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire  
  
Yves ANDRE

RECU à la PREFECTURE  
du FINISTERE le  
10 AVR. 2015

### DEL 03,04,2015-022 - Affectation des résultats des comptes administratifs 2014.

Les règles de la comptabilité publique prévoient l'affectation du résultat de l'exercice précédent sur l'exercice en cours.

Il est donc proposé à l'Assemblée, sachant que :

#### Au budget Commune :

- en section de fonctionnement, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 625 082.53 €

**d'affecter** l'excédent de fonctionnement, soit 625 082.53 € au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé »,

- en section d'investissement, le résultat de clôture, y compris le résultat reporté, présente un excédent de 675 417.74 €.

#### Au budget de l'Eau :

- en section d'exploitation, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 14 145.37 €  
**d'affecter** l'excédent de fonctionnement, soit 14 145.37 € au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé »,

- en section d'investissement, le résultat de clôture, y compris le résultat reporté, présente un déficit de 78 908.52 €.

#### Au budget de l'Assainissement :

- en section d'exploitation, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 26 831.64 €  
**d'affecter** l'excédent de fonctionnement, soit 26 831.64 € au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé »,

- en section d'investissement, le résultat de clôture, y compris le résultat reporté, présente un déficit de 430 755.60 €

#### Au budget Atelier Relais :

- en section de fonctionnement, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 37 180.90 €  
**d'affecter** l'excédent de fonctionnement, soit 37 180.90 € au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé »,

- en section d'investissement, le résultat de clôture, y compris le résultat reporté, présente un déficit de 28 056.03 €

#### Au budget Pompes funèbres :

- en section de fonctionnement, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 13 443.32 €  
**d'affecter** cette somme à la ligne 002 « résultat de fonctionnement reporté » ;

**Au budget Logements sociaux :**

- en section de fonctionnement, l'excédent de clôture, y compris le résultat reporté est de 5 896.44 € **d'affecter** l'excédent de fonctionnement, soit 5 896.44 € au compte « 1068 excédent de fonctionnement capitalisé »,

- en section d'investissement, le résultat de clôture, y compris le résultat reporté, présente un déficit de 60 329.78 €

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**Donne son accord** à l'affectation des résultats des comptes administratifs de l'année 2014 comme il est indiqué ci-dessus.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

**EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

Le Maire,



Yves ANDRE.

REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTÈRE le

10 AVR. 2015

**DEL 03,04,2015-023 - Fixation des taux d'imposition de la taxe d'habitation et des taxes foncières de l'année 2015.**

Les chiffres provisoires des bases de l'année 2015 nous ont été communiqués par les services fiscaux.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**Décide de fixer les taux d'imposition comme suit,**

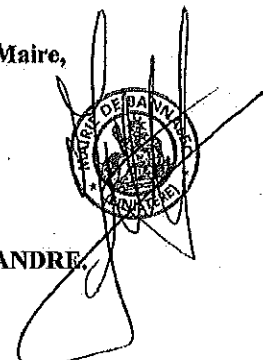
Désignation	Taux votés en 2014	Taux votés en 2015	Bases	Produits
Taxe d'habitation	13.77	14.18	6 513 000	923 543
Foncier Bâti	16.09	16.57	5 131 000	850 206
Foncier non Bâti	42.88	44.17	361 200	159 542
<b>TOTAL :</b>				<b>1 933 291</b>

**DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE  
(4 ABSTENTIONS : EVA COX, MICHEL LE GOFF,  
DENIS DECHERF ET STEPHANE POUPON)**

**EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTERE le**

**10 AVR. 2015**

**DEL 03,04,2015-024: Approbation des budgets primitifs 2015**

Considérant les débats de la commission des finances qui s'est réunie le mardi 17 mars 2015,

Entendue la lecture des budgets primitifs,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,

Approuve les budgets primitifs de l'exercice 2015 équilibrés en recettes et en dépenses, à :

Commune :

- Fonctionnement : 4 855 472 euros
- Investissement : 4 017 000 euros

Service des Eaux :

- Fonctionnement : 674 000 euros
- Investissement : 1 036 909 euros

Assainissement :

- Fonctionnement : 338 200 euros
- Investissement : 625 756 euros

Ateliers relais :

- Fonctionnement : 41 650 euros
- Investissement : 64 430 euros

Pompes funèbres :

- Fonctionnement : 27 000,00 euros

Logements sociaux :

- Fonctionnement : 9 800 euros
- Investissement : 70 000 euros

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

**EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

Le Maire



Yves ANDRE.

REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTÈRE le

10 AVR. 2015

**DEL 03,04,2015-025: Constitution d'un groupement de commandes coordonné par la commune de Quimperlé, entre la commune de Bannalec, la commune de Quimperlé et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Quimperlé**

La commune de Quimperlé a proposé à son CCAS et à la commune de Bannalec, de faire des économies d'échelle en mutualisant les procédures de marché public nécessaires au choix des opérateurs en services de télécommunication fixe et mobile.

Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, il convient pour ce faire de signer une convention constitutive d'un groupement de commande entre ces trois personnes morales de droit public.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code des marchés publics et notamment son article 8 ;

**Considérant** qu'en égard à son expertise technique, la commune de Quimperlé entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement.

**Considérant** que la commune de Quimperlé, dans le cadre de ses fonctions de coordonnateur du groupement procédera à l'ensemble des opérations de consultation notamment la sélection des candidats, la signature du ou des marchés et leur notification conformément à l'article 8-VII-1° du code des marchés publics.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** de constituer un groupement de commandes avec le CCAS de Quimperlé et la Commune de Quimperlé

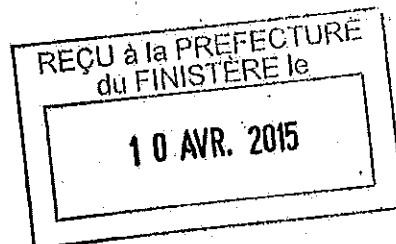
**Accepte** que la commune de Quimperlé soit désignée comme coordonnateur du groupement et qu'à ce titre elle procède à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un (d') opérateur(s) cocontractant(s) et que le maire de Quimperlé soit chargé de signer puis notifier le ou les marchés, la charge de l'exécution du marché restant à chacun des membres du groupement.

**Autorise** le maire à signer la convention de groupement et ses éventuels avenants

**Désigne** parmi les membres titulaires de la commission d'appel d'offres (CAO) permanente de la commune de Bannalec Jérôme Lemaire comme membre titulaire de la CAO du groupement et M Yves André comme suppléant.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

**EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**



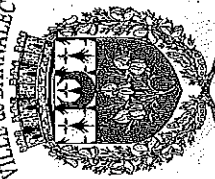
Le Maire,

A handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal contains the text "COMMUNE DE QUIMPERLE" and "FINISTÈRE". Below the signature, the name "Yves ANDRE" is printed.

Yves ANDRE.



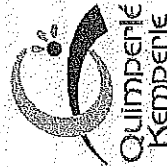
VILLE de BANNALEC



TI-KER BANNALEC



Quimperlé  
Kemperlé



Quimperlé  
Kemperlé

Centre Communautaire  
d'Action Sociale  
Kemperezh Obererzh  
Soc'hel-At Gwalder

### CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LES SERVICES DE TELECOMMUNICATION (FIXE ET MOBILE)

Entre :

- La Ville de BANNALEC,  
1 Place Charles de Gaulle, 29380 Bannalec,  
représentée par son Maire, Monsieur Yves ANDRE, dûment habilité par délibération  
du Conseil Municipal en date du .....
- La Ville de QUIMPERLE  
32 rue de Pont-Aven, CS 20131, 29391 Quimperlé Cedex,  
représentée par son Maire, Monsieur Michaël QUERNEZ, dûment habilité par  
délibération de Conseil Municipal en date du .....
- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de QUIMPERLE,  
19 Place Saint-Michel, CS 20131, 29391 Quimperlé Cedex,  
représenté par son Président, Monsieur Michaël QUERNEZ, dûment habilité par  
délibération de Conseil d'Administration en date en date du .....

ci-après désignés les membres du groupement, signataires de la présente convention.

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

Les Villes de Quimperlé et de Bannalec et le CCAS de Quimperlé, conviennent, par la présente convention de se grouper, conformément aux dispositions de l'article 8 du code des marchés publics pour le choix d'opérateur(s) en services de télécommunication fixe et mobile. La consultation pourra être scindée en deux lots traités à marchés séparés.

### ARTICLE 2 – LE COORDONNATEUR

2.1 Désignation du coordonnateur

Eu égard à son expertise technique, la Ville de QUIMPERLE est désignée pour assurer le rôle de coordonnateur pour le compte des membres du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur. Monsieur le Maire de Quimperlé est désigné comme personne représentant le groupement jusqu'à la notification du marché.

2.2 Missions du coordonnateur

Dans le respect du code des marchés publics, les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation.
- Définir et recenser les besoins dans les conditions qu'il fixera.
- Elaborer ou faire réaliser toutes études nécessaires à l'élaboration du cahier des charges.
- Définir les critères de sélection des candidatures et les modalités de choix des offres
- Faire les démarches de publicité dans la publication de son choix et la mise en ligne du DCE sur sa plateforme de dématérialisation des marchés publics, en choisissant la procédure de consultation adaptée au montant estimé du marché.
- Informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.
- Souscrire et notifier le(s) marché(s), chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

### ARTICLE 3 : MEMBRES DU GROUPEMENT

3.1 Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état de ses besoins dans les délais fixés par le coordonnateur. --
- Respecter le choix du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins.
- Faire les démarches nécessaires à la constitution d'une commission d'appel d'offres spécifique au groupement, en vue notamment de choisir le(s) attributaire(s) du (des) marché(s)
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du (des) marché(s) le concernant.

### ARTICLE 4 – PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le coordonnateur réalisera la procédure sous forme d'une procédure formalisée, l'estimation des besoins étant susceptible de dépasser les seuils décrits à l'article 26 du code des marchés publics.

### ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés par chaque membre du groupement, selon la proportion suivante :

- 50% pour la Ville de Quimper,
- 30 % par le CCAS de Quimper,
- 20 % pour la Ville de Bannalec.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

#### **ARTICLE 6 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

#### **ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et jusqu'à la date de notification du marché.

#### **ARTICLE 8 – CONTENTIEUX**

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal administratif de RENNES.

Fait en trois exemplaires à Quimper, le ...

Le Maire de  
BANNALEC,  
Yves ANDRE

Le Maire de  
QUIMPERLE,  
Michaël QUERNEZ

Le Président du CCAS  
de QUIMPERLE,  
Michaël QUERNEZ

**DEL 03,04,2015-026: Programme local de l'habitat 2014-2019 – approbation de la convention de contractualisation avec la communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ)**

L'ambition du nouveau programme local de l'habitat (PLH) de la COCOPAQ approuvé le 16 janvier 2014 est de prolonger l'action engagée depuis plusieurs années en affirmant le rôle de la communauté en matière de gouvernance auprès des partenaires, et notamment des communes, dans la mise en œuvre des actions du PLH, le PLH constituant le volet habitat du schéma de cohérence territoriale (SCOT). Il s'agit aussi de garantir le caractère opérationnel du programme d'actions en permettant aux acteurs de la chaîne du logement de construire ensemble des réponses efficaces et appropriées aux situations de tous les ménages.

C'est pourquoi le programme d'action (fiche 1.1) a prévu la signature d'une convention de contractualisation entre la COCOPAQ et les communes, document annexée à cette délibération, ainsi que la signature d'une convention d'objectifs entre la COCOPAQ et les organismes HLM afin de formaliser les engagements réciproques de chacun au regard des objectifs poursuivis sur le territoire.

Ces conventions constituent donc l'acte premier du PLH. Les engagements mentionnés s'adossent point par point aux fiches actions du programme.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** les termes de la convention de contractualisation avec la COCOPAQ, telle qu'annexée à cette délibération.

**Autorise** le maire à la signer.

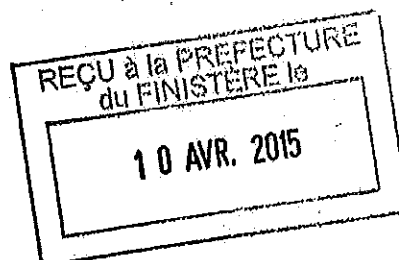
**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

**EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

Le Maire



Yves ANDRE.



## SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	4
ARTICLE 1.GOUVERNANCE, ANIMATION ET SUIVI DU PLH.....	4
ARTICLE 2.OFFRIIR UN VOLUME DE LOGEMENTS POUR RÉPONDRE À L'ACCUEIL ET AU MAINTIEN DE LA POPULATION.....	6
ARTICLE 3.PRODUIRE DU LOGEMENT SOCIAL DANS LE PARC PRIVÉ ET PUBLIC..	6
ARTICLE 4.RÉPONDRE AUX DEMANDES DES SÉNIORS.....	8
ARTICLE 5.RÉPONDRE AUX DEMANDES DES POPULATIONS SPÉCIFIQUES.....	8
ARTICLE 6.PROMOUVOIR LA REQUALIFICATION DANS LES CENTRES URBAINS ET AMPLIFIER LA RÉHABILITATION DU PARC PRIVÉ.....	10
ARTICLE 7.SOUTENIR LES OPÉRATIONS ET LES CONSTRUCTIONS INNOVANTES DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU FONCIER.....	11
ARTICLE 8.DÉFINIR UNE STRATÉGIE FONCIÈRE INTERCOMMUNALE.....	13

PROGRAMME  
LOCAL DE L'HABITAT  
2014-2019

# CONVENTION DE CONTRACTUALISATION ENTRE LA COCOPAQ ET BANNALEC

3 rue Eric Tabarly Mandianaou 4  
29394 Quimperé Cedex  
Tél. 02 98 35 09 40  
contact@cocopaq.com



[www.cocopaq.com](http://www.cocopaq.com)

### Entre les soussignés

La Commune de Bannalec, représentée par Monsieur Yves ANDRÉ, agissant en qualité de maire de la commune, dûment autorisé à signer la présente convention en vertu de la délibération n° ..... en date du ..... 2014, ci après dénommée la commune de Bannalec,

*D'une part,*

Et

La Communauté de Communes du Pays de Quimperlé, 3 rue Eric Tabarly, Kervidanou 4, 29394 Quimperlé cedex, représentée par Sébastien MIOSSÉC, agissant en qualité de Président, dûment autorisé à signer la présente convention, en vertu de la délibération n° 2014, en date du 13 novembre 2014, ci-après dénommée la COCOPAQ,

*D'autre part,*

### Il est exposé ce qui suit

Vu la compétence de la COCOPAQ en matière de politique du logement social,  
Vu la délibération du 11 juillet 2013 arrêtant le Programme Local de l'Habitat,  
Vu la délibération du 9 octobre 2013 relative à l'examen des avis des communes,  
Vu l'avis du Préfet du Finistère en date du 15 janvier 2014,  
Vu la délibération du 16 janvier 2014 approuvant le PLH,

### PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre renouvelé du Programme Local de l'Habitat issu de la loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, dite loi "MILLE". Les travaux menés dans le cadre de ce nouveau PLH ont associé les acteurs locaux ainsi que les élus autour de nombreuses problématiques traduites en 8 orientations et 23 actions. L'ambition de ce nouveau PLH 2014-2019 est de prolonger l'action engagée depuis plusieurs années par la COCOPAQ en identifiant des objectifs quantitatifs et qualitatifs territorialisés par secteurs géographiques. Il s'agit également d'assurer le caractère opérationnel du programme d'actions en permettant aux acteurs de la chaîne du logement de construire ensemble des réponses efficaces et appropriées aux situations de tous les ménages.

À côté de celle prévue avec les offices HLM, la présente convention est l'acte premier de la programmation locale de l'habitat. Programmée à la fiche action 1.1, elle a pour objet de formaliser les engagements réciproques des signataires pour assurer le respect des objectifs du PLH entre 2014 et 2019, sachant que la commune de Bannalec est localisée dans le secteur inérieur.

Conformément au code de la construction, le PLH fera l'objet d'un bilan annuel. À cette occasion, il pourra être apporté des réajustements pour tenir compte des évolutions en cours.

### ARTICLE 1 GOUVERNANCE ANIMATION ET SUIVI DU PLH

1.1. Affirmer le rôle de la Cocopaq en matière de gouvernance

(Toutes les communes)

Comme l'indique la loi MILLE, le PLH 2014-2019 a été construit dans une vision opérationnelle. La mise en œuvre de ses actions dans un délai de 6 ans nécessite donc une très forte anticipation.

La COCOPAQ soutiendra et facilitera les actions de la commune qui s'inscriront dans les objectifs du PLH en jouant un rôle majeur en matière de suivi-animation pour :

- ▶ impulser la mise en œuvre des actions
- ▶ coordonner les projets des différents partenaires dans un objectif de programmation
- ▶ veiller à l'articulation de la politique de l'habitat avec les autres politiques locales (transport, environnement, social...) par souci de cohérence
- ▶ aider à la réalisation des actions en participant à la définition des programmes
- ▶ apporter un soutien technique et financier au montage des opérations
- ▶ animer et gérer les partenariats afin de renforcer la coopération intercommunale
- ▶ permettre un suivi des engagements des communes pour la réalisation du PLH : l'évaluation en continu du PLH notamment à travers l'association de la Cocopaq à l'élaboration des documents d'urbanisme

Identifier :

- les outils mobilisés dans les documents d'urbanisme pour mettre en œuvre les objectifs du PLH
- les opérations pouvant être co-portées par la Commune et la Cocopaq

- les gisements fonciers et des besoins de portage foncier
- les dispositions et moyens financiers dégagés par chaque partie

**Le suivi animation prendra plusieurs formes. Les échanges s'opéreront de la manière suivante :**

- convention de réalisation par opération avec les partenaires concernés (département, communes, bailleurs sociaux, associations...)
- entretiens individuels avec les communes et les bailleurs sociaux notamment
- ateliers techniques thématiques
- réunions de la commission habitat pour validation de certaines actions, dont la programmation
- séminaire annuel de présentation de l'état d'avancement des actions, d'informations et de débats autour d'enjeux spécifiques dans le cadre d'une conférence locale de l'habitat
- lettres d'information et/ou rapports

La commune de Bannalec s'engage à communiquer à la COCOPAQ les projets qu'elle compte mettre en œuvre du point de vue de leur localisation, de leur dimensionnement et des objectifs d'urbanisation afin que la COCOPAQ puisse les prendre en compte dans le cadre de la programmation annuelle des logements locatifs sociaux et dans le cadre du dispositif d'animation et d'évaluation du PLH et du SCOT. Pour la construction des logements locatifs sociaux, elle s'engage à solliciter les bailleurs sociaux pour étudier les modalités de mise en œuvre.

### 1.2. Mettre en place un dispositif local d'observation (Toutes les communes)

Le PLH a également été construit dans un souci d'équilibre du territoire et dans une vision planificatrice par l'intermédiaire du SCOT. A cet égard, il est incontournable de disposer d'un observatoire, sachant que celui-ci est devenu obligatoire.

**C'est pourquoi la COCOPAQ s'engage à mettre en place un dispositif d'observations pour :**

- rendre compte des principales évolutions des marchés fonciers et immobiliers qui s'exercent sur le territoire et afin de les restituer dans un contexte plus large à plusieurs échelles de territoire
- évaluer en continu l'état d'avancement du PLH et l'atteinte des objectifs
- relier les travaux de cet observatoire avec les autres politiques menées par la Cocopaq (emploi, transport, aménagement-environnement) et la démarche d'agenda 21
- Régulièrement actualisé, il présentera les principales tendances d'évolution et permettra de réactualiser certains objectifs et d'ajuster les moyens. La COCOPAQ s'engage donc à déterminer des référentiels communs et des indicateurs thématiques à intégrer au SIG communautaire
- rechercher les données et renforcer les partenariats existants
- se rapprocher des démarches d'observation déjà engagées en matière d'habitat (observatoire départemental de l'habitat, observatoire de l'habitat en Cornouaille, observatoire de l'habitat de l'agglomération, fichier commun de la demande locative...)
- contractualiser avec différents fournisseurs de données, notamment la DRE.

L'analyse des données sera présentée et débattue au moins une fois par an. Elle fera l'objet d'une lettre annuelle qui sera communiquée à tous les partenaires. Compte tenu des données

collectées, la parution pourrait avoir lieu au printemps de l'année N pour inclure le traitement des données de l'année N-1. Elle viendra alimenter la conférence annuelle de l'habitat.

Dans cette perspective, la commune de Bannalec s'engage à communiquer à la COCOPAQ les données relatives à la construction et au foncier, au niveau de la localisation et d'un point de vue quantitatif, notamment :

- permis de construire accordé pour l'habitat en distinguant l'individuel du collectif,
- l'acquisition de la location, le différé des opérations d'ensemble
- permis de lotir : nombre et taille des lots
- permis groupé : nombre de logements
- DIA pour les transactions relatives à l'habitat en précisant la nature et le coût du bien.

Le contenu et la fréquence des transmissions seront définis avec les communes. Cette liste n'est pas limitative, elle pourra évoluer en fonction des souhaits respectifs de la COCOPAQ et des communes. Ces informations viendront nourrir la base de données SIG qui à terme sera mutualisée.

### 1.3. Organiser l'information et la communication auprès des habitants

La Cocopaq créera ou valorisera les supports de communication existants pour informer et sensibiliser le public sur les questions du logement.

## ARTICLE 6 OFFRIR UN VOLUME DE LOGEMENTS POUR REpondre A L'ACQUET ET AU MAINTIEN DE LA POPULATION

### 2.1. Répartir les logements par secteurs géographiques (Toutes les communes)

Pour satisfaire à l'accueil de la population dans un souci de rééquilibrage du territoire communautaire, le PLH a affecté un besoin global de 238 Nouveaux logements à la commune de Bannalec D'ici fin 2019. Ils proviendront du parc privé ou du parc public et seront issus d'opérations de construction ou de réhabilitation.

Chaque année, la Cocopaq dressera un bilan de l'état d'avancement de la production dans le cadre de l'observatoire de l'habitat.

## ARTICLE 7 PRODUIRE DU LOGEMENT SOCIAL DANS LE PARC PRIVE ET PUBLIC

### 3.1. Produire et répartir le logement familial public et privé (Toutes les communes)

**Le logement social est défini par**

- les logements conventionnés des organismes HLM, à l'exclusion des PLI et de certains prêts conventionnés locatifs sans plafonds de ressources (ex : PLS)
- les logements privés bénéficiant d'un conventionnement social ou très social avec l'ANAH
- les logements foyers pour jeunes travailleurs, personnes handicapées, travailleurs migrants et personnes âgées
- les résidences sociales conventionnées
- les centres d'hébergement et de réinsertion sociale
- certaines logements financés par l'Etat ou les collectivités locales occupés à titre gratuit.

Par ailleurs, la nature des prêts aidés par l'État et attribués aux organismes détermine une gamme de plusieurs produits en fonction de niveaux de revenus des ménages et des loyers plafonnés pratiqués ; du plus aidés au moins aidés, le classement s'opère de la manière suivante : logements PLAI0, PLUS et PLS pour les revenus les plus élevés.

Pour remplir l'objectif de production de 16% de logements sociaux dans la construction des résidences principales sur tout le territoire de la COCOPAQ, la commune de Bannalec s'engage à favoriser la construction de 19 logements locatifs aidés sur 6 ans.

Pour ce faire, la commune s'engage à solliciter les bailleurs sociaux pour étudier avec eux les modalités de mise en œuvre de ses projets. Elle pourra le cas échéant les mettre en concurrence en organisant des appels à projets. Ces échanges organisés très en amont lui permettront d'anticiper les stratégies foncières et/ou immobilières.

#### Mixité sociale

Afin d'encourager la mixité sociale, urbaine et générationnelle, la commune de Bannalec cherchera à introduire dans les opérations d'habitat de type lotissements ou ZAC de plus de 20 logements, un taux de 15% de logements sociaux, du locatif aidé à l'accession sociale.

Ces principes de mixité seront communiqués aux aménageurs lotisseurs intervenant sur la commune. Dans une logique de péréquation avec les autres offres privées qui consiste à réduire les lots libres de constructeur au profit de produits en individuel groupé, ils permettront la réservation d'un ou plusieurs lots qui seront confiés par voie de convention à un opérateur public.

Ils se traduiront par la conception d'opération mixte et la construction de petits collectifs ou de logements intermédiaires correspondant à des logements mitoyens ou superposés avec entrée individuelle.

### 3.2 Aider à la production du logement locatif social public

(Toutes les communes)

Pour soutenir la production du logement social public, la COCOPAQ versera une aide forfaitaire par logement qui fera l'objet d'une convention de financement b) ou tri partite avec le bailleur social en fonction du montage foncier de l'opération. Elle sera versée au moment de la déclaration d'ouverture de chantier.

Cas n°1 : cette aide sera versée à l'organisme HLM ou à la commune quand ceux-ci auront procédé sans à l'acquisition et à l'aménagement du terrain ou à une opération d'acquisition améliorée (convention b) partite).

Cas n°2 : l'organisme HLM reversera à la commune la part correspondante à la participation de la COCOPAQ quand la commune aura procédé pour le compte d'un organisme HLM à l'acquisition du foncier et à la viabilité des terrains (convention tri partite).

Cette aide par logement est répartie de la manière suivante :

Secteur de marché Non tendu	PLUS	PLMTC	PLA1A	Label Acquisition amélioration ou démolition reconstruction	Label BEPOS

Arzano, Bannalec, Guilligomarc'h, Locunolé, Querrien, Le Trévoux, Saint-Thurien et Scaër	2 500 €	4 000 €	7 000 €	4 000 €	1 000 €
--	---------	---------	---------	---------	---------

Ces aides sont également destinées aux logements réalisés en structures d'hébergement, notamment pour personnes âgées, respectant les conditions ci-dessus.

### 3.3 Soutenir le développement de l'offre locative conventionnée sans travaux

(Toutes les communes)

La Cocopaq s'engage à soutenir les propriétaires souscrivant à un conventionnement sans travaux en leur octroyant une aide de 2 000 € par logement loué à loyer social ou très social.

### 3.4 Poursuivre la production de logements en location accession

(Toutes les communes)

Afin de participer à l'objectif retenu de 17 logements par an en location-accession soit 102 PSLA sur la durée du PLH, la commune de Bannalec s'engage à étudier leur faisabilité dans ses opérations d'habitat.

## ARTICLE 4. REPONDRE AUX DEMANDES DES SENIORS

### 4.1 Répondre aux besoins des seniors valides

(Toutes les communes)

Sur la base des échanges avec les professionnels, des besoins exprimés par les seniors valides, la Cocopaq avec l'ensemble des communes analysera l'intérêt de développer des offres nouvelles de types logements intergénérationnels, opérations intermédiaires et résidences services, voir d'autres solutions pouvant être mises en place sur le territoire (maison kangourou, béguinage...).

### 4.2 Développer des logements adaptés pour les personnes âgées dépendantes

(Toutes les communes)

Le territoire de la Cocopaq va devoir répondre aux objectifs de production et ou d'extension de places d'hébergement du futur schéma gérontologique.

Un groupe de travail "Logement et hébergement des seniors" sera créé et, en lien avec le CG29 et les bailleurs, étudiera la faisabilité de logements innovants pour les personnes âgées dépendantes, notamment désorientées, tel que le domicile partagé.

## ARTICLE 5. REPONDRE AUX DEMANDES DES POPULATIONS SPECIFIQUES

### 5.1 Répondre aux besoins en logements des jeunes

(Communes de Bannalec et Scaër)



Une partie des besoins en logements pour les jeunes a été satisfaite par l'ouverture du Foyer de jeunes travailleurs du Zabrenn à Quimperlé et l'antenne de 5 logements (7 places) à Moëlan sur Mer.

Afin de compléter cette offre, une autre antenne de 5 logements, verra le jour à Quimperlé. D'autres offres en diffus, localisées à Bannalec (3) et Scaër (2), vont également être réalisées dans les prochaines années.

Pour les 5 logements en secteur diffus, la commune de Bannalec, en concertation avec l'OPAC Quimper Cormouaille et les PEP 29, l'association gestionnaire du FIT, accepte de réserver 3 logements du parc existant intégrés au projet FIT.

La COCOPAQ financera le projet dans le cadre de son action en faveur du logement social, soit 4.000€/logement calculés en équivalent PLAI abondés de 4.000€/logement en cas d'acquisition, amélioration ou démolition-reconstruction. Par ailleurs, dans le cadre de la promotion de l'éco-construction, elle délivrera une aide supplémentaire de 1000€/logement PLAI en BEPOS.

### 5.2 Construire une pension de famille

(Commune de Bannalec identifiée)

Pour des raisons d'équilibre géographique, la commune de Bannalec accepte d'étudier l'implantation sur son territoire d'une maison relais d'une vingtaine de places dans un lieu permettant de l'intégrer aux espaces publics de proximité, selon les résultats d'une étude préalable de faisabilité à réaliser par l'opérateur.

La COCOPAQ s'engage en concertation avec la commune de Bannalec à mobiliser un opérateur habilité et expérimenté pour la construction et la gestion d'une pension de famille d'une vingtaine de places dans un lieu permettant de l'intégrer aux espaces publics de proximité, selon les résultats d'une étude préalable de faisabilité à réaliser par l'opérateur.

La pension de famille étant financée en PLAI-A, la Cocopaq accordera une subvention de 7.000€ par logement et 4.000€ supplémentaires par logement en cas d'acquisition, amélioration ou démolition-reconstruction d'un bâtiment en centre bourg.

### 5.3 Gérer les grands rassemblements des gens du voyage

(Communes de Bannalec, Baye, Clohars-Carnoët, Le Trévoux, Mellac, Moëlan sur Mer, Quimperlé, Rédené et Riec sur Bélon)

Depuis 2008, la Cocopaq a pris la compétence de l'organisation et de la gestion des grands passages des gens du voyage (passage temporaires de 50 à 200 caravanes), et a fait le choix de proposer à partir de l'été 2009 un terrain provisoire (loué à un exploitant agricole) sur le principe d'une rotation annuelle sur les 9 communes situées le long de la RN165.

D'après une fiche technique qui rappelle les caractéristiques générales du futur terrain d'accueil des grands rassemblements en fonction des pratiques du territoire (nombre de caravanes, durée des missions...), la commune de Bannalec accepte de rechercher des sites potentiels sur son territoire afin de proposer à la COCOPAQ au moins 2 sites susceptibles d'être équipés provisoirement ou définitivement au regard du contexte urbain et environnemental de leur commune.

La COCOPAQ pourra de son côté faire des propositions aux communes en fonction des résultats de ses propres recherches. Elle examinera en commission et en concertation avec la préfecture du Finistère l'ensemble des propositions afin de proposer et de décider les modalités d'accueil à venir.

### 5.4 Répondre aux besoins en logements pour les personnes en situation de handicap

(Toutes les communes)

Le rôle de la commission d'accessibilité intercommunale sera conforté. Afin d'améliorer la connaissance de l'offre et des besoins, un recensement des logements accessibles sera effectué.

La Cocopaq sensibilisera et informera les différents acteurs et partenaires sur l'adaptation des logements aux handicaps et poursuivra son action de soutien financier à l'adaptation des logements privés dans le cadre de sa future OPAH.

### 5.5 Gérer les logements d'urgence

(Communes de plus de 2.000 habitants)

L'accueil en logement temporaire (ALT) est une compétence du CIAS qui assure le suivi et la gestion de 6 logements répartis sur le territoire. L'offre en ALT pourra être étendue si la demande est identifiée en application de la loi DALO, sachant que l'urgence sera orientée aux besoins des femmes victimes de violences conjugales et aux besoins des travailleurs précaires.

L'accueil d'urgence nécessite des liens avec des solutions de sortie comme la sous-location qui suppose une prise en charge de la gestion locative par une association et un accompagnement social qui peut « sécuriser » les bailleurs.

Dans cette perspective, la COCOPAQ poursuivra son partenariat avec Massé-Trévidy.

### 5.6 Poursuivre le financement du Fonds de solidarité pour le logement

(Toutes les communes)

Afin de soutenir l'accès et le maintien dans le logement de ménages en difficulté, la Cocopaq apporte chaque année un financement au FSL.

### ARTICLE 6 PROMOUVOIR LA REQUALIFICATION DANS LES CENTRES URBAINS ET AMPLIFIER LA REHABILITATION DU PARC PRIVÉ

#### 6.1 Engager un nouveau programme d'amélioration de l'habitat (OPAH)

(Toutes les communes)

Pendant toute la phase opérationnelle de l'OPAH, les communes acceptent de s'entretenir avec l'opérateur pour le renseigner sur les situations locales relatives aux logements examinés et pris en compte dans le cadre de l'OPAH (logements indignes, insalubres ou vacants, actions d'aménagement urbains qui permettraient à l'OPAH de s'inscrire dans un projet plus global...).

La communication est déterminante pour le succès d'une OPAH car les propriétaires et locataires visés doivent être sensibilisés et informés. C'est pourquoi la commune de Bannalec accepte de proposer à la COCOPAQ ses outils et supports de communication (bulletin communal, site internet, lieu d'exposition ...) et de mettre à la disposition du public affiches et dépliants ciblés...

## 6.2 Lutter contre la vacance, la dégradation et l'indignité dans l'habitat (Toutes les communes)

En concertation avec les communes et après exploitation du fichier de la DGI, la COCOPAQ réalisera le repérage des logements vacants de longue durée.

En lien avec l'animation et la communication réalisées dans le cadre de l'OPAH, une sensibilisation et une communication spécifique visent les propriétaires des biens vacants de longue durée passablement dégradés ou à l'abandon afin qu'ils engagent des travaux permettant de remettre leur logement sur le marché de la location ou de la vente.

La Cocopaq, en lien avec les travaux du comité technique du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne, définira également une organisation du repérage local des logements indignes, indécents ou dégradés.

Celui-ci devra être effectué avec l'ensemble des acteurs pouvant rencontrer ce type d'habitat à savoir, les communes, les CCAS, le CIAS, l'ADIL, l'ADMR, le CDAS, le CLIC....

Parallèlement la COCOPAQ poursuivra les démarches d'information sur le repérage des logements indignes. Ces formations s'adresseront aux élus et acteurs sociaux du territoire.

## 6.3 Repérer et caractériser le potentiel en renouvellement urbain

(Toutes les communes)

En concertation avec les communes et pour chacune d'elles, la Cocopaq réalisera un recensement du foncier bâti dégradé et des enclaves non bâties et analysera avec elles les opportunités de renouvellement urbain au regard aux orientations de son document d'urbanisme et des compétences de la COCOPAQ.

Elle pourra prioriser certaines opérations et précisera les modes opératoires adaptés à leur requalification.

Ce repérage sera évalué par une observation en continu sur la durée du PLH.

Sur la base de ce repérage, la Cocopaq analysera l'intérêt et les modalités de la mise en place d'un soutien financier aux communes au titre d'opérations de renouvellement urbain. Ce soutien sera considéré selon la stratégie foncière déterminée à l'échelle intercommunale.

## ARTICLE 7 SOUTIEN DES OPERATIONS ET DES CONSTRUCTIONS INNOVANTES DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU FONCIER

La lutte contre l'étalement urbain et les consommations énergétiques impliquent de revoir notre modèle de développement urbain et plus particulièrement notre façon d'habiter notre territoire. Les orientations du SCOT et du PLH vont dans ce sens en imposant une diversification des formes urbaines permettant une optimisation du foncier par une plus grande densité. Ces objectifs sont parfaitement en adéquation avec la politique de développement durable que mène la COCOPAQ à travers son Agenda 21 notamment.

## 7.1 Promouvoir de nouvelles formes de logements respectueuses du foncier et de l'environnement

(Toutes les communes)

Dans le respect des orientations du PLH et du SCOT les communes devront appliquer de nouveaux modes constructifs qui consistent à

1) examiner les potentialités restantes dans le tissu urbain existant afin d'optimiser les constructions sur les terrains situés en zone U, desservis par les transports et proches des services et commerces de proximité.

2) recentrer l'urbanisation dans la continuité des zones agglomérées en veillant à créer les liaisons nécessaires aux cheminements piétons et deux-roues pour un usage quotidien.

3) classer en zone AU (à urbaniser dans le futur) une superficie raisonnable correspondant aux besoins à 10 ans tout au plus par application de la combinaison résultant des besoins en logements (article 11) et de l'augmentation des densités résidentielles (article 53) : soit d'une part la localisation des secteurs opérationnels à développer entre 2008 et 2013 et d'autre part la localisation de réserves foncières en anticipation d'un relai de croissance pour la période suivante, ceci afin de lutter contre la spéculation foncière et une déprise anticipée des zones agricoles.

## Rappel des outils d'urbanisme à la disposition des communes

Les communes disposent de plusieurs outils pour remplir leurs obligations en matière de logement social.

En terme de planification et de « réserve foncière » elles peuvent dans les zones urbaines et à urbaniser

- réserver des emplacements déterminés en vue de la réalisation de programme de logements (art. L 123-2b du Code de l'urbanisme)

- instaurer une « servitude logement social » en identifiant un secteur de la commune au sein duquel les programmes de constructions envisagées devront comporter obligatoirement une partie de logements locatifs dont les catégories (intermédiaires ou sociaux) auront été définies dans le règlement (art. L 123-2d du CU).

En termes de droit à construire, elles peuvent

- décider dans certaines zones de majorer le COS de 50% pour les programmes de logements comportant au moins 50% de logements locatifs sociaux (art. R 123-9 du CU).

## 7.2 Accompagner la production de logement social durable

(Toutes les communes)

Pour des raisons de qualité mais aussi pour des raisons économiques, il est nécessaire que l'habitat social utilise également de nouveaux modes constructifs permettant aux locataires de bénéficier d'un logement aux charges moins élevées et plus confortable.

Compte tenu des engagements de la Cocopaq en faveur de maîtrise des consommations énergétiques et d'utilisation des énergies renouvelables inscrits notamment dans son Agenda 21 vaillant PCET, il convient de cibler particulièrement la lutte contre la précarité énergétique.

La COCOPAQ financera les réalisations dans le logement social en faveur des économies d'énergie dont les programmes incluront l'utilisation de matériaux innovants ou d'énergies renouvelables. Elle versera aux opérateurs une aide de 1000€/logement social (PLH et PLUS) à condition qu'ils respectent le label BEPOS (bâtiment à énergie positive). Cette participation sera versée en complément des aides générales à la production des logements locatifs sociaux (article 2) selon les mêmes modalités.

## 7.3 Poursuivre le soutien aux opérations urbaines de qualité, de type éco-quartier

(Toutes les communes)

La composition urbaine des futurs quartiers d'habitat et les études préalables qui permettent de la définir sont primordiales, en amont de la mise en œuvre de l'aménagement et de la construction. Un espace bien pensé au regard d'une analyse multicritères intégrant des

Pour la COCOPAQ  
Le Président

Pour la Commune de Bannalec  
Le Maire

Sébastien MIOSSEC

Yves ANDRÉ

considérations urbanistiques, environnementales et sociales et réfléchi par ailleurs en concertation avec les acteurs concernés, y compris avec les futurs habitants, garantit un urbanisme durable et humaniste.

Cet urbanisme suppose donc un changement de pratiques qui rompt fondamentalement avec le lotissement traditionnel.

Les communes examineront l'application de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme proposée par l'ADEME ou toute autre démarche de son choix visant à intégrer les préoccupations environnementales afin de les mettre en pratique dans leurs futures opérations d'habitat.

Si la commune utilise la démarche «AEU», la COCOPAQ aidera à sa mise en œuvre dans la limite de 3 000€ par opération correspondant au maximum à 50% du coût HT financés par la commune après la prise en compte d'autres financements des études.

L'acceptation du financement se fera après examen d'un dossier de demande de subvention comprenant la délibération du conseil municipal, le cahier des charges (CCAP), le devis du maître d'œuvre et le plan de financement.

Sachant que la COCOPAQ se limitera au financement de 2 opérations par an, l'opérateur-HLM fera connaître ses intentions à la COCOPAQ avant le 15 novembre de l'année N pour un démarrage de la démarche l'année N+1. Le versement de la subvention interviendra à l'achèvement des études.

La COCOPAQ sera invitée à participer au comité technique et/ou de pilotage.

#### ARTICLE 8. DEFINIR UNE STRATEGIE FONCIERE INTERCOMMUNALE

##### 8.1 Etudier la mise en place d'un programme foncier intercommunal

(Toutes les communes)

La Copoq caractérisera les disponibilités foncières identifiées dans les PLU, en concertation avec les communes : la localisation, les surfaces potentielles, la situation du foncier (bâti ou non), l'occupation du sol, l'accessibilité, la desserte par les réseaux, les freins à la mobilisation...

Elle analysera leur vocation future en fonction de leurs caractéristiques et des projets des communes et priorisera les interventions avec l'EPR et étudiera les outils fonciers et opérationnels pouvant être mobilisés.

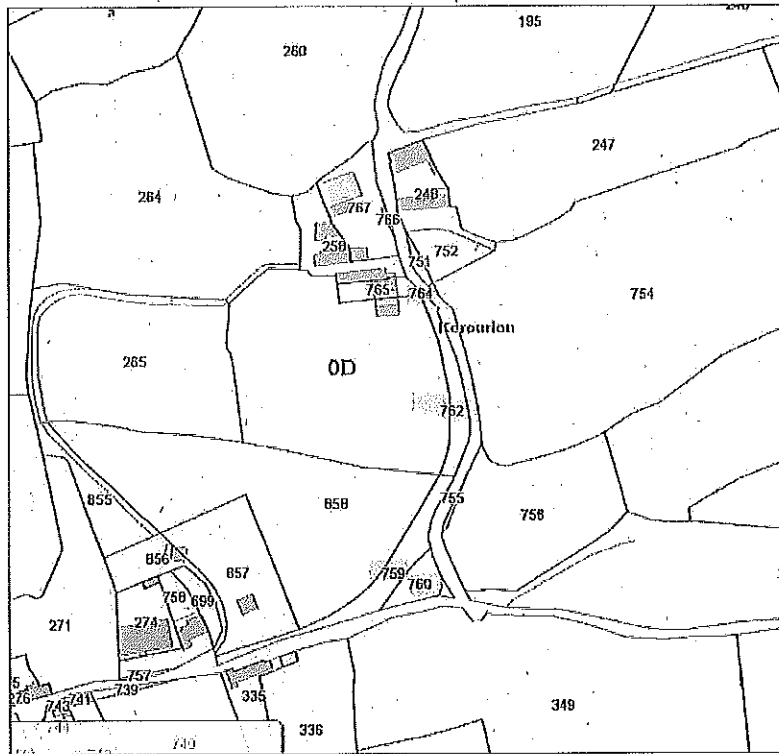
Elle étudiera également les possibilités d'un soutien financier de la COCOPAQ en vue de la valorisation de ce foncier mutable en intégrant les dispositions du bâti ancien, par un portage foncier ou versement d'un fonds de concours en lien et/ou en complément de la politique de l'EPF et déterminera les critères d'éligibilité.

Enfin, elle apportera une ingénierie aux communes par le développement d'une activité de conseils ou d'assistance en matière d'étude et de procédure d'aménagement et d'urbanisme

Fait à  
Le

**DEL 03,04,2015-027: Cession gratuite des parcelles D n°759-760-762-764 à la commune (régularisation)**

La route menant à Kerourien telle qu'elle existe dans les faits ne correspond pas au tracé figurant sur le plan cadastral. Une délibération du 27 février 1974 avait été prise pour les travaux de construction du chemin rural de Kerourien avec cession des parcelles cadastrées section D n° 759-760-762 et 764 appartenant alors M. Bourvic Pierre. L'acte n'étant pas intervenu à ce jour, il convient de régulariser cette situation. M. et Mme Le Tirant Jean et Sylviane, nouveaux propriétaires, acceptent de céder gratuitement lesdites parcelles à la commune.



**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** d'acquérir à titre gratuit les parcelles cadastrées dans la section D n°759-760-762 et 764 auprès de M et Mme Le Tirant Jean et Sylviane où de toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer.

**Décide** que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de la commune.

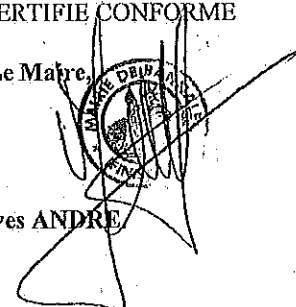
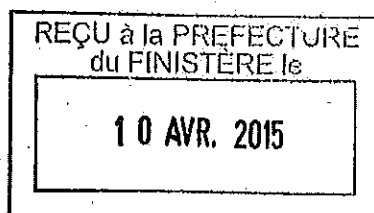
**Autorise** Monsieur Le Maire à signer l'acte à intervenir.

**DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME**

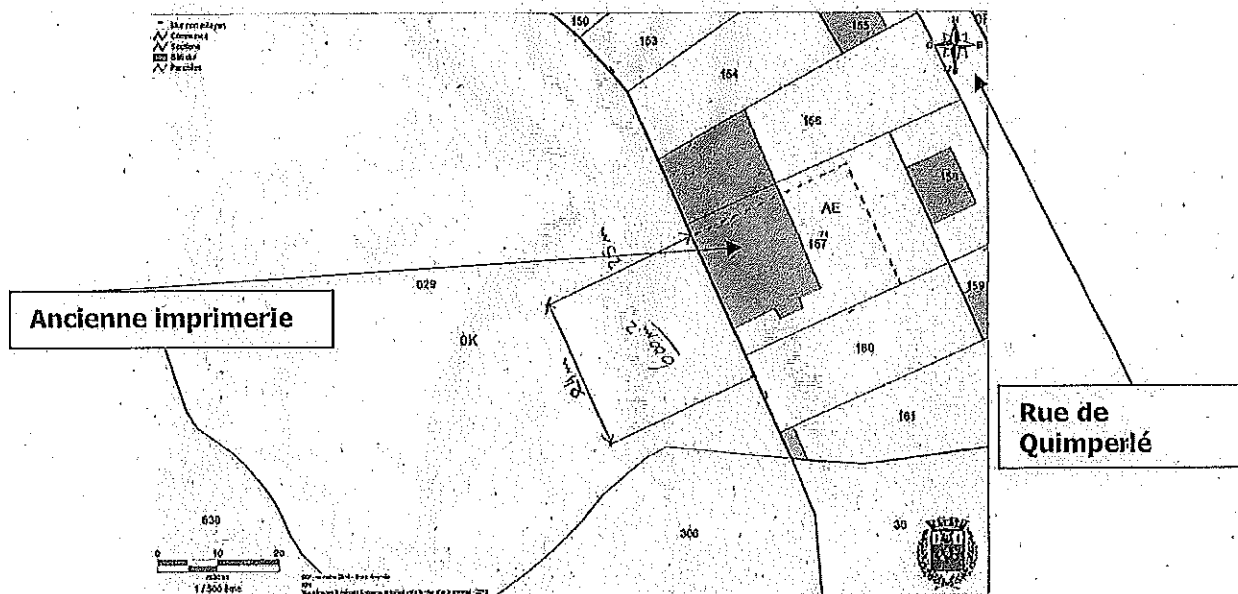
Le Maire,

Yves ANDRE



**DEL 03,04,2015-028: Vente de terrain rue de Quimperlé – parcelle K629**

L'acheteur d'une partie de l'ancienne Imprimerie de la rue de Quimperlé a fait connaître son souhait d'acquérir 600m<sup>2</sup> de terrain à prendre dans la parcelle communale K629.



**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** de vendre à Aurélien PICARD domicilié 17, route de Bannalec à Mellac ou toutes personnes physiques ou morales pouvant s'y substituer une partie de la parcelle cadastrée dans la section K sous le numéro 629 d'une contenance approximative de 600m<sup>2</sup> au prix de 8 euros par mètre carré.

Décide que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de l'acquéreur ;

Autorise le Maire à signer l'acte notarié à intervenir qui sera établi dans l'étude de Maître Renaud Bazin, notaire à Bannalec.

**DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE**

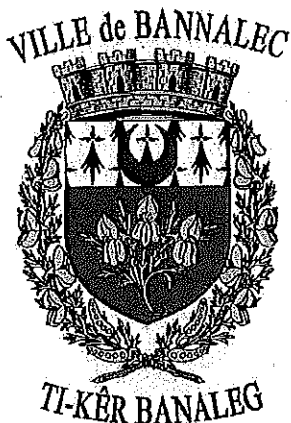
**EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORMÉ**

Le Maire,

Yves ANDRE

REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTÈRE le

10 AVR. 2015



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2015

L'An deux mil quinze, le vingt-six juin, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bannalec se sont réunis en séance à 18h15, à la Mairie, salle du Conseil, sur la convocation qui leur a été donnée le 19 juin deux mil quinze, conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de conseillers en exercice : 29.

Etaient présents :

M. Yves ANDRÉ, Mme Marie-France LE COZ, M. Guy LE SERGENT, Mme Nicole RIOUAT, M. Christophe LE ROUX, Mme Josiane ANDRÉ, M. Sylvain DUBREUIL, Mme Pascale LE BOURHIS, M. Jérôme LEMAIRE, M. Marcel JAMBOU, M. Gérard VIALE, M. Guy DOEUFF, Mme Anne-Marie QUÉNÉHERVÉ, Mme Patricia DELAUDAUD, Mme Marie-Josée TOULLEC, Mme Marie-Laure FALCHIER, M. Roger CARNOT, Mme Martine PRIMA, Mme Eva COX, Mme Christelle COUTHOUIS, M. Stéphane LE GUERER, Mme Christelle BESSAGUET, M. Stéphane LE PADAN, Mme Laurence ANSQUER, M. Michel LE GOFF, Mme Denise DECHERF, M. Stéphane POUPON.

Etaient absents :

M. Bruno PERRON, excusé, qui a donné procuration à Mme Pascale LE BOURHIS  
M. Arnaud TAÉRON, excusé, qui a donné procuration à Mme Marie-France LE COZ.

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Yves ANDRÉ, Maire.  
Le Conseil Municipal a choisi M. Sylvain DUBREUIL, Conseiller Municipal, pour secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance du Conseil municipal est mis aux voix.  
Le Conseil municipal après en avoir délibéré, adopte, à l'unanimité le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 03 avril 2015.

**DEL 26,06,2015-31 : Elaboration de la liste des jurés d'assises 2016**

Comme chaque année, en application des articles 254 et suivants du code de procédure pénale, il doit être procédé, publiquement, au tirage au sort des citoyens de la commune appelés à être inscrits sur la liste communale préparatoire de la liste annuelle des personnes susceptibles d'exercer les fonctions de juré de la Cour d'Assises du Finistère pour l'année 2016.

Ce tirage est fait par le Maire, à partir de la liste électorale, en présence des membres du conseil municipal.

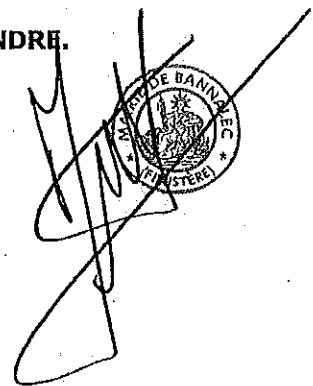
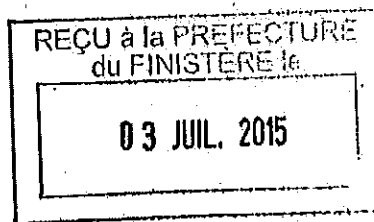
Les personnes suivantes sont désignées :

- ANDRE Roger - résidant à Menez-Kersclippon
- ALLAIN Emmanuelle - résidant au 45 rue de Rosporden
- BESCOND Michel - résidant au 10, rue de la gare
- SALAUN Ronan - résidant au 23, rue des Landiers
- BAGOUSSE Rozenn - résidant au 11, rue des Landiers
- LE FLAO Benoît - résidant au 22, rue de Kerliver
- FOURNIER Vincent - résidant à Tromelin
- USED Marie-Claire - résidant à Corbe
- COSSEC Corinne - résidant à Moulin neuf
- BERNARD Jean-Pierre - résidant à Creis-Obet
- CHARTIER Jocelyn - résidant au 19 bis, rue des Ajoncs
- BIERRE Monique - résidant au 12, rue Nationale

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.





**DEL 26.06.2015-32 : Approbation de la convention ACTES pour la mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité**

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1,

**Considérant** que la commune de Bannalec souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

**Considérant** que e-megalis, plateforme dont est adhérente la commune, permet cette télétransmission,

**Considérant** le déploiement de la télétransmission des actes des collectivités territoriales au contrôle de légalité dans le Département du Finistère,

**Considérant** que pour mettre en œuvre la télétransmission des actes au contrôle de légalité, une convention doit être conclue entre la collectivité et la Préfecture pour déterminer la date de raccordement de la collectivité, la nature et les caractéristiques des actes transmis par cette voie, les engagements respectifs de la collectivité et de la Préfecture pour le fonctionnement de ce processus,

**Considérant** que dès la signature de cette convention, la collectivité pourra transmettre par voie dématérialisée les actes administratifs validés dans la nomenclature,

**Considérant** que toute modification de la convention ou de la nomenclature fera l'objet d'un avenant,

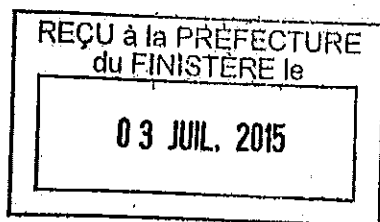
**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité,

**Autorise** le maire à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes administratifs suivants : arrêtés du Maire, délibérations du Conseil Municipal et documents budgétaires, soumis au contrôle de légalité avec la préfecture du Finistère, représentant l'Etat à cet effet, telle qu'annexée à cette délibération,

**Autorise** le maire à confier à e-megalis les aspects de routage desdits actes.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**



EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.



## Sommaire

Les opérateurs de mutualisation, de statuts variés (centres de gestion de la fonction publique territoriale, départements, syndicats de communes, etc.) ont vocation à accompagner les collectivités dans leur mutation vers l'administration électronique et peuvent intervenir sur la chaîne de télétransmission en amont des opérateurs de télétransmission agréés. Ils mutualisent les demandes des collectivités pour négocier avec les opérateurs de télétransmission et/ou effectuer des achats groupés de certificats d'authentification. Ils dispensent aussi souvent une prestation d'accompagnement au changement, permettent parfois aux collectivités de se connecter à d'autres systèmes d'information et leur mettent à la disposition des logiciels métiers.

1) PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION.....	5
2) PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR DANS LE CADRE DE LA TELETRANSMISSION.....	5
2.1 Coordonnées de l'opérateur de télétransmission agréé et références du dispositif de télétransmission homologué	5
2.2 Coordonnées de la collectivité.....	6
2.3 Coordonnées de l'événuel opérateur de mutualisation.....	6
3) ENGAGEMENT SUR LA MISE EN OEUVRE DE LA TELETRANSMISSION.....	6
3.1 Clauses nationales.....	6
3.1.1 Prise de connaissance des actes.....	6
3.1.2 Confidentialité.....	6
3.1.3 Support mutuel de communication entre la sphère « collectivité » et les équipes techniques du ministère de l'Intérieur.....	7
3.1.4 Interruptions programmées du service.....	7
3.1.5 Suspensions d'accès par l'équipe technique du ministère de l'Intérieur.....	8
3.1.6 Renoncement à la télétransmission.....	8
3.2 Clauses à décliner localement.....	9
3.2.1 Classification des actes par métiers.....	9
3.2.2 Périmètre des actes télétransmis.....	9
3.2.3 Support mutuel de communication entre la « collectivité » et le « représentant de l'Etat ».....	10
3.2.4 Période de tests et de formation.....	10
3.2.5 Signature.....	11
3.3 Clauses relatives à la télétransmission des documents budgétaires sur le module Actes Budgétaires.....	11
3.3.1 Télétransmission des documents budgétaires de l'exercice en cours.....	11
3.3.2 Documents budgétaires concernés par la télétransmission.....	12
3.3.3 Elaboration du document budgétaire à télétransmettre au « représentant de l'Etat ».....	12
4) VALIDITE ET ACTUALISATION DE LA CONVENTION.....	12
4.1 Durée de validité de la convention.....	12
4.2 Suspension de la convention à l'initiative du « représentant de l'Etat ».....	12
4.3 Clauses d'actualisation de la convention.....	13

# CONVENTION

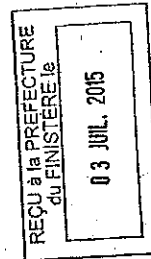
ENTRE

LE PREFET DU FINISTERE

ET

LA COMMUNE DE BANNALEC

POUR LA TELETRANSMISSION DES ACTES  
SOUIS AU CONTROLE DE LEGALITE  
OU A UNE OBLIGATION DE TRANSMISSION  
AU REPRESENTANT DE L'ETAT



## PREAMBULE

Le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dispose que la collectivité qui choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie des actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat dans le département, signe avec celui-ci une convention prévoyant notamment :

- l'agrément de l'opérateur de télétransmission (et l'homologation de son dispositif) ;
- la nature et la matière des actes transmis par voie électronique ;
- les engagements respectifs des deux parties pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ;
- la possibilité, pour la collectivité territoriale, l'établissement public local, le groupement (catégorie auxquels appartiennent notamment les établissements publics de coopération intercommunale), les sociétés d'économie mixte locales (SEML), les sociétés publiques locales (SPL) ou les associations syndicales de propriétaires, de renoncer à la transmission par voie électronique et les modalités de cette renonciation.

## 1) PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION

La présente convention est conclue entre :

- 1) la **préfecture du Ministère** représentée par le préfet, Monsieur Jean-Luc VIDELAINE, ci-après désignée : le « **représentant de l'Etat** ».
- 2) et la commune de Bannalec, représentée par son Maire, Monsieur Yves ANDRE, agissant en vertu d'une délibération du 29 mars 2014, ci-après désignée : la « **collectivité** ».

## 2) PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR DANS LE CADRE DE LA TELETRANSMISSION

Les numéros de téléphone et les adresses de messagerie de l'opérateur de télétransmission agréé exploitant le dispositif homologué, et de l'éventuel opérateur de mutualisation, sont ceux que doivent utiliser la « collectivité » et la préfecture, dans le cadre du support matériel défini dans le cahier des charges de la télétransmission et prévu par la convention de raccordement.

Si, après son raccordement au système d'information ACTES, la « collectivité » décide de changer de dispositif de télétransmission homologué ou de recourir à un nouvel opérateur de télétransmission agréé ou à un nouvel opérateur de mutualisation autre que ceux choisis initialement et mentionnés dans cette convention, elle en informe la préfecture afin de modifier en conséquence par avenant la convention dans les plus brefs délais.

## 2.1 Coordonnées de l'opérateur de télétransmission agréé et références du dispositif de télétransmission homologué

Opérateur de télétransmission agréé	Nom de l'opérateur de télétransmission : emegalis
	Numéro de téléphone : 02 99 12 51 55
	Adresse de messagerie : odt-actes@megalisbretagne.org
	Adresse postale : ZAC des champs blancs - 15, rue Claude Chappe - Bâtiment B 35 510 CESSON SEVIGNE
Dispositif de télétransmission homologué	Date de début de validité du contrat entre la « collectivité » et l'opérateur de télétransmission :
	Nom du dispositif de télétransmission homologué utilisé par la « collectivité » : TDI Megalis

Cet agrément implique l'homologation du dispositif de télétransmission utilisé par l'opérateur de télétransmission.

## 2.2 Coordonnées de la « collectivité »

Numéro SIREN : 212 900 047 00078

Nom : BANNALEC

Nature : Commune

Adresse postale : 1 place Charles de Gaulle - 29 380 BANNALEC

Adresse de messagerie : hmerite.mairie@bannalec.fr

Code Nature de l'émetteur : 3.1

Arrondissement de la « collectivité » : Quimper : 294

La collectivité s'engage à faire l'acquisition et à utiliser des certificats d'authentification conformément aux dispositions du cahier des charges de la télétransmission en vigueur.

## 3) ENGAGEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION

### 3.1 Clauses nationales

#### 3.1.1 Prise de connaissance des actes

Le représentant légal de la « collectivité » s'engage à transmettre au « représentant de l'Etat » des actes signés par lui-même ou par toute personne habilitée par une délégation de signature établie en bonne et due forme, respectant les formats définis par la norme d'échange, immédiatement lisibles par le « représentant de l'Etat » et exempts de dispositifs particuliers (notamment de protection par des mots de passe).

Le « représentant de l'Etat » prend connaissance des actes dématérialisés, un accusé de réception électronique ayant été délivré automatiquement pour chaque acte avec identifiant unique propre à cet acte.

#### 3.1.2 Confidentialité

Lorsque la « collectivité » fait appel à des prestataires externes (opérateurs de télétransmission agréés exploitant le dispositif et éventuellement opérateurs de mutualisation) participant à la chaîne de télétransmission, et mandatés à la suite d'une procédure de commande publique les liant à la « collectivité », il est strictement interdit à ces prestataires d'utiliser ou de diffuser les données contenues dans les actes soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat à d'autres fins que la transmission de ces actes au « représentant de l'Etat ».

Enfin, il est interdit à la « collectivité » de diffuser les informations fournies par les équipes techniques du ministère de l'Intérieur permettant la connexion du dispositif à ses serveurs pour le dépôt des actes autres que celles rendues publiques dans la norme d'échanges. Ces informations doivent être conservées et stockées de façon à ce qu'elles soient protégées d'actions malveillantes.

La « collectivité » doit s'assurer que l'opérateur de télétransmission et l'éventuel opérateur de mutualisation respectent également les règles de confidentialité et qu'ils ne sous-traitent pas indûment certaines de leurs obligations à un autre opérateur, sans que cette organisation n'ait été préalablement agréée par le ministère de l'Intérieur. Il leur est notamment interdit de communiquer de sa propre initiative à un tiers les informations fournies par les équipes techniques du ministère de l'Intérieur.

### 3.1.3 Support mutuel de communication entre la sphère « collectivité » et les équipes techniques du ministère de l'Intérieur

Par ailleurs, un support mutuel de communication est établi entre l'opérateur de télétransmission relevant de la sphère « collectivités » et l'équipe technique du ministère de l'Intérieur. Celui-ci peut s'établir par téléphone et messagerie, du lundi au vendredi, aux heures ouvrées. Il permet le traitement des incidents et des anomalies ne pouvant être traités au niveau local. Les délais de réponse aux sollicitations ne peuvent excéder une demi-journée.

Les équipes techniques du ministère de l'Intérieur ne peuvent être contactées que par un opérateur de télétransmission identifié (grâce aux informations déclinées au paragraphe 2.1) exploitant le dispositif de la « collectivité ». Les coordonnées auxquelles les opérateurs de télétransmission peuvent contacter l'équipe technique du ministère de l'Intérieur auront été fournies lors de l'agrément de l'opérateur de télétransmission.

Les cas dans lesquels un opérateur de télétransmission peut contacter directement l'équipe technique du ministère de l'Intérieur sont exclusivement :

- L'indisponibilité des serveurs du ministère de l'Intérieur ;
- Un problème de transmission ou de réception d'un acte ou de son accusé de réception si le problème n'a pas pu être résolu au niveau local ;
- Les questions relatives à la sécurité des échanges (en particulier les changements des mots de passe ou d'adresses de connexion) et au raccordement du dispositif de télétransmission.

Ces prises de contact se font exclusivement en utilisant les coordonnées fournies à cet effet par le ministère de l'Intérieur lors de l'agrément de l'opérateur de télétransmission. L'adresse émettrice utilisée par l'équipe technique du ministère de l'Intérieur dans les transmissions de données de sa sphère vers la sphère « collectivités » ne doit pas être utilisée, que ce soit pour contacter l'équipe technique du ministère de l'Intérieur ou pour faire part d'une anomalie.

De façon symétrique, seule l'équipe technique du ministère de l'Intérieur pourra contacter l'opérateur de télétransmission exploitant le dispositif de la « collectivité » et l'éventuel opérateur de mutualisation, aux coordonnées indiquées au paragraphe 2.1.

### 3.1.4 Interruptions programmées du service

Pour les besoins de maintenance du système d'information ACTES, le service rendu aux collectivités par le ministère de l'Intérieur pourra être interrompu une demi-journée par mois en heures ouvrées. L'équipe technique du ministère de l'Intérieur avertira les services supports des opérateurs de télétransmission des collectivités trois jours ouvrés à l'avance.

Durant ces périodes, la « collectivité » peut, en cas de nécessité et d'urgence, transmettre des actes sous format papier.

### 3.1.5 Suspensions d'accès par l'équipe technique du ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur, dans les conditions prévues aux articles R. 2131-4, R. 3132-1, R. 4142-1, L. 5211-4 du code général des collectivités territoriales, peut suspendre l'accès aux serveurs de réception des actes si les flux en provenance de la « collectivité » sont de nature à compromettre le fonctionnement général du système d'information ACTES.

Les suspensions peuvent être opérées dans l'urgence pour des motifs de sécurité générale (par exemple détection d'un virus dans un flux provenant d'une « collectivité »). Dans le cas d'une suspension à l'initiative de l'équipe technique du ministère de l'Intérieur, cette suspension peut porter sur un opérateur de télétransmission, et donc concerner l'ensemble de ses collectivités clientes. Dans ce cas, cette suspension entraîne un contact direct entre l'équipe technique du ministère de l'Intérieur et l'opérateur de télétransmission, dans les conditions prévues au paragraphe 3.1.3. L'information des collectivités concernées doit être assurée par l'opérateur de télétransmission.

Dans le cas d'une suspension à l'initiative de l'équipe technique du ministère de l'Intérieur, cette

suspension peut porter aussi sur un dispositif de télétransmission, et donc concerner l'ensemble des opérateurs de télétransmission exploitant ce dispositif. Dans ce cas, cette suspension entraîne un contact direct entre l'équipe technique du ministère de l'Intérieur et les opérateurs de télétransmission exploitant ce dispositif, dans les conditions prévues au paragraphe 3.1.3. L'information des « collectivités » concernées doit être assurée par les opérateurs de télétransmission.

### 3.1.6 Renoncement à la télétransmission

Le décret en Conseil d'Etat pris en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales reconnaît aux collectivités ayant choisi de transmettre leurs actes par voie électronique la possibilité de renoncer à ce mode de transmission.

Dans cette hypothèse, la « collectivité » informe sans délai le « représentant de l'Etat » de sa décision de renoncer à la télétransmission en précisant expressément la date à compter de laquelle ce renoncement prend effet. Il lui appartient de préciser également si ce renoncement porte sur la totalité des actes jusqu'à lors télétransmis ou ne s'applique qu'à certains d'entre eux.

La « collectivité » informe également sans délai l'opérateur de télétransmission et, le cas échéant, l'opérateur de mutualisation, de sa décision de renoncer à la télétransmission.

À compter de cette date, les actes concernés doivent parvenir au « représentant de l'Etat » sous format papier en deux exemplaires dont un original.

La notification de ce renoncement doit être formulée par écrit au moins trois jours francs avant l'effectivité du changement envisagé, de manière à permettre aux services de la préfecture d'organiser la réception et le retour des actes en question sous format papier.

Le renoncement intégré à la télétransmission n'entraîne pas la résiliation de la présente convention mais sa suspension à compter, du renoncement.

En cas de renoncement partiel, opéré par voie d'avenant, celui-ci ne peut correspondre soit qu'à la totalité d'une catégorie d'actes de même nature (par exemple, les « délibérations » ou les « contrats et conventions »), soit qu'à l'ensemble des actes relevant d'une matière ou d'une sous-matière précisément déterminée, par la nomenclature des actes (par exemple tous les actes relatifs à la fonction publique relevant de la matière 4 ou tous les actes relatifs aux personnels contractuels relevant de la matière).

En cas d'absence de volonté exprimée de reprise des relations contractuelles dans le cadre de la présente convention à l'issue d'une année franche à compter du renoncement, la convention devient caduque. Si, ultérieurement, la « collectivité » souhaite à nouveau transmettre tout ou partie de ses actes par voie électronique, une nouvelle convention devra être établie.

## 3.2. Clauses à décliner localement

### 3.2.1 Classification des actes par matières

Le représentant légal de la « collectivité » s'engage à respecter la nomenclature des actes en vigueur dans le département concerné, prévoyant la classification des actes par matières utilisée dans le système d'information ACTES.

La nomenclature des actes en vigueur dans le département concerné comprend deux niveaux obligatoires définis à l'échelon national. Un modèle est annexé à la présente convention.

En cas de non respect, de façon récurrente et prolongée, par la « collectivité » de la nomenclature des actes en vigueur dans le département concerné, et notamment d'utilisation abusive de la matière 9 (« Autres domaines de compétences »), le préfet peut, en application de l'article 4.2 de la présente convention, décider unilatéralement de suspendre la convention.

### 3.2.2 Périmètre des actes télétransmis

La « collectivité » transmettra par voie dématérialisée l'ensemble de ses actes et de leurs annexes, quelle que soit la matière à l'exception :

- des fichiers supérieurs à 150 Mo ainsi que tous actes ne pouvant pas être télétransmis en raison de la taille et de la configuration des fichiers, notamment les documents graphiques en matière d'urbanisme.

et

- Des documents budgétaires sous format XML, sur le module Actes Budgétaires (CA, BP, DM, BS), hors délibérations relevant de la matière 7 de la nomenclature, sous format PDF, sur l'application ACTES.

Ces actes sont transmis au « représentant de l'Etat » par voie électronique. Néanmoins, dans l'hypothèse d'une impossibilité matérielle, technique (par exemple, avant l'acquisition d'un nouveau certificat d'authentification au nom du représentant légal nouvellement élu ou d'un nouvel agent en charge de la télétransmission dans la collectivité) ou humaine (absence d'un agent en charge de la télétransmission dans la collectivité) de télétransmettre un acte, la « collectivité » les transmettra par voie papier ou par tout autre moyen (fax, messagerie électronique) préalablement accepté par le service de la préfecture en charge du contrôle de ces actes.

Les actes accompagnés de pièces annexes volumineuses ou incompatibles avec les normes d'échanges, notamment les documents d'urbanisme, devront être transmis sous format papier.

La double transmission d'un même acte par voie électronique et par voie papier est interdite, sauf au cours de la période de tests initiale.

### 3.2.3 Support mutuel de communication entre la « collectivité » et le « représentant de l'Etat »

Dans le cadre du fonctionnement courant de la télétransmission, les personnels de la « collectivité » et ceux de la préfecture peuvent se contacter mutuellement pour s'assurer de la bonne transmission des actes et diagnostiquer les problèmes qui pourraient survenir.

Tous les moyens possibles que sont la messagerie électronique, le fax, le courrier papier et le téléphone pourront être utilisés par les services pour échanger les informations utiles au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire, à la transmission sous format papier ou sous format électronique et au caractère exécutoire des actes.

Les coordonnées à utiliser dans le cadre de ce support mutuel de communication sont, les suivantes :

Coordonnées du service de la préfecture :	Nom du service : Préfecture – DCTC - BCLST
	Nom de la personne à contacter : Administrateur de l'application Actes
	Fonction de la personne à contacter : Assistant administratif
	Numéro de téléphone : 02 98 76 27 75
	Numéro de télécopie : 02 98 76 27 02
	Adresse de messagerie : pref-sonrole-legalite@ministere.gouv.fr
	Adresse postale : DCTC - 42 Bd Duplex - 29220 QUIMPER Cédex

Coordonnées du service de la « collectivité » :	Nom du service : Administration générale
	Nom de la personne à contacter : Hélène HERMITTE
	Fonction de la personne à contacter : DGA/DRH
	Numéro de téléphone : 02 98 39 53 63
	Numéro de télécopie : 02 98 39 51 85
	Adresse de messagerie : hermitte.mairie@banmalec.fr
	Adresse postale : 1 place général de Gaulle – 29 380 BANNALEC

### 3.2.4 Période de tests et de formation

Du xxx au xxx 2015 soit pendant une période de xxx, les télétransmissions d'actes sous forme de tests seront doublées par la transmission sous format papier des mêmes actes afin de s'assurer que la télétransmission des actes s'effectue correctement.

Pendant cette période de tests et de formation, seule la date de réception en préfecture des actes adressés par voie papier sera prise en compte pour déterminer la date du caractère exécutoire de l'acte.

Deux semaines avant la fin de cette période, le « représentant de l'Etat » et la « collectivité » feront le bilan de cette période de tests.

Afin d'éviter que des transmissions fictives, que ce soit dans le cadre de tests de bon fonctionnement, ou dans le cadre de formations, puissent se confondre avec des transmissions réelles et fausser la compréhensibilité des actes télétransmis sur l'application ACTES (dans le cadre des indicateurs Indigo « Relations avec les collectivités locales », notamment l'IMS14 « Taux d'actes télétransmis par l'application ACTES »), le « représentant de l'Etat » et la « collectivité » se mettent d'accord pour interdire, de part et d'autre, les télétransmissions d'actes et de courriers fictifs.

### 3.2.5 Signature

Le représentant légal de la « collectivité » s'engage à ne faire parvenir par voie électronique que des actes existant juridiquement dont il est en mesure de produire un exemplaire original signé, de façon manuscrite ou électronique, par le représentant légal ou par une personne dûment habilitée à le signer en application d'une délégation établie en bonne et due forme.

Dans l'attente de la généralisation de l'utilisation de la signature électronique, et afin d'éviter d'alourdir inutilement le poids des fichiers télétransmis, la « collectivité » s'engage à ne pas scanner des actes à seule fin d'y faire figurer la reproduction de la signature manuscrite du signataire mais s'engage à mentionner sur les actes télétransmis le prénom, le nom et la qualité du signataire.

Sous réserve de la mention lisible du prénom, du nom et de la qualité du signataire, tout acte reçu dans le système d'information ACTES sera supposé authentique et valablement signé par l'autorité compétente, à charge pour la « collectivité » d'être en mesure de fournir à la préfecture, ou à la juridiction administrative qui lui en fera la demande le document original comportant la signature manuscrite de son auteur ou la preuve de sa signature électronique.

## 3.3 Clauses relatives à la télétransmission des documents budgétaires sur le module Actes budgétaires

### 3.3.1 Télétransmission des documents budgétaires de l'exercice en cours

Pour la télétransmission des documents budgétaires sur le module Actes budgétaires, il n'est pas fait application du dernier alinéa du 3.1.4. En cas d'interruption du service pour cause de maintenance, il appartient à l'émetteur d'attendre le rétablissement du service pour adresser ses documents sur le module Actes budgétaires.

En effet, notwithstanding l'application des dispositions du 3.1.6, la télétransmission des documents budgétaires doit porter sur l'exercice budgétaire complet :

- L'ensemble du document budgétaire est transmis sous format dématérialisé (budget principal et annexes au budget principal) ;
- A partir de la télétransmission du budget primitif, tous les autres documents budgétaires de l'exercice doivent être télétransmis au « représentant de l'Etat » ;
- L'envoi dématérialisé d'un document budgétaire doit être accompagné, dans le même envoi, c'est-à-dire dans la même enveloppe dématérialisée, de la télétransmission dans l'application ACTES de l'extrait du registre des délibérations de l'organe délibérant correspondant à la délibération approuvant le budget ou les comptes.

Cette télétransmission s'effectue selon les modalités de télétransmission des actes telles qu'elles sont

prévues aux articles 3.1 à 3.2.5 de la présente convention.

### 3.3.2 Documents budgétaires concernés par la télétransmission

La possibilité de télétransmettre les documents budgétaires porte sur l'ensemble des maquettes dématérialisées pour un exercice budgétaire considéré. Elle concerne les types de documents suivants :

- Budget primitif ;
- Budget supplémentaire ;
- Décision(s) modificative(s) ;
- Compte administratif.

### 3.3.3 Elaboration du document budgétaire à télétransmettre au « représentant de l'Etat »

Les documents budgétaires doivent être transmis au format XML. Le flux XML contenant le document budgétaire doit avoir été scellé par l'application TotEM (logiciel libre mis à la disposition des collectivités par la Direction générale des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur), ou par un progiciel financier compatible avec le format XML et ayant intégré les fonctionnalités de TotEM.

## 4) VALIDITE ET ACTUALISATION DE LA CONVENTION

### 4.1 Durée de validité de la convention

La présente convention a une durée de validité d'un an, à partir de la date de signature par les deux parties.

Un bilan et une évaluation d'étape de la télétransmission sera effectuée, par téléphone, par échange de courriels ou à l'occasion d'une réunion organisée par les services de la préfecture et de la « collectivité », à l'issue des six premiers mois.

La présente convention sera reconduite d'année en année, par reconduction tacite, sous réserve de recours par la « collectivité » aux services du même opérateur de télétransmission et du même dispositif de télétransmission homologué.

### 4.2 Suspension de la convention à l'initiative du « représentant de l'Etat »

Sur la base du décret du 7 avril 2005 précité, l'application de la présente convention pourra être suspendue par le « représentant de l'Etat » si celui-ci constate des altérations graves du fonctionnement du dispositif de télétransmission exploité par l'opérateur de télétransmission pour le compte de la « collectivité » ou qu'il est empêché de prendre connaissance des actes transmis, que ce dispositif ne satisfait plus aux conditions d'homologation définies à l'article R. 2131-1 ou qu'il constate, de façon récurrente et prolongée, le non-respect par la « collectivité » de la nomenclature des actes en vigueur dans le département concerné, et notamment l'utilisation abusive de la matière 9 (« Autres domaines de compétences »).

Dans le cas d'une suspension à l'initiative du « représentant de l'Etat », la suspension porte sur les seules collectivités concernées par l'initiative ou par le non-respect de la nomenclature des actes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification écrite par ce dernier à chaque « collectivité » concernée qui procède, dès lors, à la transmission de ses actes sous format papier. Cette notification est entourée de toutes les garanties formelles liées à la prise d'une décision défavorable par l'administration, sauf cas d'urgence apprécié par le « représentant de l'Etat ».

### 4.3 Clauses d'actualisation de la convention

Entre deux échéances de reconduction de la convention, certaines de ses clauses pourront être actualisées sous forme d'avenants.

Cette actualisation peut être rendue nécessaire par :

- des évolutions extérieures et indépendantes de la volonté des parties contractantes et conduisant à des modifications du cahier des charges national de la télétransmission (par exemple, pour prendre en compte des évolutions technologiques et juridiques, d'intérêt général, ayant un impact sur la chaîne de télétransmission) ;
- par la volonté des deux parties de modifier certaines des modalités de mise en œuvre de la télétransmission initialement définies.

Dans le premier cas, un arrêté du ministre de l'Intérieur portera modification du cahier des charges national de la télétransmission. Dans l'hypothèse où les modifications ainsi apportées au cahier des charges national auraient une incidence sur le contenu de la convention, celle-ci doit être révisée sur la base d'une concertation entre le « représentant de l'Etat » et la « collectivité », avant même l'échéance de la convention.

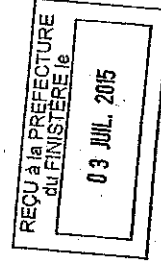
Dans le second cas, l'opportunité d'actualiser la convention est laissée à l'appréciation commune des parties.

Fait à Quimper, le  
En deux exemplaires originaux.

Le Maire,  
Le secrétaire général de la préfecture

Eric ETIENNE

Yves ANDRIEU



NOMENCLATURE DE L'APPLICATION ACTES	
1	Commande publique
1.1	Marchés publics
1.2	Délégation de service public
1.3	Conventions de Mandats
1.4	Autres types de contrats
1.5	Transactions/ protocole d'accord transactionnel
1.6	Actes relatifs à la maîtrise d'œuvre
1.7	Actes spéciaux et divers
2	Urbanisme
2.1	Documents d'urbanisme
2.2	Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols
2.3	Droit de préemption urbain
3	Domaine et patrimoine
3.1	Acquisitions
3.2	Allénations
3.3	Locations
3.4	Limites territoriales
3.5	Autres actes de gestion du domaine public
3.6	Autres actes de gestion du domaine privé
4	Fonction publique
4.1	Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T
4.2	Personnels contractuels
4.3	Fonction publique hospitalière
4.4	Autres catégories de personnels
4.5	Régime indemnitaire
5	Institutions et vie politique
5.1	Election exécutif
5.2	Fonctionnement des assemblées
5.3	Désignation de représentants
5.4	Délégation de fonctions
5.5	Délégation de signature
5.6	Exercice des mandats locaux
5.7	Intercommunalité
5.8	Désation d'ester en justice
6	Libertés publiques et pouvoirs de police
6.1	Police municipale
6.2	Pouvoir du président du conseil général
6.3	Pouvoir du président du conseil régional
6.4	Autres actes réglementaires
6.5	Actes pris au nom de l'Etat et soumis au contrôle hiérarchique
7	Finances locales
7.1	Décisions budgétaires
7.2	Fiscalité
7.3	Emprunts
7.4	Interventions économiques
7.5	Subventions
7.6	Contributions budgétaires
7.7	Avances
7.8	Fonds de concours
7.9	Prise de participation (SEM...etc...)
7.10	Divers
8	Domaines de compétences par thème
8.1	Enseignement
8.2	Aide sociale
8.3	Voirie
8.4	Aménagement du territoire
8.5	Politique de la ville-habitat-logement
8.6	Emploi-formation professionnelle
8.7	Transports
8.8	Environnement
8.9	Culture
9	Autres domaines de compétences
9.1	Autres domaines de compétences des communes
9.2	Autres domaines de compétences des départements
9.3	Autres domaines de compétences des régions
9.4	Voeux et motions



**DEL 26,06,2015-033 : Application du droit des sols (ADS) – Création d'un service commun – Approbation de la convention type de mutualisation entre la commune et la COCOPAQ**

Suite au désengagement de l'Etat en matière d'application du droit des sols (ADS) prévu par la loi n°2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014, la communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ) a proposé à ses communes membres de gérer un service commun ADS, en lieu et place du service d'instruction effectué par la direction départementale des territoires et de la mer qui prendra fin pour les communes disposant d'un document d'urbanisme au 30 juin 2015.

Les maires des communes restent compétents en matière de délivrance des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol. Toutefois, ils ont la possibilité de confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à la COCOPAQ. Le projet de convention prévoit l'instruction des certificats d'urbanisme d'information par la commune et celle des autres autorisations et actes par le service commun.

La commune de Bannalec n'a vocation à rejoindre le service commun qu'une fois qu'elle disposera d'un plan local d'urbanisme (PLU) opposable.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** la convention-type de mutualisation, jointe à cette délibération, étant entendu que la date d'adhésion de la commune au service sera celle à laquelle le PLU sera opposable.

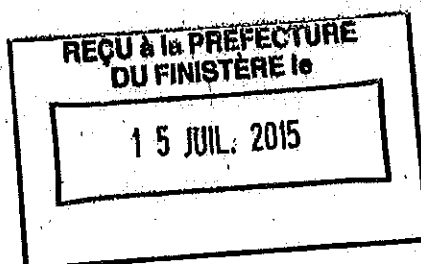
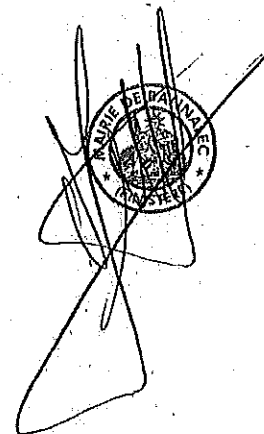
**Autorise** le maire à la signer.

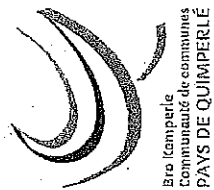
**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE  
(3 ABSTENTIONS : MICHEL LE GOFF, DENISE DECHERF  
ET STEPHANE POUPON)**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

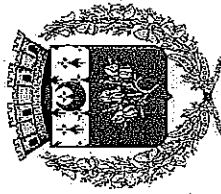
Le Maire,

Yves ANDRE.





Bro Kemperle  
Communauté de communes  
PAYS DE QUIMPERLE



**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE QUIMPERLE**

**COMMUNE DE BANNALEC**

**CREATION D'UN SERVICE COMMUN POUR  
L'APPLICATION DU DROIT DES SOLS (ADS)**

**CONVENTION DE MUTUALISATION**

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières entre la Commune, et le service commun ADS, concernant l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, délivrés au nom de la Commune.

Le service commun ADS agit en concertation avec la Commune qui lui adresse toutes instructions nécessaires pour l'exécution des tâches qu'elle lui confie.

### Article 2 : Champs d'application

La présente convention s'applique à toutes les demandes et déclarations déposées durant sa période de validité, hormis celles visées à l'article 2-2 ci-dessous.

Elle porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations et actes dont il s'agit, à compter du dépôt de la demande auprès de la Commune jusqu'au contrôle de la conformité par la Commune.

#### Article 2-1 : Autorisations et actes dont le service commun ADS assure l'instruction :

La COCOPAQ instruit les autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol délivrés sur l'ensemble du territoire de la Commune de BANNALEC relevant de la compétence communale et cités ci-après :

- Certificat d'urbanisme opérationnel (CUB) ;
- Déclaration Préalable (DP) ;
- Permis de Démolir (PD) ;
- Permis de Construire (PC) ;
- Permis d'Aménager (PA) ;

#### Article 2-2 : Autorisations et actes dont la Commune assure l'instruction :

Les actes relatifs à l'occupation du sol non cités ci-dessus sont instruits par les services de la Commune. En cas de difficultés, la Commune pourra occasionnellement solliciter le service commun ADS pour recueillir son appui juridique et technique.

#### Article 2-3 : Contrôle de la conformité des travaux :

Le contrôle de la conformité des travaux est assuré par les moyens propres de la Commune. Toutefois, la Commune pourra bénéficier, à titre exceptionnel, d'un appui technique et juridique de la COCOPAQ pour assurer cette mission.

### Article 3 : Engagement et responsabilités de la Commune

Pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence et entrant dans le cadre de la présente convention la Commune assure les tâches suivantes :

#### Article 3-1 : Généralités :

##### Article 3-1-1 : Logiciel d'instruction

L'instruction partagée sera assurée par l'utilisation d'un logiciel commun et d'une base de données commune hébergée sur un serveur externe.

La Commune s'engage à accepter l'installation du logiciel d'instruction commun sur le poste de l'agent de la commune, référent ADS, chargé notamment des phases de dépôt de la demande et de notification de la décision.

##### Article 3-1-2 : Respect des délais

Il est rappelé que les délais issus du code de l'urbanisme et figurant dans la présente convention doivent être respectés par la Commune sous peine de voir sa responsabilité engagée.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5211-4-2 (concernant les services communs non liés à une compétence transférée),

Vu le code de l'urbanisme, notamment de l'article L422-1 (définissant le maître comme l'autorité compétente pour délivrer les actes) à l'article L422-8 (supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'Etat pour toutes communes compétentes appartenant à des communautés de 10 000 habitants et plus), ainsi que de l'article R423-15 (autorisant la commune à confier par convention l'instruction de tout ou partie des dossiers à une liste fermée de prestataires) à l'article R423-48 (présentant les modalités d'échanges électroniques entre service commun, pétitionnaire et autorité de délivrance).

### Préambule

Suite au désengagement de l'Etat en matière d'Application du Droit des Sols (ADS) prévu par la loi n°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) du 24 mars 2014, la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé a proposé à ses communes membres de gérer un service commun ADS en lieu et place du service proposé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

La présente convention vise à définir les modalités de travail en commun entre la Commune, qui reste l'autorité compétente, et le service commun ADS, géré par la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé qui est l'autorité fonctionnelle, qui, tout à la fois :

- Respectent les responsabilités de chacun ;
- Assurent la protection des intérêts communaux ;
- Garantissent le respect du droit des administrés ;

Ces obligations que la Commune et la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé s'imposent mutuellement sont décrites dans le présent document.

### La convention est établie :

ENTRE :

- d'une part, la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé, représentée par son Président, Sébastien MIOSSEC, habilité à signer en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 2 avril 2015,  
ci-après désignée la « COCOPAQ »

ET :

- d'autre part, la Commune de BANNALEC, représentée par son maire, Yves ANDRE, habilité à signer en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....  
ci-après désignée « la Commune »,  
Ci - après dénommées collectivement « les Parties »

En application de l'article R423-15 du code de l'urbanisme, le maire de la commune de BANNALEC a décidé - par délibération de son conseil municipal du ..... de confier l'instruction d'une partie des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols au service commun ADS.

### Article 3-2 : Responsabilité de la Commune selon les étapes de l'instruction :

Article 3-2-1 : Lors de la phase de dépôt de la demande :

- Réceptionner le dossier tel qu'il est déposé par le pétitionnaire ;
- Affecter un numéro au dossier, apposer sur toutes les pièces des dossiers de la demande ou de la déclaration, et l'enregistrer ;
- Compléter et délivrer le récépissé de dépôt de dossier au pétitionnaire ;
- Confection des chemises des dossiers selon le modèle-type ;
- Procéder à l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis ou de la demande de déclaration, dans les quinze jours suivant le dépôt de la demande et pendant toute la durée de l'instruction ;

Article 3-2-2 : Lors de la phase de pré-instruction :

- Transmissions à effectuer dans la semaine qui suit le dépôt suivant le Code de l'Urbanisme :
  - Transmission au Préfet d'un exemplaire de la demande de permis ou de déclaration préalable, lorsque l'autorité compétente est le maire au nom de la commune (art. R423-7 du Code de l'Urbanisme) ;
  - Transmission au Préfet d'un exemplaire supplémentaire du dossier dans les sites classés et les réserves naturelles (art. R423-12 du Code de l'Urbanisme) ;
  - Transmission d'un exemplaire de la demande, et du dossier au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) lorsque le permis ou la déclaration préalable porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, ou sur un immeuble adossé à un immeuble classé (art. R423-10 du Code de l'Urbanisme) ;
  - Transmission d'un exemplaire du dossier à l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), lorsque la décision est subordonnée à son avis (art. R423-11 du Code de l'Urbanisme) ;

- Autres transmissions entre le service commun ADS et la Commune :

- Transmission immédiate des autres dossiers au service commun ADS pour instruction ;
- Transmission, dans les meilleurs délais, de toutes instructions nécessaires, ainsi que d'une fiche de renseignements précisant les informations utiles (desserte en voirie et réseaux du projet, historique du terrain, ...)

Article 3-2-3 : Lors de la phase d'instruction :

- Transmettre les avis qu'il reçoit de l'ABF ou autre au service commun ADS dès réception ;  
Hormis l'ABF, les services consultés répondent directement au service commun ADS.

Article 3-2-4 : Lors de la notification de la décision et suite données :

Rappel de loi : dates auxquelles les autorisations sont exécutoires :

Le certificat d'urbanisme devient exécutoire à compter de sa réception par le représentant de l'état et de sa notification au demandeur (art. L2131-1 du Code général des collectivités territoriales). Le maire informe le demandeur de la date à laquelle la décision et le dossier ont été transmis au préfet (art. R410-19 du Code de l'Urbanisme) ;

Les permis sont exécutoires, lorsqu'ils sont expressément, à compter de leur notification au demandeur (quinze jours après sa notification pour les permis de démolition) et de sa transmission au préfet (art. L424-7 du Code de l'Urbanisme). Le maire informe le demandeur de la date à laquelle la décision et le dossier ont été transmis au préfet (art. R424-12 du Code de l'Urbanisme).

Note : En cas de désaccord de la Commune avec la proposition de décision établie par le service commun ADS, la Commune peut rédiger sa propre décision. Dans ce cas, elle en informe obligatoirement le service commun ADS.

- Transmission en préfecture :

Pour les CU et les permis, transmission au Préfet de la décision au plus tard le jour de la notification au pétitionnaire ;

- Notification au pétitionnaire :

Notifier au pétitionnaire la décision avant la fin du délai d'instruction, par pli non recommandé lorsque la décision accorde le permis sans prévoir de participation, ni prescription ; par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de refus ou d'opposition au projet ayant fait l'objet d'une déclaration, de suris à statuer, d'autorisation ou de non-opposition assortie de prescriptions ou de participation ; Pour les CU et permis, la lettre notifiant l'arrêté précède la date de transmission au Préfet ;

- Affichage :

Dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la déclaration, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois (art. R424-15 du Code de l'Urbanisme) ; L'exécution de cette formalité fait l'objet d'une mention au registre chronologique des actes de publication et de notification des arrêtés du maire (art. L2122-7 du Code général des collectivités territoriales) ;

- Transmission DDTM :

Transmission aux services de la DDTM compétent pour l'émission des taxes d'urbanisme dans le délai d'un mois à compter de la délivrance (voir article 7-1 de la présente convention) ;

Article 3-2-5 : Lors du contrôle de la conformité :

- Déclarations d'Ouvertures de Chantier (DOC) :

Réception et enregistrement des DOC établies par le pétitionnaire ; Transmission d'un exemplaire au Préfet (art. R424-16 du Code de l'Urbanisme) ; Concerné uniquement les demandes de PC et PA ;

- Déclarations Attestant l'Accès à la Conformité des Travaux (DAACT) et récolement :

- Réception et enregistrement des DAACT, établies par le bénéficiaire ou son architecte ; Concerné uniquement les PC, PA, DP ;
- Quand la Commune reçoit la DAACT, elle peut aller constater la conformité dans un délai de trois mois. Ce délai est porté à cinq mois quand un récolement est obligatoire (art. R462-7 du Code de l'Urbanisme) ;
- En cas de réalisation du récolement, celui-ci est effectué par la Commune ;

- Attestation de non-contestation :

Délivrance des attestations de non-contestation de la conformité, sous quinzaine, sur simple requête du bénéficiaire de l'autorisation ou de ses ayants-droits (art. R462-10 du Code de l'Urbanisme) ;

### Article 4 : Engagement et responsabilités de la COCOPAQ

Le service commun ADS assure l'instruction réglementaire de la demande depuis sa transmission par la Commune jusqu'à la préparation et l'envoi à la Commune du projet de décision, dans ce cadre il assure les tâches suivantes :

#### Article 4-1 : Lors de la phase d'instruction :

- Examen de la complétude du dossier : contrôle du nombre de dossiers, contrôle de la présence des signatures (pétitionnaire, architecte si nécessaire), contrôle de la présence des pièces au regard des pièces exigibles, contrôle du contenu des pièces quant aux exigences fixées par le code ;
- Détermination du délai d'instruction au vu des consultations à lancer ;
- Si le dossier déposé justifie d'une majoration du délai de droit commun ou se révèle incomplet, notifier au pétitionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la liste des pièces manquantes et/ou la majoration des délais d'instruction, avant la fin du premier mois d'instruction ;

- Procéder aux consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressés (autre que celles déjà consultées par la Commune lors de la phase de pré-instruction de la demande) ;
- Examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré ;
- Conseiller et échanger sur les projets avec les pétitionnaires ;

**Article 4-2 : Lors de la phase de décision :**

Le service commun ADS agit sous l'autorité du Maire et en concertation avec lui sur les suites à donner aux avis recueillis. Ainsi, il l'informe de tout élément de nature à entraîner un refus d'autorisation ou une opposition à la déclaration.

- Rédaction d'un projet de décision tenant compte du projet déposé, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis ; dans les cas nécessitant un avis conforme de l'ABF et si celui-ci est négatif, proposition :
  - soit d'une décision de refus,
  - soit d'une décision de prolongation exceptionnelle du délai d'instruction, si le Maire décide d'un recours auprès du Préfet de Région contre cet avis (art. R423-35 du Code de l'Urbanisme)
- Transmission de cette proposition à la Commune à l'aide du logiciel; pour les permis, cet envoi se fait au plus tard 10 jours avant la fin du délai d'instruction ; 5 jours pour les déclarations préalables ;

Le service commun ADS s'engage à produire des décisions expressées.

**Article 5 : Délégation de signature**

Pour l'application de la présente convention et afin d'optimiser les délais d'instruction, le maire délègue sa signature, dans le cadre de l'article L423-1 du Code de l'Urbanisme, aux agents du service commun ADS pour l'exécution des missions d'instruction des autorisations d'occupation du sol. Cette délégation concerne les correspondances n'étant pas créatrices de droit (consultations des services, notification au pétitionnaire de pièces manquantes ou incomplètes, de majoration des délais...).

L'arrêté de délégation de signature sera pris au moment où le service sera rendu opérationnel.

**Article 6 : Modalité des échanges entre la COCOPAQ et la Commune**

**Article 6-1 : Echanges par voie électronique :**

Dans le souci de favoriser une réponse rapide au pétitionnaire, les transmissions et échanges permis par le logiciel se feront exclusivement dans ce cadre. Dans la mesure du possible, seuls les échanges non gérés par le logiciel se feront par courrier électronique.

**Article 6-2 : Logiciel d'instruction :**

La Commune s'engage à utiliser le logiciel notamment pour les étapes lui permettant :

- D'enregistrer les demandes d'autorisations d'occupation du sol ;
- De délivrer le récépissé de dépôt ;
- D'enregistrer les dates de transmissions des dossiers en préfecture, à l'ABF, DDTM, ... ;
- De suivre l'évolution de ces demandes ;
- D'imprimer la proposition de décision préparée par le service commun ;
- D'enregistrer les dates de transmission et de réception de la notification au pétitionnaire ;
- D'enregistrer les dates de DOC et de DAACT ;

**Article 6-3 : Mise à disposition des données réglementaires**

Il est indispensable pour une instruction correcte du droit des sols que les données du service commun ADS en matière d'urbanisme, ainsi que les données informatiques du Système d'Information Géographique SIG sur lesquelles s'appuie le logiciel commun d'instruction, soit continuellement à jour.

Les services de la Commune informeront le service commun ADS de tout engagement de procédure, de création, de modification, de révision ou de mise à jour de son PLU ou de son POS et de l'état d'avancement des procédures correspondantes.

**Article 6-3-1 : Type de données**

La Commune met à disposition de la COCOPAQ les éléments suivants. Ces documents seront transmis à la COCOPAQ au plus tard à leur date d'opposabilité.

Format et nombre d'exemplaires	Version papier	Version numérique
Elaboration ou révision du PLU/POS	En deux exemplaires authentifiés Dossier complet (y compris annexes) - Soit le dossier complet mis à jour avec substitution des pièces ou éléments modifiés - Soit les pièces complètes du document concerné par la modification ou la révision simplifiée (telles que note de présentation, plans de zonage, règlement nouveau dans sa globalité, liste complète des emplacements réservés...) permettant une mise à jour du dossier par simple substitution des nouvelles pièces authentifiées.	En fichiers pdf et SIG Dossier complet (y compris annexes)
Modification ou révisions simplifiées du PLU/POS	Dossier complet	Dossier complet
Mise à jour du PLU/POS	Dossier complet	Dossier complet
Dossiers de zone d'aménagement concerté	Dossier complet	Dossier complet
Dossiers relatifs aux droits de préemption	Délibération	Délibération
Dossiers de permis d'aménager, établis avant que le service commun ADS soit opérationnel, et dont les règles d'urbanisme sont toujours applicables (PA de moins de 10 ans (L.442-9 du code de l'urbanisme) ou PA de plus de 10 ans ayant maintenu leurs règles d'urbanisme (L.442-10 du code de l'urbanisme)	Dossier complet	Dossier complet
Tout autre document utile à l'instruction : institution de taxes ou participations, modification de taux, ...	Dossier complet	Dossier complet

**Article 6-3-2 : Intégration dans le SIG**

• **Cahier des prescriptions nationales**

Pour permettre l'intégration des données réglementaires de la Commune dans le Système d'Information Géographique (SIG) de la COCOPAQ, qui servira de base principale pour l'instruction des dossiers, la Commune s'engage à respecter et à faire respecter par son bureau d'étude la dernière version du cahier de prescriptions nationales élaboré par le Conseil National pour l'Information Géographique (CNIG) pour le document d'urbanisme et les servitudes. Ce document fixe les conditions techniques et organisationnelles des créations, des modifications et révisions des POS et PLU.

Lors de la consultation de bureaux d'études, la Commune s'engage à annexer à son dossier de consultation d'entreprises, l'annexe du cahier de prescriptions nationales auquel le bureau d'étude devra obligatoirement

se conformer. Ce cahier de prescriptions et ses mises à jour éventuelles constitueront en conséquence une pièce contractuelle des marchés susceptibles d'être passés par la Commune pour créer, modifier, réviser ou mettre à jour ses documents d'urbanisme.

- Procédure d'échanges avec le service SIG en cas de création, modification, révision, mise à jour des documents d'urbanisme:

Préalablement à la délibération d'approbation des documents, la Commune adresse les informations numériques, relatives à ces procédures, au service SIG de la COCOPAQ afin que celui-ci procède à l'examen de la conformité des données établies par rapport au cahier des charges.

A la suite de cet examen, le service SIG établit un procès-verbal de conformité ou de non-conformité des données. Ce procès-verbal de conformité pourra, le cas échéant, servir pour la levée des garanties financières de bonne exécution du marché du prestataire.

Au plus tard à leur date d'opposabilité, la Commune adresse l'ensemble des informations numériques relatives à ces procédures au service SIG de la COCOPAQ afin que celui-ci procède à l'enregistrement de ces données numériques dans la base de données du SIG. Les données numériques fournies par la Commune sont considérées comme conformes aux données papier en sa possession. La Commune devra prévenir le service SIG de toute anomalie constatée.

#### **Article 7 : Distribution des tâches annexes**

##### **Article 7-1 : Taxe d'aménagement (art. R331-10 du code de l'urbanisme):**

La Commune fournit aux services compétents de la DDTM, dans le délai d'un mois à compter de la date soit de la délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager ou du permis modificatif, soit du transfert de ces autorisations, soit de la naissance d'une autorisation tacite de construire ou d'aménager, soit de la décision de non-opposition à une déclaration préalable:

- Un exemplaire du formulaire de déclaration ou de demande d'autorisation;
- Le formulaire de déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions accompagné de ses pièces jointes;
- Selon les cas, une copie de la décision, la date à laquelle l'autorisation ou la décision de non-opposition à déclaration préalable est devenue tacite;
- Le cas échéant, le certificat d'urbanisme applicable;
- La référence du secteur de la taxe d'aménagement dans lequel se situe le projet de construction ou d'aménagement;
- La référence du secteur du seuil minimal de densité déterminé dans lequel se situe le projet de construction.

##### **Article 7-2: Archives:**

Les dossiers se rapportant aux autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol sont classés et archivés à la fois par la Commune et par le service commun ADS.

##### **Article 7-3 : Statistiques:**

Le service commun ADS assure la fourniture des renseignements d'ordre statistique demandés à la Commune, pour les actes dont l'instruction lui a été confiée, en application de l'article R.431-34 du Code de l'urbanisme.

##### **Article 7-4 : C.A.U.E.:**

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, organisme de mission de service public peut apporter son conseil aux collectivités territoriales sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.

La COCOPAQ se réserve le droit de faire appel aux services du CAUE au travers de missions d'accompagnement pour d'une part apporter un conseil aux porteurs de projet et d'autre part un appui au service commun ADS pour l'instruction de l'application du droit des sols afin de contribuer à une plus grande qualité architecturale et à une meilleure insertion paysagère des projets.

#### **Article 8 : Modalités de recours / Contentieux**

A la demande de la Commune, la COCOPAQ apporte, dans la limite de sa compétence, son concours technique et administratif à la Commune pour l'instruction des recours gracieux et contentieux. Intenés par des personnes publiques ou privées; portant sur les autorisations ou actes visés à l'ensemble de l'article 2.

Toutefois, la COCOPAQ n'est pas tenue à ce concours lorsque la décision contestée est différente de leur proposition en tant que service commun ADS.

Les procédures contentieuses relatives aux autorisations, déclarations et actes mentionnés à l'ensemble de l'article 2 sont assurées et prises en charges financièrement par la Commune.

Il appartient à la Commune de conclure une assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'elle peut encourir.

Les dispositions du présent article ne sont valables que pendant la période de validité de la présente convention.

#### **Article 9 : Dispositions financières**

##### **Article 9-1 : Mode de facturation:**

La prestation décrite dans la présente convention donne lieu à une facturation à l'acte.

Pour la mise en place d'une facturation à l'acte, un ratio est mis en place afin de pondérer les actes d'urbanisme pour tenir compte de la difficulté particulière et de la durée moyenne d'instruction de chaque type d'acte d'urbanisme. Ce ratio s'exprime en Equivalent Permis de Construire (E.P.C).

Le tarif unitaire de chaque type d'acte est défini à partir des coefficients de pondération, du coût du service, et du nombre total d'E.P.C. suivant la méthode de calcul détaillée à l'article 9-5.

##### **Article 9-2 : Définition des coefficients de pondération:**

Chaque acte d'urbanisme est transposé en Equivalent Permis de Construire (E.P.C) suivant les coefficients suivants:

- 1 Permis de Construire vaut 1 E.P.C
- 1 Certificat d'Urbanisme d'Information (CUi) vaut 0,2 E.P.C
- 1 Certificat d'Urbanisme opérationnel (CUo) vaut 0,4 E.P.C
- 1 Déclaration Préalable vaut 0,7 E.P.C
- 1 Permis de Démolir vaut 0,8 E.P.C
- 1 Permis d'Aménager vaut 1,5 E.P.C

Ces pondérations sont inspirées de celles retenues par l'Etat lui-même pour ses propres services.<sup>1</sup>

##### **Article 9-3 : Coût du service:**

Le coût du service inclus le montant total des frais de gestion et le montant total des salaires bruts des agents instructeurs.

Les frais de gestion comprennent notamment les frais d'acquisition de véhicule, de moyens matériels (bureaux, ordinateurs...), les frais de fonctionnements (affranchissements, ligne téléphonique, essence, ressources humaines...).

Les frais de gestion ne comprennent pas l'acquisition du logiciel commun d'instruction et de ses frais inhérents (maintenance, hébergement, formation...) qui fera l'objet d'une facturation à part.

<sup>1</sup> Source Guide ADCF/AMF - Instructions des autorisations d'urbanisme  
Page 8 sur 9

**Article 9-4 : Nombre total d'E.P.C. :**

Le nombre total d'E.P.C de l'année N correspond à la somme de tous les actes instruits par le service commun ADS, pour l'ensemble des communes adhérentes, après avoir été pondérés suivant les coefficients définis à l'article 9-2, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année N.

**Article 9-5 : Méthode de calcul de la tarification :**

tarif unitaire d'un acte d'urbanisme =  $\frac{\text{coût du service} \times \text{coefficient de pondération de l'acte d'urbanisme}}{\text{nombre total E.P.C}}$

Le coût unitaire d'un acte d'urbanisme est calculé suivant la formule suivante :

Le tarif unitaire d'un acte d'urbanisme est arrondi au nombre entier le plus proche.

Le montant facturé à chaque commune correspond à la somme du nombre d'acte multiplié par son tarif unitaire pour chaque type d'acte.

**Article 9-6 : Modalités :**

La facturation sera semestrielle.

Pour le premier semestre de l'année N, la facture sera établie au mois de juillet de l'année N. Elle sera établie à partir du nombre réel total d'E.P.C, instruits durant ce premier semestre, et du montant réel du coût du service.

Pour le deuxième semestre de l'année N, la facture sera établie au mois de janvier de l'année N+1. Elle sera établie à partir du nombre réel total d'E.P.C, instruits durant ce second semestre, et du montant réel du coût du service.

La commune s'affranchira du montant de sa facture dans le mois suivant son émission.

**Article 9-7 : Autres dispositions :**

La Commune et le service commun ADS assument les charges de fonctionnement liées à leurs obligations réciproques. En particulier, les frais d'affranchissement des courriers envoyés par la Commune sont à la charge de cette dernière. A l'inverse, toutes les dépenses d'affranchissement réalisées dans le cadre de l'instruction pour des courriers envoyés par le service commun ADS sont à la charge de ce dernier.

**Article 10 : Date de mise en œuvre, conditions de suivi et conditions de résiliation**

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans.

Elle prend effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

A l'issue de cette période, elle est reconductible d'année en année.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, après délibération de l'organe délibérant décidant d'y mettre fin, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue d'un préavis de six mois.

**Article 11 : Litiges**

A défaut de règlement à l'amiable, tout litige né de l'application de cette convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Fait en deux exemplaires,

A QUIMPERLE, le .....

Pour la COCOPAQ  
Le président

Pour la Commune de BAINNALEC  
Le maire,

03 JUL. 2015  
LE TRIBUNAL  
ADMINISTRATIF DE RENNES

**DEL 26,06,2015-034 : Approbation de la convention liant la Cocopaq et les communes membres pour la réalisation d'actions de formations.**

Pour mettre en œuvre leurs projets et offrir des services de qualité, les collectivités ont besoin d'agents compétents dans une organisation appropriée. La formation contribue à l'adaptation et au développement des compétences des agents. Elle leur offre aussi la possibilité d'évoluer et de développer leur projet professionnel.

Sur la base d'un volontariat de fonctionnement, la commune émet le souhait, depuis 2009, de se regrouper dans une logique de proximité géographique et de rationalisation des coûts afin de mutualiser ses besoins de formation avec d'autres communes membres de la COCOPAQ.

Le plan de formation élaboré pour 2015 propose une gamme de formations diversifiée, élaborée suite au recensement des besoins dans le cadre de cette mutualisation. Les stages se dérouleront sur le territoire de la COCOPAQ, ce qui occasionne moins de déplacements pour les agents.

Une convention de partenariat entre la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé et les Communes membres pour la réalisation d'actions de formation, est ainsi soumise à l'Assemblée, pour approbation et autorisation de signer.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** la convention jointe à cette délibération

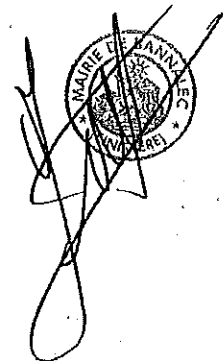
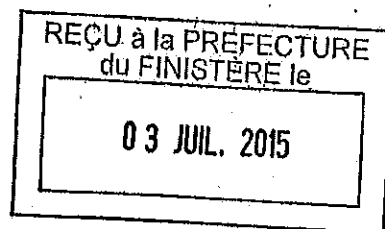
**Autorise** le Maire à la signer

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**







**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA REALISATION D' ACTIONS DE FORMATIONS  
ENTRE LA COCOPAQ ET SES COMMUNES MEMBRES**

**ENTRE**

La **COCOPAQ**, sise 3 rue Eric Tabarly, Kervidanou 4, 29394 Quimperlé, représentée par son Président, Monsieur Sébastien MIOSSEC, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24/04/2014, soumise à toutes obligations lui Incombant en vertu de la présente convention,  
désignée ci-après « La Communauté de Communes »,

**ET**

La **Commune de Bannalec**, représentée par son Maire, Monsieur Yves ANDRE, autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du .....

Il a été convenu ce qui suit :

**Préambule :**

Pour mettre en œuvre leurs projets et offrir des services de qualité, les collectivités ont besoin d'agents compétents dans une organisation appropriée. La formation contribue à l'adaptation et au développement des compétences des agents. Elle leur offre aussi la possibilité d'évoluer et de développer leur projet professionnel.

Sur la base d'un volontariat de fonctionnement, les Communes ont accepté de se regrouper dans une logique de proximité géographique et de rationalisation des coûts afin de mutualiser leurs besoins de formation.

Cette convention concerne la formation des agents des Communes membres de la Communauté et qui ont défini des besoins dans le cadre de cette mutualisation.

### **ARTICLE 1 : Modalités d'accompagnement**

Le Communauté de Communes accompagne les Communes membres dans la réalisation de formations bien définies pour leurs agents.

### **ARTICLE 2 : Le montage des actions**

Pour chaque action, la Communauté de Communes établit le programme en fonction de l'analyse du besoin élaboré avec les Communes, et retient l'intervenant. Elle arrête la liste définitive des participants en accord avec les Communes.

Les Communes s'engagent de leur côté à tout mettre en œuvre pour que le nombre d'agents inscrits corresponde à celui qui a été annoncé et ne remette pas en cause la tenue de l'action et son équilibre économique.

Si la Communauté de Communes constate que l'équilibre économique d'une action est remis en cause, elle peut en décider l'annulation.

A l'issue du stage, la Communauté de Communes remet à chaque participant une attestation de stage.

### **ARTICLE 3 : Liste et coût des actions**

Ainsi, les Communes confient à la Communauté de Communes à titre onéreux la réalisation des actions de formation dont la liste est arrêtée par la Communauté après concertation des Communes.

Les frais afférents à une action sont ceux relatifs au coût du prestataire retenu pour la formation et les frais de restauration et de déplacement des agents.

Les communes s'engagent à mettre à disposition des locaux équipés éventuellement selon les nécessités et adaptés aux besoins et actions, et ce gratuitement pour le déroulement des formations mais également la fourniture des divers matériels et équipements nécessaires aux actions si besoin est.

### **ARTICLE 4 : Paiement des inscriptions**

L'émission du titre sera précédée de l'envoi d'une proposition de décompte relatif aux actions réalisées dans la période considérée. L'absence de contestation de la part de la Commune dans les 8 jours calendaires suivant l'envoi de la proposition de décompte représente un accord tacite de ladite Commune sur le contenu de la proposition et les conséquences financières qu'elle implique. Si tout ou partie des prestations mentionnées sur la proposition de décompte n'a pas fait l'objet d'une commande formalisée préalable il pourra être demandé à la Collectivité de la retourner dûment signée afin d'attester de son accord à posteriori.

La Collectivité s'engage à payer les sommes dues quand bien même la signature de la présente convention serait intervenue après la date de réalisation de la prestation.

Pour les inscriptions des agents des Communes, la proposition de décompte indiquera pour chaque action réalisée dans la période considérée :

- le libellé
- la ou les dates
- le montant dû
- le nom des agents concernés

Pour chaque action la participation financière de la Commune sera calculée par la multiplication du coût de la journée formation stagiaire par le nombre de jours de l'action puis par le nombre des agents qu'elle y a inscrits ou par le nombre des agents présents s'il est supérieur à celui des inscrits.

Afin de préserver l'équilibre économique de l'action, la non-participation d'un agent ne pourra exceptionnellement être déduite du montant dû par la Collectivité qu'en cas de force majeure dûment justifiée par courrier adressé à la Communauté de Communes. Cette demande devra être faite avant l'émission du titre de recettes par la Communauté.

#### **ARTICLE 5 : Durée de la convention**

La présente convention est signée pour une durée d'un an. Au-delà de cette période, elle sera renouvelable par tacite reconduction par périodes équivalentes, sauf si l'une des parties contractantes la dénonce par pli recommandé trois mois avant la fin de la période en cours.

#### **ARTICLE 6 : Litiges**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

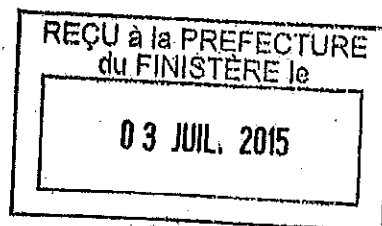
Fait en deux exemplaires originaux, à Quimperlé, le 19 Mars 2015

Le Président de la COGPAQ

  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
PAYS  
QUIMPERLE  
Sébastien MIOSSEC

Le Maire de Bannalec

  
Yves ANDRE



## **DEL 26.06.2015-035 : Attribution des subventions 2015.**

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 26 mai 2015,

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**Décide**, au titre de l'exercice 2015, d'accorder les subventions suivantes (montants exprimés en euros) :

### **Actions scolaires et formations**

- Amicale laïque .....	1 800
- Section locale DDEN Bannalec-Le Trévoux .....	230
- Foyer socio-éducatif – Collège Jean Jaurès .....	1 000
- Bâtiment CFA – 29 (7 élèves) .....	300
- Bâtiment CFA – 22 .....	45
- Chambre des métiers et de l'artisanat de l'Île et Vilaine .....	50
- Pupilles de l'Enseignement Public – PEP 29 .....	30
<b>Sous-total I :</b> .....	<b>3 455</b>

### **Actions sportives**

- Tennis club Bannalécois .....	4 000
- Fleur de Genêt .....	3 800
- Club Gymnique Bannalécois .....	3 900
- Union Sportive Bannalécoise .....	4 600
- Hand Ball Club Bannalécois .....	3 500
- Dojo Aven-Bélon .....	2 200
- Bannalec Tennis de table .....	1 700
- Union Cycliste Quimperloise .....	1 200
- Association sportive – Collège Jean Jaurès .....	600
- Club des pétanqueurs .....	500
- Comité du Trophée Aven Moros .....	160
- Association des cavaliers Skaër-ar-marc'h .....	400
- Les Nageurs des 3 rivières – Quimperlé .....	60
- Association sportive de Kerneuzec – Quimperlé .....	100
- Rugby Olympique Club Kemperle .....	135
<b>Sous total II :</b> .....	<b>26 855</b>

### **Actions culturelles, de tourisme et d'animation**

- Comité des Fêtes .....	7 000
- Espace Musique .....	8 000
- Amicale des Employés Communaux (AECB) .....	10 000
- Ensemble Folklorique « Les Genêts d'Or » .....	5 500
- Bann'Anim .....	2 200
- Ass. de l'EHPAD « Les Genêts » .....	2 000
- Meta'Blues .....	1 000
- Théâtre « Na » .....	800
- Le 18 – Bannalec .....	300
<b>Sous total III :</b> .....	<b>36 800</b>

**Actions sociales, humanitaires, de santé et d'hygiène**

Centre Communal d'Action Sociale 20 550	
Croix Rouge – Quimperlé .....	310
Alcool assistance Bannalec-Scaër .....	300
Secours Populaire Français – Quimperlé .....	230
Secours Catholique – Quimper .....	230
APAJH (Ass. pour adultes & jeunes handicapés) – Scaër .....	185
Association des Paralysés de France – Finistère .....	125
FNATH (Féd. Nat. Des accidentés du travail et des handicapés) – Quimperlé .....	100
Ass. Céline & Stéphane / Leucémie Espoir – Quimper .....	30
Solidarité Paysans du Finistère – Quimper .....	30
AFM (Ass. contre les Myopathies) .....	30
AFSEP (Sclérose en plaques) .....	30
ADOT 29 –Brest .....	30
Bannalec Sénégal Solidarité .....	4 000
Rêves de Clown – Guidel .....	50
<b>Sous total IV: .....</b>	<b>26 230</b>

**Actions diverses**

- U.N.C.-A.F.N. et U.B.C. ....	400
- 1792 <sup>e</sup> Section des Médaillés Militaires de Scaër-Bannalec .....	95
<b>Sous total V : .....</b>	<b>495</b>

**TOTAL GENERAL :****93 835****Décide de rejeter les demandes présentées par :**

- Maison familiale rurale – Elliant
- Maison familiale rurale – Pleyben
- Chambre des métiers du Finistère – Cuzon
- Chambre des métiers et de l'artisanat du Morbihan
- Ecole publique du CEM – Dirinon
- IFAC – CCI Brest
- Collège Sainte-Thérèse – Rosporden
- Collège Léo Ferré – Scaër
- Commission régionale du concours de MOF
- Association Sportive Saint-Michel Rosporden
- Handisport de Cornouaille – La Forêt Fouesnant
- LABEL-IMAGE (passeurs de lumière)
- Radio MAXXI ONE – Rosporden
- TV résidences
- Eaux et Rivières de Bretagne
- IMC (Infirmes moteurs cérébraux) – Brest
- A.D.A.P.E.I (Association Parentes & Amis de Personnes Handicapées Mentales)
- Association des Laryngectomisés & des Mutlés de la voix – Lorient
- S.O.S Amitié - Brest
- Secours Populaire Français – Brest
- France Alzheimer 29
- SEPNB – Bretagne vivante
- Vie Libre – Comité médical

- Entraide cancer en Finistère
- Comité départemental du prix de la résistance et de la déportation
- Comité mémorial Indochine Corée

**Décide** de verser au titre des interventions en milieu scolaire pour la période de septembre 2015 à juin 2016,

- 3 600 euros au Tennis Club Bannalécois
- 7 420 euros à la FDG

**Décide** de verser au titre de la participation aux jeunes bannalécois,

- 615 euros au Club Gymnique bannalécois (15 € par jeune).

**Décide** de verser au titre des médaillés et retraités de la commune,

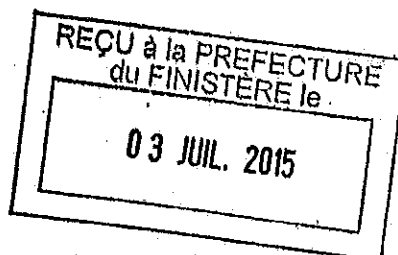
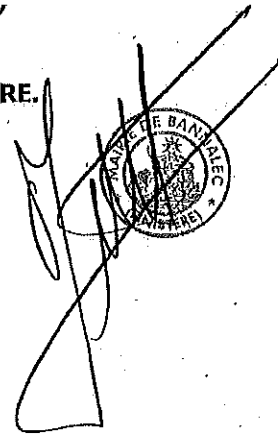
- 982,00 euros à l'amicale du personnel.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORMÉ

Le Maire,

Yves ANDRE.



**DEL 26,06,2015-036 : Tremblements de terre au Népal – subventions au Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) et à Action contre la faim**

Le samedi 25 avril 2015, le Népal a été frappé par un séisme de magnitude 7.8 suivi de plusieurs répliques. Cette catastrophe naturelle a fait des milliers de victimes.

Moins de trois semaines plus tard un nouveau tremblement de terre de forte magnitude (7.4) a ébranlé le pays le 12 mai.

La gestion de telles catastrophes nécessite concertation et coordination afin de déterminer les actions prioritaires à mener, et suivre la bonne utilisation des fonds.

Au vu du caractère préoccupant et d'urgence pour venir en aide aux victimes, il est proposé à l'assemblée délibérante de verser une subvention exceptionnelle en faveur de la population népalaise.

Compte tenu de leurs missions respectives l'UNICEF et Action contre la faim peuvent mener des actions utiles auprès des populations concernées.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

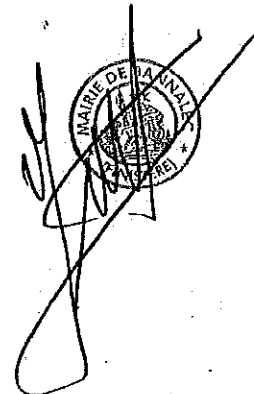
**Décide** d'octroyer une subvention de 1 000 € en faveur de la population du Népal. Cette subvention sera répartie comme suit 500 € pour UNICEF-France et 500 € pour Action contre la faim.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE ANNABLES' at the top and 'FINISTERE' at the bottom, with a central emblem. The signature is written in a cursive style.

REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTERE le  
03 JUIL. 2015

**DEL 26,06,2015-037 : Admission en non valeur de produits irrécouvrables**

Plusieurs états de demande d'admission en non-valeur ont été transmis à la Commune par la Trésorerie de Quimperlé pour des sommes non recouvrées sur le budget général, le budget annexe eau et le budget annexe assainissement.

Il s'agit de recettes qui n'ont pu être recouvrée, les procédures employées n'ayant donné aucun résultat.

Il convient, pour régulariser la situation budgétaire, de les admettre en non-valeur.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Propose** d'admettre en non-valeur, sur l'exercice 2015,

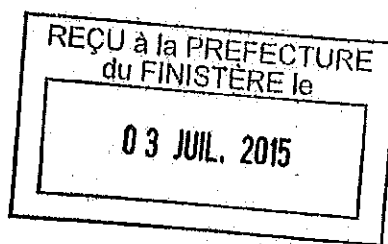
- budget général, la somme de 128.00 €
- budget eau, la somme de 264.19 €
- budget assainissement, la somme de 85.19 €

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**





**DEL 26,06,2015-038 : Budget annexe Eau – décision modificative n°1**

Les crédits prévus à certains articles du budget nécessitent des ajustements :

**Dépenses d'exploitation**

Art 701249 Reversement à l'agence de l'eau : + 3 100.00 €

**Recettes d'exploitation**

Art 7011 Vente d'eau : + 3 100.00 €

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

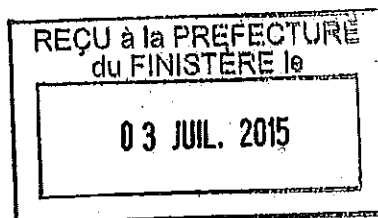
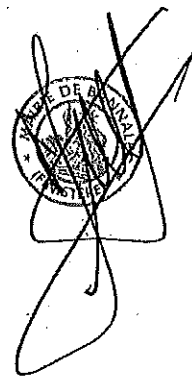
**Adopte** la décision modificative telle que proposée.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.



**DEL 26,06,2015-039 : Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la construction de la maison de l'enfance de Bannalec**

La communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ) est maître d'ouvrage pour la réalisation de la maison de l'enfance actuellement en construction sur le site de Kergoalabré. A sa livraison, cet équipement accueillera des services communautaires ainsi que la crèche associative « point virgule ». La partie « multi-accueil » de la maison de l'enfance demeure de compétence communale. Lors de la conception du projet, il est apparu pertinent que l'opération de construction soit portée par la maîtrise d'ouvrage communautaire accompagnée par un transfert de maîtrise d'ouvrage pour la partie multi-accueil. Le 10 octobre 2011, la commune de Bannalec et la COCOPAQ signaient une convention précisant les modalités juridiques de ce partenariat.

L'avant-projet définitif (APD) a permis de définir précisément la répartition entre les surfaces dédiées aux activités de compétence communautaire (789 m<sup>2</sup>, 53%) et communales (708 m<sup>2</sup>, 47%).

Le présent avenant à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a pour objet de statuer sur cette def de répartition financière dite « 53%-47% ». Il est par ailleurs précisé qu'une convention d'occupation de cette maison de l'enfance est actuellement en rédaction (maintenance du bâtiment, entretien, contrats d'assurance...) et sera prochainement proposée à l'approbation de l'assemblée délibérante.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** les termes de cet avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la commune et la COCOPAQ, ci-annexée,

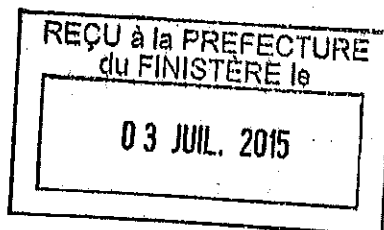
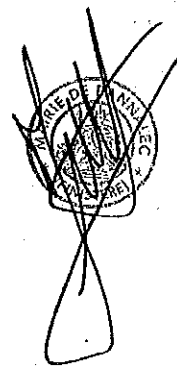
**Autorise** le maire à le signer.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**AVENANT N°1**  
**A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LA MAISON DE L'ENFANCE DE BANNALEC**

Entre

La **Communauté de Communes du Pays de QUIMPERLE**, désignée ci-après « **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** », représentée par son Président, Sébastien MIOSSEC, légalement habilité à cet effet.

Et

La **Commune de BANNALEC**, désignée ci-après, « **LA COMMUNE** », légalement représentée par son Maire, Yves ANDRE, légalement habilité à cet effet.

**IL A ETÉ PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES est maître d'ouvrage pour la réalisation d'une Maison de l'Enfance sur la commune de BANNALEC, au lieu-dit Kergoalabre. A sa livraison, cet équipement accueillera des services communautaires de la COMMUNAUTE DE COMMUNES ainsi que la crèche associative «POINT VIRGULE» de la COMMUNE DE BANNALEC

La partie «multi-accueil» de la Maison de l'Enfance ne relève pas de la compétence statutaire de LA COMMUNAUTE DE COMMUNES. Elle demeure de compétence communale. Pour des raisons pratiques et juridiques, il est donc apparu pertinent que l'opération de construction soit, le temps de sa réalisation, portée par une maîtrise d'ouvrage communautaire, accompagnée d'un transfert de maîtrise d'ouvrage pour la partie multi-accueil. C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées. Le 10 octobre 2011, la Ville de Bannalec et la Communauté de Communes signaient une convention afin de convenir des modalités juridiques de ce partenariat.

L'objet de cet avenant fait suite à l'approbation, le 28 mars 2013 par le conseil communautaire, de l'APD (Avant-Projet Définitif) de cette maison de l'enfance. La mutualisation d'espaces spécifiques de ce bâtiment (salle de restauration, salle de motricité, hall d'accueil) a permis de définir précisément les surfaces du bâtiment dédiées aux activités de l'ALSH (Cocopaq) pour 53 % de la surface totale d'une part (789 m²), du multi-accueil et de la restauration scolaire (commune de Bannalec) pour 47 % de la surface totale d'autre part (708 m²).

Sont donc modifiés les seuls articles suivants :

**ARTICLE 3 : DESCRIPTION DU PROGRAMME**

3-3. Le coût d'objectif HT prévisionnel de la réalisation des ouvrages relevant de la Commune de Bannalec est estimé à 1 439 923,69 € HT (montant prévisionnel évalué au prorata de la surface totale à bâtir pour la Ville de Bannalec) pour un coût d'objectif HT de l'opération de 3 063 667,44 € HT. Sont compris dans ce montant coût d'objectif : les études techniques foncières, les études et honoraires, les travaux, les aléas et révision / actualisation, de marchés, la rémunération de la maîtrise d'ouvrage déléguée et l'assurance décennale Dommage ouvrage.

A ce chiffrage s'ajoute pour la commune de Bannalec, conformément à la délibération communautaire du 28 mars 2013, la somme de 80 000 € HT de travaux d'aménagement d'accès à la parcelle.

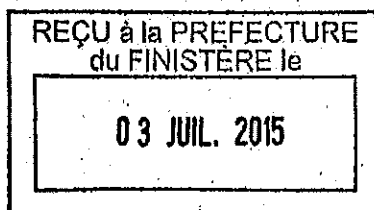
**ARTICLE 7. DISPOSITIONS FINANCIERES.**

7.1. Coût de l'opération.

Le coût total prévisionnel des opérations d'aménagements et des ouvrages annexes est estimé à 3 701 873,41 € TTC

A QUIMPERLE, le XXXXXXX

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES



LA COMMUNE

**DEL 26,06,2015-040 : Rénovation du stade d'athlétisme**

Le stade Jean-Bourhis est le seul lieu de pratique de l'athlétisme à disposition des élèves du collège Jean-Jaurès, et profite également à des personnes de tout âge. Il est également un lieu vivant grâce à l'action de nombreuses associations locales, dont l'Union sportive bannalécoise (USB).

L'USB, plus ancien club d'athlétisme du Finistère, accueille des sportifs originaires de 25 communes. Il est le 8<sup>e</sup> club en nombre de licenciés dans le département et le seul de ce niveau entre Lorient et Quimper. Il assure donc, dans ce domaine, un équilibre au niveau cornouaillais, départemental et régional.

Or, en l'état actuel, le stade dispose d'infrastructures anciennes qui ne sont plus aux normes sportives et qui sont dégradées

Pour des raisons de planimétrie, il est vraisemblable qu'apparaisse la nécessité de refaire le terrain de football.

Le coût prévisionnel de cet aménagement est actuellement évalué à 960 000 euros HT. Cette opération est susceptible de bénéficier de subventions et de fonds de concours de divers partenaires financiers

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

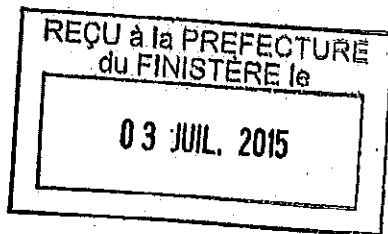
**Approuve** le projet de rénovation du stade d'athlétisme tel que décrit plus haut,

**Sollicite** l'attribution de subventions et fonds de concours aussi substantiels que possibles auprès de l'Union européenne, de l'Etat, du centre national pour le développement du sport (CNDS), de la Région, du Département et de la communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ),

**Autorise** le maire à entreprendre les démarches nécessaires à cette fin.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



Le Maire,

Yves ANDRE.



**DEL 26,06,2015-041 : Convention tripartite de fin de mise à disposition d'une salle à usage scolaire au profit de la commune de Bannalec**

La commune de Bannalec est propriétaire des bâtiments jouxtant ceux de la mairie et mis à disposition du conseil départemental du Finistère pour y héberger le collège Jean-Jaurès.

La commune souhaite récupérer la salle attenante à celle du conseil municipal et où sont actuellement dispensés des cours de musique. Dans la typologie du collège Jean-Jaurès, cette salle est dénommée « A05 ».

Les services du conseil départemental et la direction fonctionnelle du collège se sont montrés favorables à cette demande. Le projet de convention doit donc être soumis au conseil d'administration du collège, à la commission permanente du conseil départemental et au conseil municipal.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** le projet de convention joint à la présente délibération,

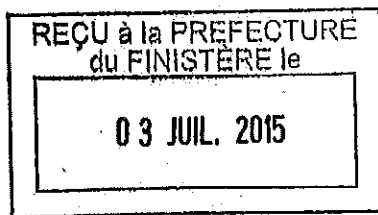
**Autorise** le maire à le signer.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



Lors des différentes étapes de la décentralisation, la commune de Bannalec a mis à disposition du Conseil départemental les biens immeubles à usage scolaire. Du fait de la configuration de l'établissement, les deux collectivités partageant un bâtiment, appelé bâtiment A.

(plan en annexe).  
La partie arrière de ce bâtiment est donc partagée entre le collège et la mairie, du rez-de-chaussé au deuxième étage, avec d'un côté les salles de classe et de l'autre les bureaux des services administratifs de la mairie. La séparation entre les deux se fait par de simples portes. La mairie souhaite récupérer la salle du rez-de-chaussé appelée A05 pour en faire des bureaux.

Il est convenu ce qui suit

Article 1 - objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- De mettre fin à la mise à disposition auprès du conseil départemental et donc du collège de la salle A05 suite à la procédure de désaffectation demandée par le conseil d'administration de l'établissement. Il est entendu que la salle A05 est restituée à la commune en l'état pour des usages de bureaux.
- De définir la répartition de l'entretien du bâtiment, du système de chauffage et d'électricité, du réseau téléphonique, de l'alarme incendie et des issues de secours et de l'alarme anti-intrusion.

Article 2 - conditions d'occupation et responsabilités des utilisateurs

La commune s'engage à faire un usage strictement professionnel des locaux conformément à son activité.

En raison de la proximité avec les salles à usage scolaire, l'utilisation de la salle A05 s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Article 3 - répartition des travaux

Le Conseil départemental réalisera les travaux découlant de ses obligations sur la partie collège : entretenir le bâtiment et y faire toutes les grosses réparations autres que les réparations courantes nécessaires au maintien en l'état et à l'entretien normal des locaux mis à disposition.

**CONVENTION TRIPARTITE  
de fin de mise à disposition  
d'une salle à usage scolaire  
au profit de la commune de Bannalec**

Conseil Départemental du Finistère - Commune de Bannalec  
Collège Jean Jaurès

ENTRE

Le Conseil départemental du Finistère, représenté par la Présidente du Conseil départemental, dûment habilitée par la délibération de la commission permanente du .....

Désigné ci-après sous l'appellation le Conseil départemental

Et

La commune de Bannalec, représentée par le maire Yves André, dûment habilité par la délibération du .....

Désignée ci-après sous l'appellation la commune

Et

Le collège Jean Jaurès représenté par Mariannick Lauthridou, principale, agissant au nom du collège en vertu d'une délibération du conseil d'administration du.....

Désigné ci-après sous l'appellation le collège

Vu les lois N° 83-8 du 7 janvier 1983 et N° 83-663 du 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, le département, les régions et l'Etat.

Vu le décret N° 85-294 du 30 août 1985, modifié par les décrets N° 90-978 du 31 octobre 1990 et N° 91-163 du 18 février 1991, relatifs aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL),

Vu la délibération du Conseil d'administration du collège Jean Jaurès du ..... désaffectant la salle A05

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juin 2015 autorisant la désaffectation de la salle A05

La commune réalisera les travaux découlant de ses obligations concernant la salle sus nommée.  
La commune s'engage en outre à réaliser les travaux ne permettant plus d'accès de ses publics de la salle A05 vers l'espace collège par tout moyen qu'elle jugera utile.

Le principe général est que la commune, le Conseil départemental et le collège font leur affaire, chacun en ce qui le concerne, des frais, charges, taxes et impôts des parties des locaux dont il a la charge.

#### **Article 4 – Assurances**

La commune, le Conseil départemental et le collège font leur affaire, chacun en ce qui le concerne, de l'assurance des parties des locaux dont ils ont la charge.

#### **Article 4 – chauffage**

La commune s'engage à installer son propre système de chauffage dans la salle A05 afin de se différencier totalement de celui du collège.

#### **Article 5 – Electricité et téléphone**

La commune s'engage à faire les travaux électriques nécessaires pour raccorder la salle à son réseau électrique et très basse tension (téléphone).

#### **Article 6 – Alarmes anti-intrusion**

La commune s'engage à prendre en charge si nécessaire l'impact financier lié à la suppression du détecteur de l'alarme anti intrusion du collège situé dans la salle A05 et à la mise à jour du système.

#### **Article 7 – Alarmes et mesures incendies**

La commune s'engage à faire le nécessaire pour garantir la détection incendie dans l'espace nouvellement occupé et attenant aux salles de cours.

La cage d'escalier entre le bâtiment A et la mairie doit rester libre d'accès et non encombrée pour permettre l'évacuation des élèves de tous les étages du bâtiment A en cas d'incendie.

Les travaux et préconisations seront validés par une commission de sécurité.

#### **Article 8 – durée de la convention**

La convention engage les 3 parties de manière temporaire, pour une durée d'une année scolaire au minimum, et ce à compter du 15 juillet 2015.

Elle pourra être renouvelée tous les ans par tacite reconduction.

Une augmentation substantielle des effectifs du collège pourra justifier la fin de la convention avec un délai de prévenance de 3 mois.

#### **Article 9 - Litiges**

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé, et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

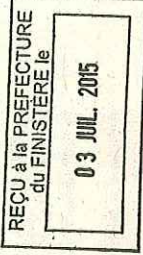
En cas d'échec, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de RENNES

La Présidente  
du Conseil départemental du Finistère,

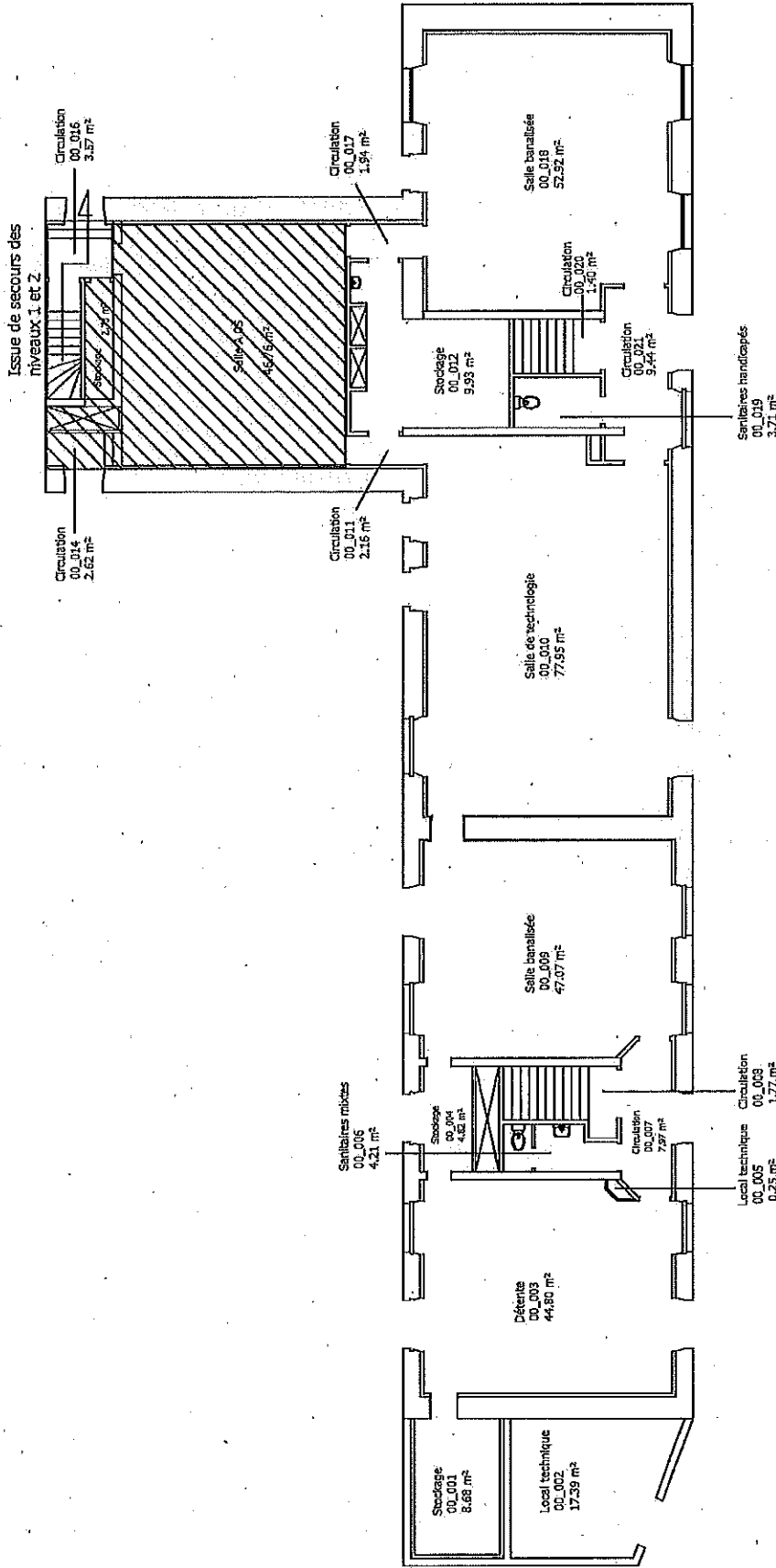
Le Maire de Bannalec



La Principale du Collège Jean Jaurès



# Locaux restitués à la commune



Penn-ar-Bed

CONSEIL GENERAL DU FINISTERE  
32 boulevard Duplex  
29000 QUIMPER



Dessin :

Date du relevé : 29/09/2008

BAT. A NIVEAU 00 CODE : C03

COLLEGE JEAN JAURES  
29380  
2 rue de Kergaladic  
BANNALEC

Modification MODIF-1  
MODIF-2  
MODIF-3

Mise à jour le :



**DEL 26,06,2015-042 : Création d'un tarif de location de la salle Auguste Brizeux**

La salle Auguste Brizeux est régulièrement demandée en location journée pour l'organisation de formation à la journée.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré,**

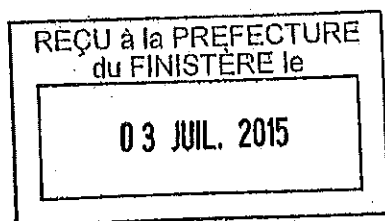
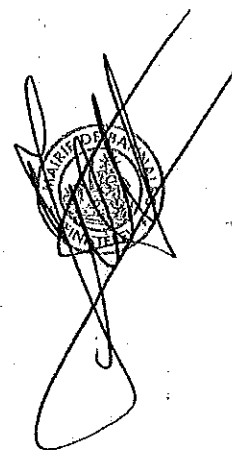
**Fixe** à 65 euros un le tarif pour une journée de location de la salle Auguste Brizeux à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

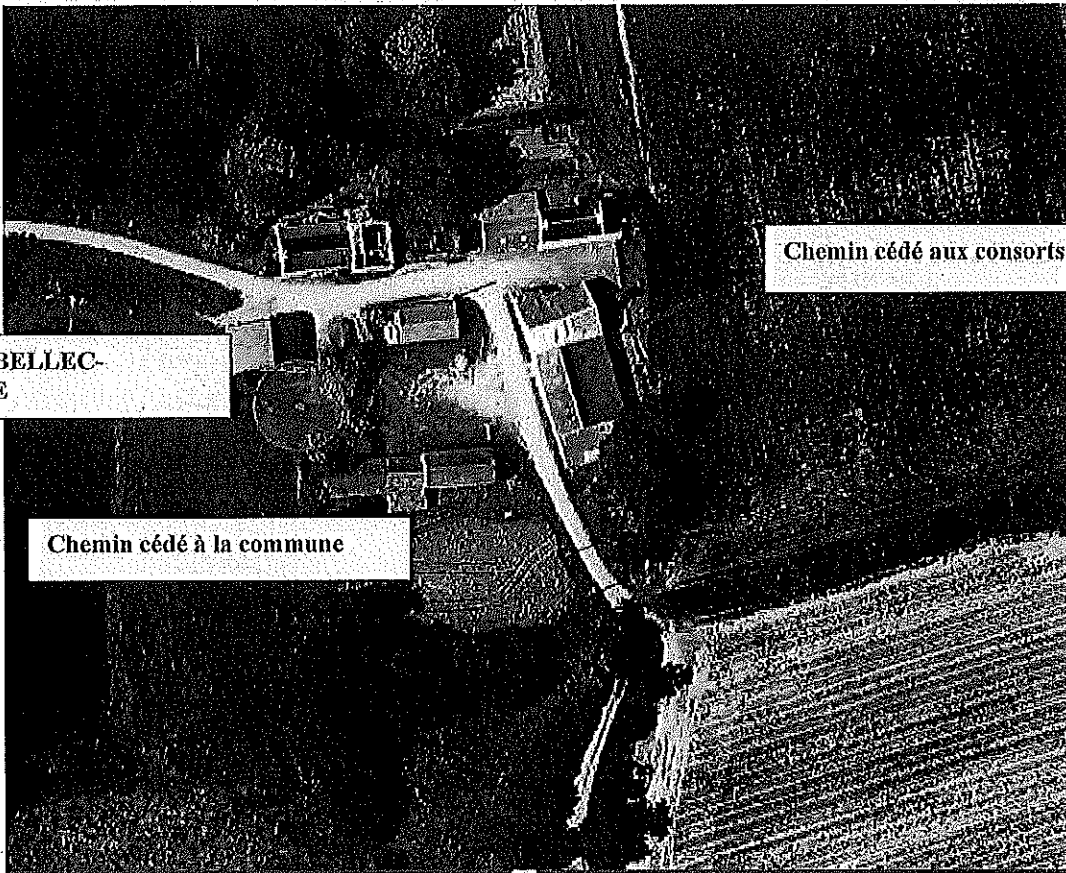
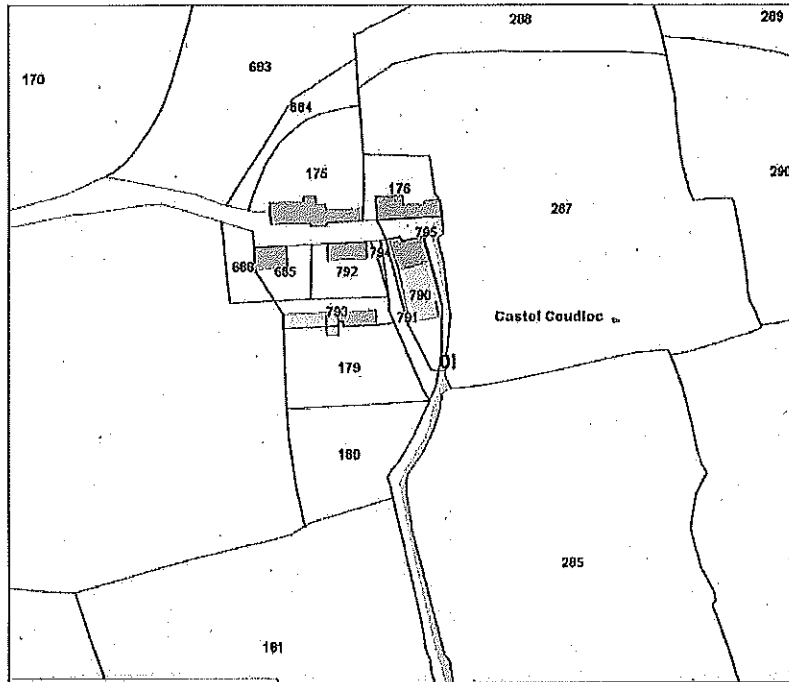
EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**DEL 26.06.2015-043 : Cessions de terrain à Castel Coudiec**



Monsieur et Madame BELLEC-BOLLORE ont acheté en décembre 2013 une propriété à Castel Coudiec desservie par un chemin privé cadastré section I n° 791 appartenant aux Consorts Ropers et I n° 794 appartenant aux consorts Sinquin. A leur demande et en accord avec les consorts Ropers et Sinquin, il est proposé de déplacer l'assise du chemin rural. Une partie de la parcelle cadastrée dans la section I sous le n°795, appartenant à la commune, serait cédée aux consorts Ropers. La commune deviendrait propriétaire des parcelles cadastrées dans la section I sous les numéros 791 et 794.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** d'acquérir à titre gratuit les parcelles cadastrées dans la section I sous le numéro 791 auprès des consorts Ropers ou de toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer et la parcelle cadastrée dans la section I sous le numéro 794 auprès des consorts Sinquin ou de toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer,

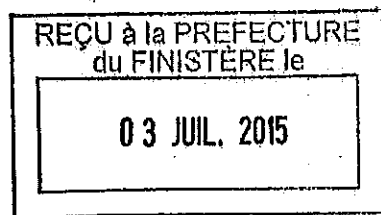
**Décide** de constituer le dossier d'enquête publique préalable au déclassement et à la cession de l'assise du chemin,

**Décide** que les frais d'actes et de géomètre seront à la charge de la commune,

**Charge** le maire d'effectuer toutes les formalités nécessaires et de signer les pièces relatives à cette procédure.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

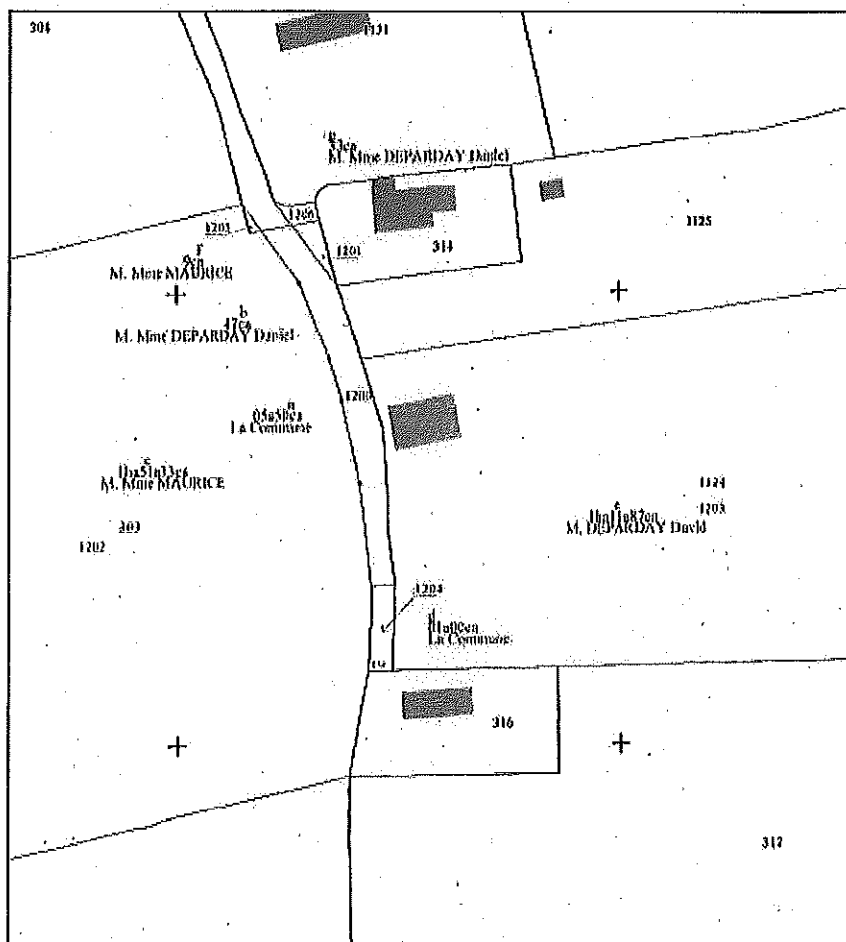


Le Maire,

Yves ANDRE.

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Yves ANDRE", is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRE DU FINISTÈRE" around the perimeter and a central emblem.

**DEL 26,06,2015-044 : Régularisation de l'assiette foncière d'un chemin rural à Loge Taëron**



Il y a plusieurs décennies, un chemin rural de Loge-Taëron a été prolongé sans que l'assiette foncière n'ait été acquise. Il apparaît aujourd'hui possible de régulariser cette situation. Plusieurs cessions gratuites impliquant la commune sont nécessaires pour y parvenir. Les parcelles concernées sont l'assiette du chemin actuel ou des délaissés n'étant pas sur son emprise foncière.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2241-1

**Vu** l'avis de des services de France Domaine en date du 24 avril 2015

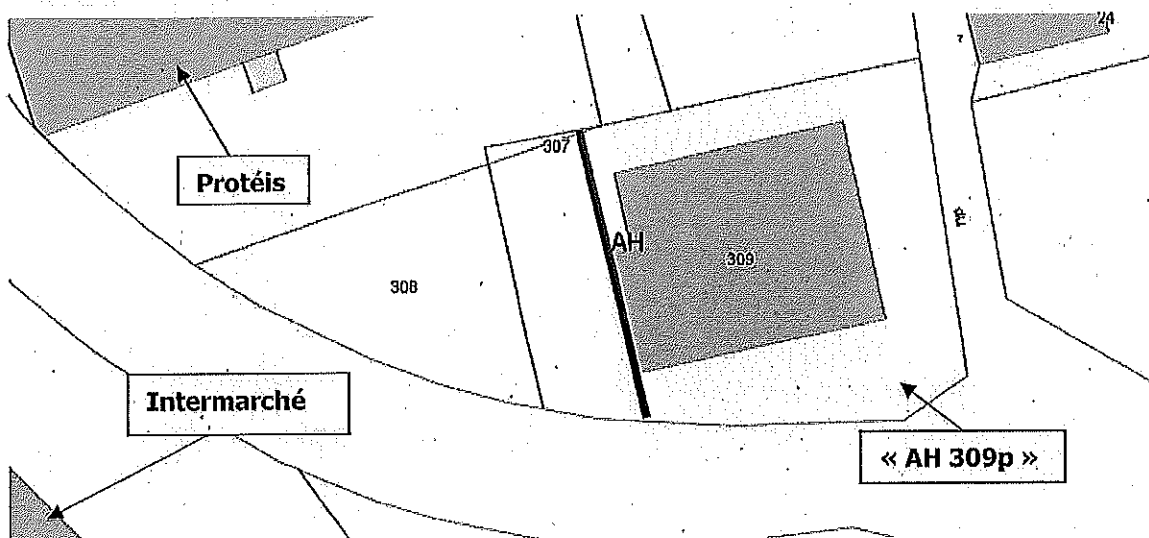
**Considérant** que la régularisation de l'assiette foncière de cette voie poursuit un objectif d'intérêt général et que ce projet implique la cession gracieuse de parcelles communales uniquement de tailles très réduites.

**DEL 26,06,2015-045 : Rétrocession d'une parcelle portée par l'établissement public foncier de Bretagne à la SARL FIFAMO – AH 309p**

Depuis plusieurs années, la Commune de Bannalec s'est lancée dans une opération de requalification des friches industrielles présentes sur son territoire et ce, notamment dans le quartier de la gare. Cette requalification vise à la création de logements, y compris sociaux, mais aussi à la réimplantation d'activités économiques.

C'est dans ce but qu'elle a fait l'acquisition de l'ancienne usine Protéis et qu'elle a conventionné avec Foncier de Bretagne, établissement public de l'Etat, pour qu'il porte une partie du foncier concerné et l'assiste dans les procédures d'acquisition d'autres emprises. La parcelle AH 309 naguère propriété de l'entreprise Le Naour est portée par l'établissement public foncier de Bretagne (EPF).

Par un courrier du 20 mars 2015, monsieur Eric Morier, gérant de la SARL FIFAMO, s'est déclaré acquéreur d'une partie de la parcelle AH 309 d'une contenance approximative de 1 000 m<sup>2</sup> dans le but d'y édifier une station de lavage à gestion économe de l'eau.



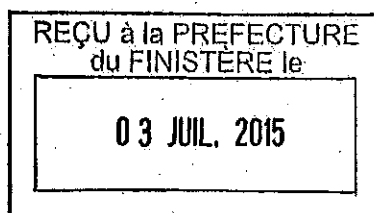
Cette question a été inscrite à l'ordre du jour du bureau de l'EPF du 28 avril 2015, qui a donné un avis favorable à cette rétrocession au prix de 30 000 €.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Autorise** l'établissement public foncier de Bretagne à effectuer la revente de cette partie de la parcelle cadastrée dans la section AH sous le numéro 309 au prix de 30 000 €,

**Précise** que cette vente ne pourra intervenir qu'une fois les autorisations d'urbanisme nécessaires accordées et purgées des recours administratifs et que les frais notamment d'acte, de géomètre, et de démolition du bâtiment présent sur cette parcelle seront à la charge de l'acquéreur.

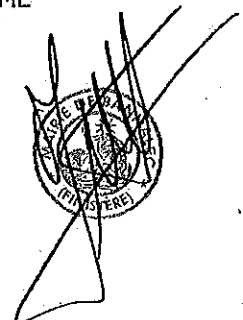
**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**



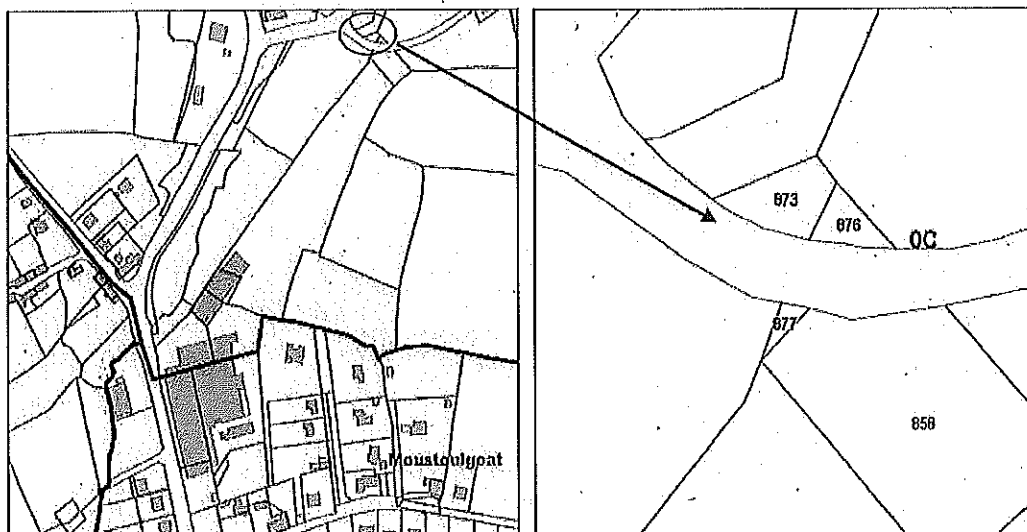
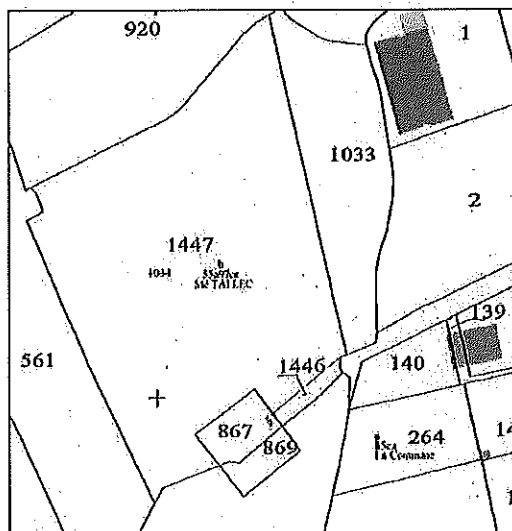
EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.



**DEL 26,06,2015-046 : Captage d'Intron Varia – Acquisitions auprès de la société Tallec**



**Considérant** que l'arrêté de protection du captage d'eau potable d'Intron Varia impose l'acquisition de certaines parcelles actuellement propriétés de la société Tallec.

**Considérant** que la société Tallec était également propriétaire de parcelles de très petite taille grevées de servitudes du fait de la protection des périmètres de captage et s'apparentant à des délaissés de voirie et qu'en conséquence il convient également de les acquérir.

**Vu** l'avis des services de France Domaine

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** d'acquérir les parcelles suivantes auprès de la société Jean-Pierre Tallec l'héritage du goût domiciliée 59, route de Scaër à Bannalec et représentée par monsieur Michel Moreu, ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer au prix indiqué ci-dessous :

Commune	Section et n°	Superficie	Prix
BANNALEC	B 1034p (B 1446) <i>Chemin d'accès</i>	85 m <sup>2</sup>	<b>Valeur vénale</b>  0.15€ X 187 m <sup>2</sup> = 28.05 €
	C 873	60 m <sup>2</sup>	
	C 876	32 m <sup>2</sup>	
	C 877	10 m <sup>2</sup>	
		187 m <sup>2</sup>	

**Décide** que les frais d'acte et de géomètre seront à la charge de la commune

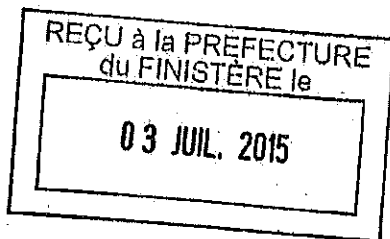
**Autorise** le maire à signer la promesse de vente et le ou les actes à intervenir

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**DEL 26,06,2015-047 : Autorisation donnée au maire de signer les conventions d'indemnisation des servitudes dans les périmètres de protection des ressources en eau potable**

La commune se doit d'indemniser les propriétaires et exploitants des terrains grevés de servitudes dans le cadre de l'instauration des périmètres de protection en application de l'arrêté préfectoral n°2013038-0001 du 7 février 2013 concernant les captages de Coatéréac et d'Intron Varia ainsi que les forages de Guernic.

La commune de Bannalec a confié à la société d'aménagement du Finistère (SAFI - 4, rue du 19 mars 1962 - 29018 Quimper Cedex) une mission d'assistance pour ces procédures d'indemnisation. Cette mission comprend le calcul des indemnités à verser aux propriétaires et locataires, l'établissement des conventions et leur transmission aux intéressés.

L'objet de la présente délibération est d'autoriser le maire à signer ces conventions.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

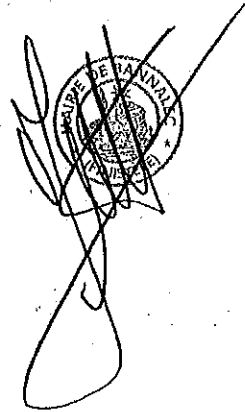
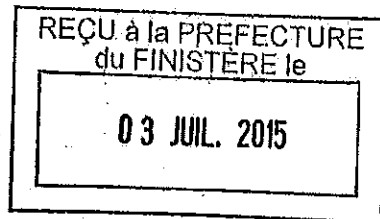
**Autorise** le maire à signer les conventions d'indemnisation des servitudes établies dans ce cadre et ce dans la limite des crédits ouverts à cet effet dans le budget de l'eau et dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral précité et des avis de France Domaine.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**





**DEL 26,06,2015-048 : Adhésion au groupement de commandes diagnostic des réseaux d'assainissement portée par la communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ)**

La COCOPAQ a lancé une étude d'opportunité et de faisabilité pour une réorganisation de la gouvernance locale des compétences eau potable et assainissement collectif. L'état des lieux réalisé dans le cadre de cette étude et présenté en comité de suivi en novembre dernier a montré que les collectivités disposaient d'une connaissance parfois limitée de l'état de leur patrimoine de réseaux enterrés et plus particulièrement ceux des réseaux d'assainissement.

Par ailleurs, l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise que les collectivités doivent établir puis mettre à jour régulièrement des descriptifs détaillés de leurs infrastructures d'assainissement, dont les réseaux. Plusieurs communes n'ont pas encore réalisé ces descriptifs.

Afin d'avoir une vision plus précise de la situation et de disposer d'informations complémentaires sur l'état des réseaux d'assainissement et les travaux de remise en état à réaliser, il est nécessaire de réaliser des études de diagnostics.

Dans l'objectif de disposer d'un niveau de prestation cohérent et de bénéficier de tarifs plus avantageux, il est proposé de procéder à la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation des études de diagnostic, en application de l'article 8 du code des marchés publics.

La convention constitutive de ce groupement de commande en fixe le cadre juridique. Elle est conclue pour une durée qui n'excédera pas la notification du marché et désigne la COCOPAQ comme coordonnateur du groupement. Elle est annexée à la présente délibération. La COCOPAQ propose également en complément un appui technique aux communes membres du groupement.

Le conseil communautaire de la COCOPAQ a approuvé cette convention lors de sa séance du 28 mai 2015 et a désigné M. Marcel Jambou, vice-président à l'Environnement comme président de la commission d'analyse des offres du groupement.

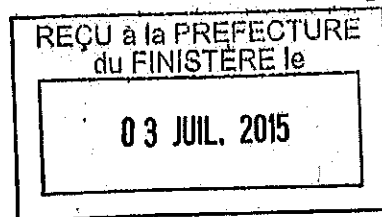
**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Adhère** au groupement de commande porté par la COCOPAQ auquel participeront les communes de Bannalec, Clohars-Carnoët, Guilligomarc'h, Le Trévoux, Querrien, Riec-sur-Bélon et Saint-Thurien ainsi que la COCOPAQ,

**Autorise** monsieur le maire à signer la convention constitutive telle que figurant en annexe,

**Désigne** M. Christophe Le Roux, comme représentant titulaire et M. Yves André comme suppléant.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**



EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Yves André", is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE DE BANNALEC" around its perimeter.



## CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES DE DIAGNOSTICS DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

ENTRE

La **COCOPAQ** représentée par son Président, Monsieur Sébastien MIOSSEC autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, soumise à toutes obligations lui incombant en vertu de la présente convention,

ET

La **Commune de Bannalec**, représentée par son Maire, M. Yves ANDRE, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET

La **Commune de Clohars-Carnoët**, représentée par son Maire, M. Jacques JULOUX, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET

La **Commune de Guilligomarc'h**, représentée par son Maire, M. Alain FOLLIC, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET

La **Commune de Le Trévoux**, représentée par son Maire, M. André FRAVAL, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET

La **Commune de Querrien**, représentée par son Maire, M. Jean-Paul LAHITTE, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

REÇU à la PREFECTURE  
du FINISTÈRE le

03 JUL. 2015

ET

La **Commune de Riec-sur-Bélon**, représentée par son Maire, M. Sébastien MIOSSEC, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET

La **Commune de Saint-Thurien**, représentée par son Maire, M. Jean-Pierre GUILLORE, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

### PREALABLEMENT, IL EST EXPOSE QUE :

Par délibération en date du 9 octobre 2013, la COCOPAQ a exprimé sa volonté d'étudier l'opportunité et la faisabilité d'une réorganisation de la gouvernance locale de la compétence eau potable et assainissement collectif à l'échelle du Pays de Quimperlé.

Le marché a été attribué au cabinet KPMG délégués, avec comme sous-traitant pour la partie technique le cabinet Gétudes.

L'étude doit se dérouler en trois étapes :

- une phase 1 : état des lieux avec diagnostics technique, financier, juridique et réglementaire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif des 16 communes de la Cocopaq.
- Cette première phase a été présentée en novembre 2014.
- une phase 2 : analyse prospective jusqu'à l'horizon 2024 des besoins d'investissement des services existants pour répondre aux objectifs de performances et de sécurisation de la ressource et envisager le renouvellement des installations existantes
- une phase 3 : analyse des conséquences financières, techniques et juridiques d'un transfert total ou partiel de l'une ou l'autre des compétences pour l'usager, pour les collectivités et pour les agents territoriaux en poste.

A l'issue de la première phase de diagnostic technique et financier, il est apparu qu'une meilleure connaissance du patrimoine et notamment des réseaux est indispensable pour poursuivre cette démarche.

Mandaté par la Cocopaq, le cabinet Gétudes a rédigé une note de synthèse sur l'état des connaissances du patrimoine enterré des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif, et sur les compléments d'étude nécessaires.

Les différentes structures du territoire sont déjà bien engagées sur la partie eau potable. Le comité de suivi a donc pris la décision d'élaborer/à compléter le diagnostic des réseaux d'eaux usées des différentes communes et de la Cocopaq (zones d'activités).

Ces compléments permettront également de se mettre en conformité avec l'article L2224-8 du CGCT qui stipule que les collectivités doivent réaliser un descriptif détaillé de leurs infrastructures d'assainissement collectif.

La note réalisée par Gétudes précise les différents volets des études complémentaires à réaliser, pour chacune des communes. La Cocopaq est également concernée pour ses propres réseaux. Le tableau récapitulatif est présenté en annexe ainsi que le descriptif des études citées.

Ces études sont conformes aux cahiers des charges de l'Agence de l'eau et du Conseil Général du 29 et des subventions peuvent donc être accordées par ces financeurs.

L'article 8 du Code des marchés publics permet la constitution de groupement de commande entre communes et/ou établissements publics locaux.

La Communauté de Communes du Pays de Quimperle (COCOPAQ), une partie de ses communes membres (art 8, alinéa 2 du CMP), désignés ci-après article 1, ont décidé de créer un groupement de commandes en désignant la COCOPAQ comme coordonnateur pour la réalisation de diagnostics de réseaux d'assainissement collectif. Le SITER souhaite assurer le portage de ces prestations pour ses communes membres.

**DANS CE CONTEXTE, IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1er - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention, conclue en application de l'article 8 du code des marchés publics, a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commande publique constitués entre la COCOPAQ et les communes de

- Bannalec
- Clohars-Carnoac
- Guilligomarch,
- Le Trévoux,
- Querrien,
- Riec-sur-Belton,
- Saint-Jurien,

en vue de la passation de marchés publics de services, sous forme d'une prestation par membre signataire, pour la réalisation d'une étude diagnostic des réseaux d'assainissement collectif.

La Cocopaq sera membre du groupement pour ses propres réseaux.

#### **Article 1 bis - OBJET DE LA COMMANDE**

La phase n°2 de l'étude d'opportunité lancée en 2014, qui prévoit une prospective à 2024 des besoins d'investissement, ne peut être engagée sans une connaissance suffisamment précise du patrimoine.

L'étude a pour objectif de diagnostiquer le fonctionnement du système d'assainissement collectif (dispositifs de collecte et de traitement); recherche des eaux parasites (eaux de nappes, pluviales et eaux de mer), recherche des rejets directs d'eaux usées, analyse de la structure du réseau (réseau unitaire...) et des performances de la station d'épuration.

L'étude diagnostic devra mettre en évidence

- les dysfonctionnements du réseau actuel,
- les localisations sectorielles des désordres et leur impact sur le milieu récepteur,
- les insuffisances éventuelles des structures (bassin d'orage...),
- l'optimisation des réseaux (tant au niveau des branchements que des collecteurs),
- programme de réhabilitation quantifié et chiffré, sous forme de programme pluriannuel permettant d'optimiser le rendement du système d'assainissement collectif vis à vis des eaux parasites.

L'étude sera réalisée sur une période de 9 mois, et devra être présentée en avril 2016.

Le Dossier de Consultation des entreprises sera soumis à l'approbation du Comité de pilotage.

Chaque membre du groupement s'engage à signer avec le(s) prestataire(s) retenu(s) un marché à hauteur des besoins propres.

#### **ARTICLE 2 - ADHESION AU GROUPEMENT**

Chaque membre adhérent au groupement de commande en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

A la réception des marchés objet du présent groupement, celui-ci sera dissout.

#### **ARTICLE 3 - COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Pour la réalisation du groupement et en application des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics, la COCOPAQ, représentée par son Président, Sébastien MIOSECC, autorisée par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, est désignée par l'ensemble de ses membres, coordonnateur du groupement ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé :

3, rue Eric Tabarly  
Kervidannou 4  
29394 QUIMPERLE Cedex

Les membres du groupement ont préalablement déterminé la nature et l'étendue du besoin à couvrir.

#### ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU COORDONNATEUR

Les dispositions du Code des Marchés publics sont applicables au coordonnateur pour ce qui concerne l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

Le coordonnateur est chargé :

- de déterminer, et valider avec les membres la définition de leurs besoins en étude diagnostic réseau,
- de rédiger le dossier de consultation des entreprises;
- de gérer la procédure de passation du marché jusqu'à la signature des marchés par les communes,
- d'adresser aux autres membres du groupement l'ensemble des éléments nécessaires à la notification et à la transmission au contrôle de légalité de leurs marchés,
- d'appuyer techniquement les membres du groupement dans le déroulement des phases techniques de suivi et réception des prestations, si les communes lui demandent,
- de valider puis intégrer les données géographiques dans la base SIG de la Cocopaq.

Le coordonnateur peut à tout moment, et après avoir consulté l'ensemble des membres du groupement, déclarer la procédure sans suite.

#### ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES MEMBRES

Chacun des membres du groupement sera titulaire de sa partie du marché.

Les membres s'engagent à :

- participer à la définition des besoins et à l'élaboration du cahier des charges,
- participer à l'analyse des offres,
- notifier le marché au cocontractant et en assurer l'exécution financière,
- fournir au cocontractant, lors du lancement du marché, les éléments nécessaires à la bonne réalisation technique de leur prestation, puis en assurer le suivi, le contrôle et la réception avec l'assistance technique du coordonnateur,
- fournir à la Cocopaq l'ensemble des études et des données du SIG pour l'intégration.

#### ARTICLE 6 - COMITE DE PILOTAGE

Composition :

Un comité de pilotage de suivi du groupement sera constitué par un représentant de la COCOPAQ et un représentant de chaque commune membre.

En tant que de besoins, le comité de pilotage pourra être ouvert à tout collaborateur qualifié des collectivités ou des co-financiers des études.

Missions :

Le coordonnateur associera le comité de pilotage à chacune des étapes des procédures :

- pour la passation du marché : Validation du DCE
- pour le suivi du marché : Réunion de lancement, Réunions techniques d'avancement des études si besoin

Il est précisé que la procédure de choix du candidat est codifiée par le code des marchés publics et que le comité de pilotage ne pourra être associé à cette phase du marché.

#### ARTICLE 7 - PROCEDURES DE CONSULTATION - FORMES DES MARCHES

La procédure de consultation choisie par le groupement est la procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en vue de la conclusion de 8 marchés de service.

Dès que la commission d'analyse des offres du groupement a désigné l'(les) entreprise(s) attributaire(s), chaque membre du groupement s'engage à signer le marché de prestations correspondant à l'intégralité de ses besoins mentionnés à l'article 1bis et détaillés en annexe de la présente convention.

#### ARTICLE 8 - COMPOSITION DE LA COMMISSION D'ANALYSE DES OFFRES

La commission d'analyse des offres du groupement est composée comme suit :

- 1 représentant de la commune de Bannalec,
- 1 représentant de la commune de Gléhars-Carnoët,
- 1 représentant de la commune de Guilligomarch,
- 1 représentant de la commune de Le Trévoux,
- 1 représentant de la commune de Quérien,
- 1 représentant de la commune de Riec-sur-Bélon,
- 1 représentant de la commune de Saint-Thurien,
- des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence en la matière.

Chaque membre du groupement adresse au coordonnateur une copie de la délibération qui désigne son représentant. Il est prévu un suppléant pour chaque membre titulaire.

La commission est présidée par le représentant de la COCOPAQ, coordonnateur du groupement de commandes.

#### ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais inhérents aux engagements et rôle du coordonnateur seront pris en charge en totalité par la COCOPAQ.  
La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

#### ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de groupement de commande publique prend effet à compter de la notification à chaque membre par le coordonnateur de la convention signée par les deux parties.  
Elle est conclue pour la durée des études et expire à la réception des marchés.

#### ARTICLE 11 – MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification au présent acte doit faire l'objet d'un avenant et être approuvée dans les mêmes termes par chacun des membres du groupement.  
La présente convention peut être résiliée par délibération de l'ensemble des membres avant le lancement de la procédure de consultation des entreprises.  
Un membre ne peut se retirer du groupement une fois la procédure de consultation des entreprises lancée.

#### ARTICLE 12 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La présente convention demeure soumise aux dispositions du code des marchés publics.  
Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.  
Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

#### ARTICLE 13 – AUTRES DISPOSITIONS

Les dispositions relatives au déroulement de la consultation seront définies dans le dossier de consultation des entreprises.

Fait en 8 exemplaires originaux,

A Quimperlé, le

**Le Président de la COCOPAQ**  
Sébastien Miossec

**Le Maire de la Commune de Bannalec**  
Yves ANDRE



**Le Maire de la Commune de Lohars-Carnoët**  
Jacques JULOUX

**Le Maire de la Commune de Guilligomarc'h**  
Alain FOLLIC

**Le Maire de la Commune de Le Trévoux**  
André FRAYAL

**Le Maire de la Commune de Querrien**  
Jean-Paul LAFITTE

**Le Maire de la Commune de Riec-sur-Bélon**  
Sébastien MIOSSEC

**Le Maire de la Commune de Saint-Thurien**  
Jean-Pierre GUILLORE

Annexe 1

Communes	Pré-diag	Mesures NH et NB	Nombre de points de mesure	Inventaire des rejets diffus	Audit STEP (le cas échéant)	Acceptabilité milieu récepteur	Inspection des réseaux	ITV (10% linéaire)	Carte EU (Option 1)	Contrôle des bruits (Option 3)	Contrôle des essais colorants (Option 2)	Contrôle des bruits (Option 1)	Schema directeur	Réunions (5)	TOTAL (€HT)	Reste à charge des communes
Bannalec	4 000	10 000	10	3 000	2 000	1 000	2 500	5 500	8 800	1 430	4 950	4 000	3 000	50 180	10 036	
Clohars-Carnoët		1 000						4 250	1 100	200	3 600	1 500	1 500	10 500	2 100	
COCOPA*		2 000	1 000	1 000	1 000			1 500	750	1 200	195	470	2 000	3 000	3 023	
Guilligomarch	2 000	2 000	2	1 000	1 000			1 500	1 000	260	800	2 000	3 000	17 160	3 432	
Le Trévoux	2 000	4 000	4	1 000	1 000			1 500	2 000	520	1 200	2 000	3 000	22 420	4 484	
Querrien	2 000	4 000	4	1 000	1 000			1 500	2 000	520	1 200	2 000	3 000	22 420	4 484	
Riec-sur-Bélon	2 000	4 000	4	1 000	1 000			1 500	2 000	520	1 200	2 000	3 000	22 100	4 420	
Saint-Thurin	2 000	4 000	4	1 000	1 000			1 500	2 000	520	1 200	2 000	3 000	22 100	4 420	
<b>TOTAL</b>	<b>156 625</b>	<b>31 325</b>														

Nota : Le chiffre a été réalisé collectivement par collectivité sous leur compte de l'effet induit par un groupement de commandes comme par exemple sur le nombre de réunions indiquées. Les subventions accordées par le CG 29 et l'Agence de l'eau sont de 80 %

Annexe 2  
Descriptif des annotations du tableau de l'annexe 1

**Pré-diag**

**Pré-diagnostic**

Il s'agit d'études préliminaires.

- Recueil des données et analyse de l'existant à partir d'enquêtes auprès des maîtres d'œuvre, services techniques, sociétés fermières, services de Police des Eaux, SATESE, services du Conseil Général, Agence de l'Eau, .... de façon à collecter les informations concernant le réseau de collecte, les consommations d'eau potable, etc.. (milieu naturel, population et habitat, données climatiques, consommation eau potable, taux de raccordement théorique...)
- Reconnaissance des réseaux (mise à jour des plans, visite des ouvrages, visite des regards)

Le pré-diagnostic porte sur les réseaux d'eaux usées, pluviales et unitaires et vise l'identification des problèmes majeurs (interconnexions, défauts de branchements, eaux parasites, rejets directs ...) en vue de l'orientation et du meilleur ciblage des études ultérieures.

**Mesures NH et NB**

**Mesures Nappe Haute et Nappe Basse**

Mesures de débit dans les réseaux en période de nappe Haute et en période de nappe Basse. Ces mesures permettent de constater d'éventuels travaux des réseaux provoquant une infiltration d'eau dans ces derniers.

**Nombre de points de mesure**

Nombre de points de mesure de débits évoqués ci avant (NH et NB)

**Inventaire rejets diffus**

- identification des points de rejets et des points singuliers du réseau
- réalisation de tests et d'analyses aux points de rejets, évaluation des débits et des charges polluantes des effluents rejetés directement au milieu naturel

**Audit STEP (le cas échéant)**

Cette phase de l'étude consiste à compléter le pré-diagnostic du fonctionnement de la station de traitement à partir des enseignements tirés de l'étude expérimentale des réseaux et par des mesures complémentaires éventuelles.

**Acceptabilité milieu récepteur**

Compte tenu des objectifs de qualité définis pour le (ou les) cours d'eau du domaine d'étude, il est demandé, dans le cadre de cette phase, d'étudier l'incidence actuelle (et future) de l'ensemble des rejets polluants de l'agglomération sur le milieu naturel afin de déterminer :

- les flux de pollution admissibles par le milieu naturel,
- les taux de raccordement, de collecte, de dépollution minimaux à atteindre
- les aménagements à prévoir sur le système d'assainissement pour limiter les flux polluants déversés à la valeur maximale acceptable.

#### **Inspections Nocturnes**

Inspections des réseaux d'assainissement de 1 h à 4 h du matin afin de détecter rapidement et visuellement les écoulements d'eaux claires parasites.

#### **ITV (10 % linéaire EU)**

Inspections télévisées des canalisations afin de détecter les défauts sur un linéaire correspondant à 10 % de la longueur totale

#### **Carto EU S/G (Option 1)**

Dans la mesure où la cartographie des réseaux communiquée au pré-diagnostic serait incomplète il conviendrait de la mettre à jour notamment sur l'altimétrie des réseaux.

#### **Contrôle essais fumée (10% linéaire) (Option 2)**

Il s'agit d'un contrôle rapide des raccordements et branchements par injection d'un fumigène dans les réseaux et d'une observation visuelle des points de sortie de la fumée. C'est une méthode globale sur 10 % du réseau.

#### **Contrôle colorants (5% des branchements) (Option 3)**

Il s'agit de contrôle de conformité individuel et précis de chaque branchement par injection de colorant dans chaque point d'évacuation d'une maison et par observation visuelle de la sortie de chaque colorant dans la boîte de branchement. 5% du nombre de branchement fait l'objet de contrôle

#### **Schéma directeur**

A partir de l'analyse des besoins futurs établis par les documents d'urbanisme, des objectifs du Maître d'Ouvrage, de l'évolution des populations et des consommations d'eau, ..., le titulaire du marché détermine les débits et charges d'eau usées à véhiculer à moyen et long terme.

Un programme d'optimisation du système de collecte définissant les principaux ouvrages structurants à construire, renforcer ou rénover, ainsi que les améliorations et développements des réseaux secondaires est proposé.

Ce programme doit être chiffré et présenté par ordre de priorité en fonction du rapport coût/gain en taux de collecte moyen annuel de la pollution.

**DEL 26,06,2015-049 : Réalisation d'un diagnostic de patrimoine et d'un schéma directeur eau potable**

La commune désire s'assurer que son réseau de distribution d'eau potable permet une desserte satisfaisante de ses usagers, en situation actuelle et future, en prenant en compte son développement.

Afin de maintenir et d'augmenter le rendement de son réseau d'eau potable, la collectivité souhaite améliorer la connaissance du fonctionnement de son réseau, de manière à assurer une meilleure gestion de celui-ci.

Elle souhaite également s'assurer que son système de production – distribution d'eau potable obéit aux exigences de sécurité sanitaire de fourniture d'eau destinée à la consommation humaine et pérenniser celui-ci par une gestion patrimoniale appropriée.

L'objectif pour la collectivité est de définir une stratégie permettant une gestion optimale de la ressource en eau et des infrastructures existantes et à venir.

Le coût de l'étude est estimé à 30 000 euros hors taxes.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Décide** de la réalisation d'un diagnostic de patrimoine et d'un schéma directeur eau potable,

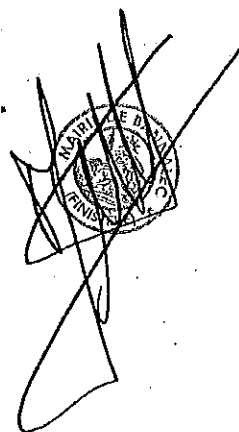
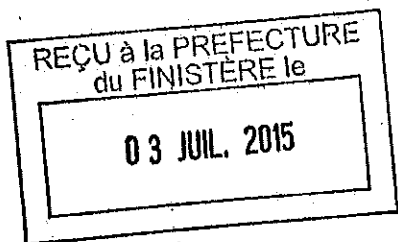
**Sollicite** le Conseil Départemental ainsi que l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour l'attribution de subventions aussi substantielles que possible pour cette opération.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.





**DEL 26,06,2015-050 : Rapports annuels 2014 sur l'eau potable et l'assainissement**

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales dispose que le maire présente au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Ce rapport, destiné notamment à l'information des usagers, figure en annexe de la présente délibération.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

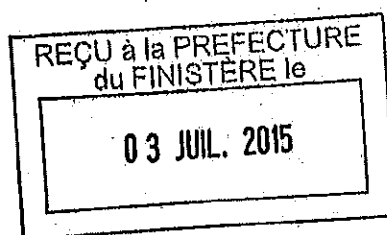
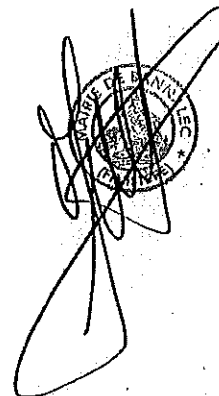
**Prend acte** de la communication des rapports annuels sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement pour l'exercice 2014.

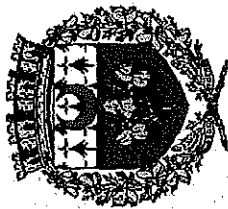
**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.





**RAPPORT ANNUEL**

- Commune de **BANNALEC**  
Kumun **BANNALEG**

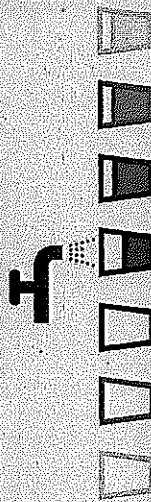
Reçu à la Préfecture  
du Finistère le

03 JUL. 2015

# Prix & Qualité

service de l'eau potable

## DU SERVICE PUBLIC



Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2014 conformément à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et au décret du 2 mai 2007.

**Exercice**  
**2014**

Document établi  
le 30 juin 2015

**Prix & Qualité**  
DU SERVICE PUBLIC

Commune de **BANNALEC**

Rapport annuel

**EXERCICE**  
**2014**

### TABLE DES MATIERES

♦ Organisation administrative du service	4
♦ Mode de gestion du service	4
♦ Estimation de la population desservie	4
♦ Prestations assurées dans le cadre du service	4
♦ Nombre d'abonnements	4
♦ Prélèvements sur les ressources en eau	5
♦ Volumes mis en distribution et vendus	5
♦ Compteurs communaux	6
♦ Linéaire des réseaux de desserte	6

♦ Fixation des tarifs en vigueur	7
♦ Prix du service de l'eau potable	7
♦ Évolution du prix de l'eau	7
♦ Facture type pour une consommation de 120 m <sup>3</sup> - tableau	8
♦ Facture type pour une consommation de 120 m <sup>3</sup> - modèle	9
♦ Recettes d'exploitation	10

TABLE DES MATIÈRES

♦ Qualité de l'eau	11
♦ Contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine	12
♦ Descriptif des installations	13
♦ Adduction communale : Unité de distribution de Guernic	14
♦ Adduction communale : Unité de distribution de Ty Chalony	15
♦ Évolution des teneurs en nitrates	16
♦ Connaissance et gestion patrimoniale du réseau	17
♦ Rendement du réseau	18
♦ Indice linéaire de perte en réseau	18

♦ Travaux engagés au cours de l'exercice	19
♦ Branchements en plomb	19

■ **Caractérisation technique du service**

■ **ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SERVICE**

La commune exerce par elle-même la compétence eau potable.

La commune adhère au SYNDICAT DE PRODUCTION DU STER-GOZ pour un complément de production en eau potable.

■ **MODE DE GESTION DU SERVICE**

Le service est exploité en régie.

■ **ESTIMATION DE LA POPULATION DESERVIE**

Est considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert 5 706 habitants.

■ **PRESTATIONS ASSURÉES DANS LE CADRE DU SERVICE**

La commune prend en charge :

Gestion du service	application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations, mise en compteurs
Gestion des abonnés	accueil des usagers, facturation, traitement des réclamations client
Mise en service	des branchements
Entretien	de l'ensemble des ouvrages
Renouvellement	de l'ensemble des ouvrages
Prestations particulières	entretien des points de distribution publics.

■ **NOMBRE D'ABONNEMENTS**

Abonnements	2014
Nombre d'abonnements domestiques et assimilés	3048
Nombre d'abonnements non domestiques	79
Nombre total d'abonnements	3127

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L. 213-10-3 du Code de l'environnement.

Les abonnés non domestiques sont essentiellement des exploitations agricoles.

■ PRÉLÈVEMENTS SUR LES RESSOURCES EN EAU

• Volumes prélevés

Ouvrages	Nature de la ressource	Débits moyen En M <sup>3</sup> / jour	Volume prélevé (en m <sup>3</sup> )
Captage Intron Varda	Nappe profonde	502	183 261
Captage de Coale-dac	Source	283	103 430
Fonage de Guernic F1	Nappe profonde	155	56 761
Fonage de Guernic F3	Nappe profonde	122	44 681
<b>Total prélevé</b>			<b>388123</b>

• Volumes achetés

Fournisseur	Acheté en 2014 [m <sup>3</sup> ]
SYNDICAT DE PRODUCTION DU STER-GOZ	133 920

■ VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION ET VENDUS

Volumes [m <sup>3</sup> ]	2014
Produit	336 624
Importé	133 920
Mis en distribution	391 010
Volume consommé	329 280
Abonnés domestiques	201 210
Usines	80 137
Exploitations agricoles	40 288
Volume total vendu aux abonnés	321 645

■ COMPTEURS COMMUNAUX

Services	Volumes en m <sup>3</sup>
Arrosages et divers	859
Associations culturelles	571
Écoles	2623
Clubs sportifs	1310
Services	1779
<b>Total</b>	<b>7142</b>

■ LINÉAIRE DES RÉSEAUX DE DESSERTE

Linéaire du réseau hors branchements en km	2014
	256,00

## Tarification de l'eau et recettes du service

### FIXATION DES TARIFS EN VIGUEUR

Les tarifs de l'eau et des différentes prestations aux abonnés ont été fixés par délibérations du Conseil Municipal du 20 décembre 2013.

Le tarif de la redevance « Lutte contre la Pollution » fixé par l'Agence de l'eau et reversé à celui-ci est de 0,31 €/m<sup>3</sup>.

Le service est assujéti à une TVA de 5,5%.

### PRIX DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

Le prix du service comprend :

- Une partie fixe ou abonnement,
- Une partie proportionnelle à la consommation d'eau potable :
  - Les consommations sont payables au vu du relevé.
  - Les facturations intermédiaires sont basées sur l'index du compteur d'eau transmis par l'abonné.

### ÉVOLUTION DU PRIX DE L'EAU y compris tarif Redevance pollution

- Evolution du tarif de l'eau

Part de la collectivité	Désignation	2013	2014	Variation
Part Fixe [€/HT/an]	Abonnement	40,00	40,50	+ 1,25 %
Part proportionnelle [€/HT/m <sup>3</sup> ]	T1 (0 à 500 m <sup>3</sup> )	1,34	1,35	+ 0,75 %
	T 2 (501 à 5 000 m <sup>3</sup> )	0,88	0,89	+ 1,14 %
	T 3 (> 5 000 m <sup>3</sup> )	0,68	0,69	+ 1,48 %
Redevances et taxes	Redevance pour pollution domestique	0,31	0,31	0,00%
	TVA	5,5 %	5,5 %	0,00 %

### FACTURE TYPE POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M3

Exemple d'une facture d'eau  
Pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>

	Année 2012	Année 2013	%	Année 2014	%
Abonnement	38,00 €	40,00 €	+5,28	40,50 €	+ 1,25
- Tranche de 0 à 500 m <sup>3</sup>	153,60 €	160,80 €	+4,69	162,00 €	+ 0,75
Agence de l'eau - Lutte contre la pollution	38,40 € (0,32)	37,20 € (0,31)	- 3,23	37,20 € (0,31)	0
<b>TOTAL HT</b>	<b>230,00 €</b>	<b>238,00 €</b>	<b>+ 3,48</b>	<b>239,70 €</b>	<b>+ 0,715</b>
TVA à 5,5%	12,65 €	13,09 €		13,19 €	
<b>Total TTC</b>	<b>242,65 €</b>	<b>251,09 €</b>		<b>252,89 €</b>	



**Service Eau & Assainissement Bannalec**  
 Pôle Technique - Rue A. Camou 741 02903231.  
 Tél. articles et fact. tous horaires d'ouverture 0290310472

**ZONES COUVERTES DE QUIMPERLE-3 RUE DU POUILLOU BP 108**  
 29311 QUIMPERLE CEDEX 16 02903230  
 ouvert de 8h à 12h et de 13h30 à 16h15  
 Destiné à  
 Facture type  
 1 PLACE CHARLES DE GAULLE  
 29330 BANNALEC

Numéro de facture : 2014-2-7  
 Date d'émission : 21/02/2014

Nom du client :  
 1 PLACE CHARLES DE GAULLE  
 29330 BANNALEC

Dates de consommation de : 1 JAN 2014 à 31 MAR 2014  
 Dates d'émission de : 1 JAN 2014 à 31 MAR 2014

RUBRIQUES	Quantité	P.U.	MT HT	TVA	MTVA	MTTC
Eau			20,00	3,00%	20,60	21,10
Abonnement	1	40,50	40,50	5,500%	2,23	42,73
Eau extra 0 et 00*	120	1,50	180,00	5,500%	9,91	170,01
<b>SOMME DES PRIX</b>			<b>240,50</b>		<b>20,14</b>	<b>260,64</b>
Lutte contre la pollution (partage de fees)	120	0,210	25,20	0,000%	2,05	27,25
<b>SOMME DES PRIX</b>			<b>265,70</b>		<b>22,19</b>	<b>287,89</b>

Paiement à réception à la Trésorerie de Quimper-Tivo  
 d'ici et rendu exécutoire le  
 Monsieur Yves ANDRE, Maire de Bannalec.

Trésorerie QUIMPERLE-3 RUE DU POUILLOU  
 29311 QUIMPER

Selon le mode de règlement  
**SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT BANNALEC**  
 Période de consommation : 1 JAN 2014 à 31 MAR 2014  
 Référence Abonnement : 1 JAN 2014 à 31 MAR 2014  
 Eau N° : 2014-2-7  
 Abonné : 29330 Bannalec type  
 Facture type  
 1 PLACE CHARLES DE GAULLE  
 29330 BANNALEC

à réception  
**NET A PAYER**  
 287,89 €

RECETTES D'EXPLOITATION

- Recettes de la collectivité

	2014
Abonnés domestiques	238 419,32
Usines	50 161,49
Exploitations agricoles	17 040,84
Total des recettes vente eau	325 621,65
Abonnements	121 891,03
Prestations aux tiers (branchements)	15 606,67
Total des recettes	463 119,35



## Indicateurs de performance du service

### QUALITE DE L'EAU

Les données relatives à la qualité de l'eau distribuée telles que définies par l'article D.1321-103 du Code de la Santé Publique sont fournies par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire.

## CONTROLE SANITAIRE DES EAUX DE CONSOMMATION HUMAINE

BILAN 2014 AC BANNALEC.

Dans le cadre du contrôle sanitaire exercé par l'ARS, 27 échantillons d'eau représentatifs ont été analysés par le LABORATOIRE LABOCEA agréé par le Ministère de la Santé. La gestion de la distribution est assurée par la MAIRIE DE BANNALEC le nombre d'abonnés est de 3263

### Bilan quantitatif et qualitatif

conformité bactériologique et chimique (Outil/ton) et nombre d'analyses

Installation	Item	Bactérie (col/100)			TP	FP	DT	DT	DT	DT
		0	1	2						
CAPYVIE	COUVERCLES	0	0	0						
	FOURAGE QUERNEC	0	0	0						
STATION DE TRAITEMENT-PRODUCTION QUERNEC	INTRON VANVA	0	0	0						
	TY CHALOUSTER-26	0	0	0						
UNITE DE DISTRIBUTION		0	0	0						

### Statistiques par installation

Installation	Item	Unités en parallèle	Unité	Valeur	Valeur	Unité de
				réf.	réf.	mesure
STATION DE TRAITEMENT QUERNEC	Mesure de TDS	1	mg/l	65,98		2
	Mesure de pH	1	mg/l	8,05		2
	Conductivité	1	µmhos/cm	30,45		2
	Excès de chlore libre (ECL)	1	mg/l	0,40		2
	Excès de chlore libre (ECL) 20°C	1	mg/l	0,40		2
	Nitrate (en NO3)	20	mg/l	31,98		20
	Nitrite (en NO2)	1	mg/l	0,15		11
	pH	1	mg/l	8,05		2
	Total des pesticides totaux (TP)	1	µg/l	0,0		100
	Total des pesticides totaux (TP) (transformés et existants)	1	µg/l	0,0		100
UNITE DE DISTRIBUTION QUERNEC	Ammonium total (NH4)	1	mg/l	50,8		3
	Chlore en total	1	mg/l	8,17		1
	Conductivité à 25°C	1	µmhos/cm	50,00		10
	Mesure de TDS	1	mg/l	31,00		50
	Excès de chlore libre (ECL)	1	mg/l	0,20		20
	Excès de chlore libre (ECL) 20°C	1	mg/l	0,20		20
	Nitrate (en NO3)	20	mg/l	31,00		20
	Nitrite (en NO2)	1	mg/l	0,15		11
	pH	1	mg/l	8,17		2
	Total des pesticides totaux (TP)	1	µg/l	0,0		100

descriptif sommaire des installations

Type de réservoir	Dénomination	Installation	Date de réalisation	Descriptif
CAPTAGE CONTREDEC	20	20/12/12	07/02/13	
CAPTAGE NITRON VARA	80	20/12/12	07/02/13	
FORAGE GUERNIC 1	15	20/12/12	07/02/13	
FORAGE GUERNIC 3	12	20/12/12	07/02/13	
MELANGE DE CAPAGES	165			
STATION DE TRAITEMENT PRODUCTION	CONTREDEC	TRAITEMENT PRIX, SUPPLA & DESNIEC	014	183
UNITÉ DE DISTRIBUTION	GUERNIC			
TY ENLÈVEMENTS	0380	06	Impédant le respect de 200-20e	
RESERVOIR BOURN	300			

Observations générales

Le taux de conformité des analyses microbiologiques et physico-chimiques, par rapport aux limites de qualité, est de 100% sur les eaux prises en distribution et destinées, pour les paramètres mesurés. Concernant les référents métalliques, on note, en ordre de réservoir au brouge :

- un dépassement pour les chlorures au robinet de J&J;
- En sens de réservoir de Ty-Chabry, un dépassement pour le cobalt organique total et un non-respect de l'équilibre antioxydant.



Quimper le 30/09/2015

Information sur la qualité de l'eau distribuée en 2014

ADUCTION COMMUNALE DE BANNALEC  
UNITE DE DISTRIBUTION DE GUERNIC

Dans le cadre du contrôle sanitaire, il a été prévu, en production et en distribution 16 échantillons d'eau qui ont été analysés par la laboratoire LABOCEA, agréé par le Ministère de la Santé.

Si la saignée ou la qualité de l'eau ne sont pas conformes à votre distributeur dans les conditions actuelles.

La qualité de la distribution est assurée par la Mairie de BANNALEC et le réseau de distribution de CONTREDEC, NITRON VARA & GUERNIC.

nom du captage	production	analyses de	année
CAPTAGE CONTREDEC	Production tamis (captage public)	Hydrogéologique	2012/12
CAPTAGE NITRON VARA	Production tamis (captage public)		2012/12
FORAGE GUERNIC 1	Production tamis (captage public)		07/02/13
FORAGE GUERNIC 3	Production tamis (captage public)		07/02/13
FORAGE DESAUZIE TROGAMVEL	Production en cours (captage public)	Cobalt 2004	07/02/13

qualité de l'eau distribuée

paramètre	résultat	limites de qualité
<b>biologiques</b>	15 analyses conformes sur 15 réalisées	16 analyses conformes à la limite de qualité de 50 mg/l sur 16 réalisées
<b>chimiques</b>	TH moyen de 11 °F	teneur maximale : 31 mg/L
<b>physico-chimiques</b>	2 analyses conformes sur 2 réalisées à la mise en distribution. Limite de qualité : 0,1 µg/l par molécule de sélénium.	teneur moyenne : 30 mg/L

autres paramètres

L'eau a présenté une bonne qualité bactériologique ; elle a été conforme aux limites de qualité pour les autres paramètres mesurés.

Pour le distributeur général, et par délégation,  
La Responsable du pôle santé-environnement  
Dagite TYON

Délégation territoriale du Finistère - PSE et santé environnement  
6, avenue de la République 29200 QUIMPER Cedex - Tél : 02 98 99 00 00  
www.ars.finistère.fr





Quimper le 30/03/2016

information sur la qualité de l'eau distribuée en 2014

ADUCTION COMMUNALE DE BANNALEC

UNITE DE DISTRIBUTION DE TY CHALONY

Dans le cadre du contrôle sanitaire, il a été précisé, en distribution,  
7 échantillons d'eau qui ont été analysés par le laboratoire LABOCA,  
agréé par le Ministère de la Santé.

Organisation de la distribution origine de l'eau et protection

La gestion de la distribution est assurée par la MAIRIE DE BANNALEC  
L'unité de distribution de Ty Chalony, au nord de la commune, est exclusivement alimentée par le  
syndicat de production du Sier-Gaz.

nom du captage	protection	site de hydropompage professionnel
PRISE D'EAU DE TROSMARVEL	Protections en cours (captage public)	Octobre 2004

qualité de l'eau distribuée

<b>bactériologie :</b> 7 analyses conformes sur 7 réalisées	<b>nitrates :</b> 7 analyses conformes à la limite de qualité de 50 mg/l sur 7 réalisées
<b>dureté :</b> T°H moyen de 13 °F eau peu calcaire	<b>pesticides :</b> 4 analyses conformes sur 4 réalisées à la limite en distribution, limite de qualité : 0,1 µg/l par molécule

**autres paramètres :**

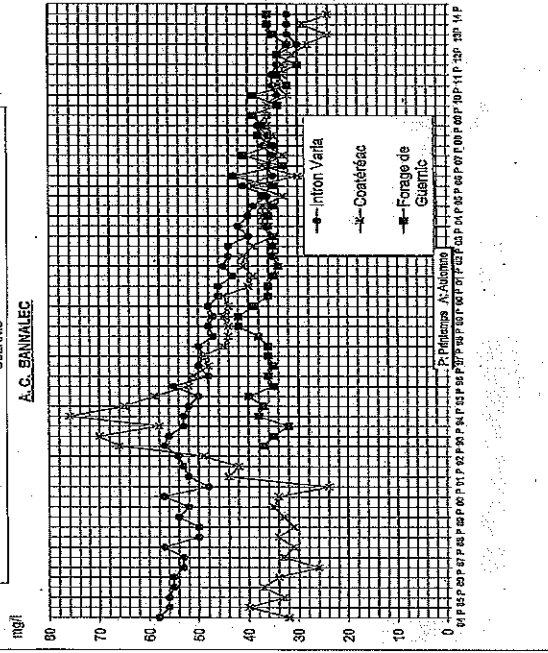
conclusion sanitaire

L'eau a présenté une bonne qualité bactériologique ; elle a été conforme aux limites de qualité  
pour les autres paramètres mesurés.

Pour le directeur général, et par délégation,  
La responsable du pds sub-antennement  
*[Signature]*  
Biquie YVON

Délégation Antenne de Fiménil - Pds sans multimètre  
4, avenue de l'Europe 22220 QUIMPER CÉDEX - Tél. 02 98 64 89 80  
www.ars.bretagne.santat.fr

Evolution des teneurs en nitrates. Captage de INTRON VARIA, COATÉFÉAC et Forage de  
GUARLEC  
A.C. BANNALEC



■ CONNAISSANCE ET GESTION PATRIMONIALE DU RESEAU

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau

Les grands ouvrages - réservoirs, stations de traitement, pompages... - ne sont pas pris en compte pour le calcul de cet indice défini par l'arrêté du 2 mai 2007.

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120 avec le barème suivant :

0	absence de plan du réseau
10	existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant la localisation des ouvrages principaux (captage, traitement, pompage, réservoir...) et des dispositifs de mesure
15	existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés (en l'absence de travaux, la mise à jour annuelle est considérée comme effectuée)
20	existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant la localisation des ouvrages principaux (captage, traitement, pompage, réservoir...) et des dispositifs de mesure
30	les 2 conditions doivent être remplies : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage (détail), de la précision des informations cartographiques et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations
40	la procédure de mise à jour du plan des réseaux ci-dessus est complétée en y intégrant la mise à jour de cet inventaire
50	lorsque les matériaux et les diamètres sont connus pour la moitié du linéaire total, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire : connus pour 60 à 69,9% du linéaire = +1pt ; connus pour 70 à 79,9% du linéaire = +2 pts ; ... ; connus pour au moins 95% du linéaire = +5pts
60	l'inventaire des réseaux mentionne, pour au moins 50% du linéaire total, le date ou le période de pose
70	un point supplémentaire attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire : connus pour 60 à 69,9% du linéaire = +1pt ; connus pour 70 à 79,9% du linéaire = +2 pts ; ... ; connus pour au moins 95% du linéaire = +5pts
80	le plan des réseaux précède la localisation des ouvrages annexes (vannes, ventouses, purges, poteaux linéaire...)
90	le plan des réseaux précède la localisation des ouvrages annexes (vannes, ventouses, purges, poteaux linéaire...) + servitudes inscrites pour l'implantation des réseaux à nécessaire
100	existence et mise à jour annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modification, la mise à jour est considérée comme effectuée)
110	localisation des branchements
120	pour chaque branchement : caractéristiques du or des compteurs d'eau (référence métrologique, date de pose...)
130	identification des sacleries de réalisation des recherches de pertes d'eau, date des opérations et nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite
140	localisation des autres interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement...)
150	mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)
160	Mise en œuvre d'une modernisation des réseaux, portant au moins sur le moitié du linéaire, et permettant d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux, les capacités de transfert des réseaux...

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est de 57 sur 120.

■ RENDEMENT DU RESEAU

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Pour l'année 2014, le rendement du réseau de distribution est :

valeur du rendement (nd perf P104.3)	71%
indice linéaire consommation (m3/l/km)	4.40
indice linéaire de perte (m3/l/km)	1,76
nombre d'abonnés au km	16,09

■ INDICE LINÉAIRE DE PERTE EN RESEAU

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

L'indice linéaire de pertes en réseau pour 2014 est : 8,77 m3/km/jour

## ■ Financement des investissements du service d'eau

### ■ TRAVAUX ENGAGÉS AU COURS DE L'EXERCICE

Le programme 2014 est le renforcement du réseau d'eau potable sur les secteurs de :

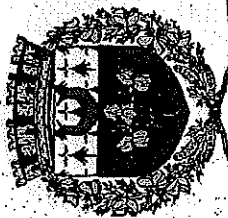
- Pont Glairès,
- La rue Jean Moulin,
- La rue du 8 mai 1945.

1750 mètres de tranchée ou forages ont été effectués pour 46 branchements et un investissement de 241 978 € HT.

### ■ BRANCHEMENTS EN PLOMB

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Comme il n'y a pas de branchements en plomb sur le réseau de la commune, aucun investissement pour le remplacement de ces branchements n'a été effectué.



RAPPORT ANNUEL

Commune de BANNALEC  
Kumun BANNALEC

Reçu à la Préfecture  
du Finistère le  
03 JUL. 2015

# Prix & Qualité

service de l'assainissement collectif

## DU SERVICE PUBLIC



Rapport relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2014, conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Exercice  
2014

Document établi  
le 30 juin 2015

Prix & Qualité  
DU SERVICE PUBLIC

Commune de BANNALEC

Rapport annuel

EXERCICE  
2014

## Sommaire

CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE	3
• Organisation administrative du service	3
• Estimation de la population desservie	3
• Conditions d'exploitation du service	3
• Prestations assurées dans le cadre du service	3
• Volumes facturés	3
• Caractéristiques du réseau	4
• Ouvrages d'épuration des eaux usées	4
• Rapport annuel STEP	5
• Bilan de fonctionnement annuel	6

TARIFICATION DE L'EAU ET REVENUS DU SERVICE	11
• Fixation des tarifs en vigueur	11
• Prix du service de l'assainissement collectif	11
• Evolution du prix de l'assainissement collectif	11
• Facture type pour une consommation de 120 m <sup>3</sup> - tableau	12
• Facture type pour une consommation de 120 m <sup>3</sup> - modèle	13
• Recettes d'exploitation	14

INDICATEURS DE PERFORMANCES DU SERVICE	15
• Connaissance et gestion patrimoniale du réseau	15

PRIX GLOBAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	16
• Prix global	16



## ■ Caractérisation technique du service public de l'assainissement collectif

### ■ ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU SERVICE

La commune exerce par elle-même la compétence assainissement collectif.

La commune n'achète à aucun EPCI pour la compétence assainissement.

### ■ ESTIMATION DE LA POPULATION DESERVIE

La population raccordée à la station d'épuration est de ± 3.150 habitants pour 1368 branchements.

### ■ CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE

Le service est exploité en régie.

### ■ PRESTATIONS ASSUREES DANS LE CADRE DU SERVICE

La commune prend en charge :

Gestion du service	application du règlement du service, fonctionnement, surveillance et entretien des installations
Gestion des abonnés	accueil des usagers, facturation, traitement des doléances client
Mise en service	assainissement complet
Entretien	de l'ensemble des ouvrages
Renouvellement	de l'ensemble des ouvrages

### ■ VOLUMES FACTURES

	2014
Volumes facturés [m <sup>3</sup> ]	
- aux abonnés domestiques	74 397 m <sup>3</sup>
- aux abonnés non domestiques	277 218 m <sup>3</sup>
Total des volumes facturés	151 615 m <sup>3</sup>

Les abonnés non domestiques sont ceux dont les effluents, par leur quantité ou leurs caractéristiques ne sont pas assimilables à ceux des effluents domestiques.

Les rejets d'effluents non domestiques doivent être autorisés par la collectivité et faire l'objet de conventions particulières.

Les arrêtés portant autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques des Établissements TALLEC ont été renouvelés le 11 mars 2015.

### ■ CARACTERISTIQUES DU RESEAU DE COLLECTE

- Linéaire de canalisations de collecte des eaux usées

	2014
Linéaire [km]	18.742 kms
Kilomètres gravitaire	3.663 kms
Kilomètres refoulement	22.405 kms
Total	

### ■ OUVRAGE D'EPURATION DES EAUX USEES

Le service gère un ouvrage d'épuration : Station d'épuration de Moulin Quinquis

Traitement des effluents

Type de station : Traitement biologique par boues activées

Commune d'implantation : BANNALEC

Lieu-dit : Moulin Quinquis

Capacité nominale : 18 000 Equivalents habitants



Reliements 2014 :

Néant

→ Projets d'extension :

Résidence Mengrien : 100 m<sup>3</sup> (privatives) – 0 branchements  
Kervahic : 2500 m<sup>3</sup> (gravitaire) + 480 m<sup>3</sup> (reliément) – 16 branchements + 1 poste de relevage  
Soit au total 83 branchements supplémentaires prévus.

→ Industrie et gros collectifs raccordés :

STERIS 602 SA (dépassage décompte) : prod moy 51 t/j – 46 m<sup>3</sup> – 26 t/j/an  
Sécherie 14,150 (2 sites) caractéristique : prod moy 112 t/j – 262 m<sup>3</sup> – 25 t/j/an  
Payer également (63 branchements)  
Ecole/college (environ 600 élèves + enseignants)  
Campus : 207/1

→ Fonctionnement du réseau :

Volume résu à la station durant l'année : 207,063 m<sup>3</sup> soit 591 m<sup>3</sup>/jour, en moyenne (environ 66 % de la capacité nominale de l'installation) : + 16 % par rapport à 2013.

Charges hydrauliques décaissées basses – temps sec :

Semaine : environ 460 m<sup>3</sup>/jour soit 40 % de la capacité nominale.  
Week-end : environ 220 m<sup>3</sup>/jour soit 22 % de la capacité nominale.

Charge hydraulique moy. : 1056 m<sup>3</sup>/jour (1102 avec plus de 100 m<sup>3</sup> de précipitations la semaine précédente) en situation de nappes hautes (16 % de la capacité nominale de l'installation – Situation exceptionnelle).

Incidence des eaux d'infiltration sur les volumes collectés : de l'ordre de 7 à 8 m<sup>3</sup>/jour, soit environ + 105 à 120 m<sup>3</sup>/jour pour une pluie de référence de 10mm (jusqu'à 12 % de la capacité nominale de l'installation).

Sur la base d'une enquête imprévisibilité moyenne de 120 m<sup>3</sup> par habitation, on peut estimer le nombre de branchements à 5 % au global, ce qui démontre une bonne conformité des branchements.

Incidence des eaux d'infiltration sur les volumes collectés : En périodes de nappes hautes les eaux d'infiltrations peuvent représenter jusqu'à + 300 m<sup>3</sup> (soit 30 % de la capacité nominale de la station).

STATION :

Observations sur le fonctionnement :

Charges organiques reçues : en diminution par rapport à 2013  
Charges mesurées en pointe (le vendredi 21/11/2014 – pointe industrielle) :

- DBO<sub>5</sub> : 627 kg/jour (67 % de la capacité nominale de traitement)
- DCCO : 1218 kg/jour (65 % de la capacité nominale de traitement)
- MES : 328 kg/jour (32 % de la capacité nominale de traitement)
- NTK : 112,6 kg/jour (70 % de la capacité nominale de traitement)
- PT : 14,3 kg/jour (30 % de la capacité nominale de traitement)

Moyenne annuelle (hors Week-end) :

- DBO<sub>5</sub> : 466 kg/jour (62 % de la capacité nominale de traitement)
- DCCO : 932 kg/jour (44 % de la capacité nominale de traitement)
- MES : 281 kg/jour (29 % de la capacité nominale de traitement)
- NTK : 79 kg/jour (49 % de la capacité nominale de traitement)
- PT : 10,1 kg/jour (21 % de la capacité nominale de traitement)

BANNALEC 2014.DOC

S.E.A. – D. BACCON (PH)

Moyenne annuelle (Week-end) :

- DBO<sub>5</sub> : 171 kg/jour (16 % de la capacité nominale de traitement)
- DCCO : 421 kg/jour (21 % de la capacité nominale de traitement)
- NTK : 161 kg/jour (11 % de la capacité nominale de traitement)
- PT : 6,4 kg/jour (6 % de la capacité nominale de traitement)

Moyenne annuelle :

- DBO<sub>5</sub> : 389 kg/jour (36 % de la capacité nominale de traitement)
- DCCO : 786 kg/jour (39 % de la capacité nominale de traitement)
- MES : 261 kg/jour (25 % de la capacité nominale de traitement)
- NTK : 71 kg/jour (44 % de la capacité nominale de traitement)
- PT : 6,8 kg/jour (18 % de la capacité nominale de traitement)

Résultats obtenus en exploitation :

- La qualité de l'eau épurée est très bonne sur l'ensemble de l'année.
- Résultats moyens annuels au rejet :

Paramètre	1/12/2013	1/12/2014	1/12/2015	1/12/2016	1/12/2017	1/12/2018	1/12/2019	1/12/2020	1/12/2021	1/12/2022
DBO <sub>5</sub>	1,8 (20)	3,5 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)	3,7 (20)
DCCO	19,1 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)	34,7 (80)
MES	2,2 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)	3,7 (50)
NTK	1,8 (10)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)	3,2 (15)
PT	3,2 (15)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)	5,9 (20)
Charges	0,9 (2)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)	1,9 (6)

(1) Normes de rejet (ou 7/11 au 01/01/2014) selon l'arrêté préfectoral du 19/05/00  
DBO<sub>5</sub> max 10 mg/l ; DCCO = 80 mg/l (80 l/jour) ; MES = 50 mg/l (50 l/jour) ; NTK = 10 mg/l (10 l/jour) ; PT = 15 mg/l (15 l/jour) ; Charges = 10 mg/l (10 l/jour) ; DBO<sub>5</sub> = 20 mg/l (20 l/jour) ; DCCO = 80 mg/l (80 l/jour) ; MES = 50 mg/l (50 l/jour) ; NTK = 10 mg/l (10 l/jour) ; PT = 15 mg/l (15 l/jour) ; Charges = 10 mg/l (10 l/jour)

Suite au Comité Inpact des rejets de la station du 21 au 22 juillet 2014 par le laboratoire SGS pour la pompe de la station Département et le Procédure de Population du Finistère, on a pu constater dans son bilan que l'arrêté préfectoral d'autorisation de rejet a bien été respecté.

Matière résidu :

Le service de la police de l'eau a effectué un contrôle de la qualité des lièges de la station d'épuration communale ainsi que des prélèvements dans la cours d'eau finalleur, celui-ci a été effectué en conformité du 21 novembre 2013, une bonne qualité du ruisseau du « Quirquès » en aval de la prise.

Consommation électrique :

Consommation électrique moyenne : 1,38 kWh/kg DBO<sub>5</sub>, ce qui est conforme aux valeurs habituellement obtenues pour ce type d'installation.

Consommation déphosphatation :

16 122 l/an de PACa pour 2847 kg P<sub>T</sub> éliminé soit 5,7 kg P<sub>T</sub> éliminé (y compris le part de phosphore assimilé par voie biologique) ce qui est faible, mais cohérent compte tenu de l'injection de PACa réalisée en amont de l'installation.

Énergie déperdue :

La production de biogaz en entrée de la centrifugeuse est de 1,57 tonnes de MS pour l'année 2014, ce qui est un très bon résultat. Le traitement de déphosphatation n'a eu lieu, mais est cohérent avec le charge actuelle de la station. Les données relatives au traitement par filtration sont en cours de validation par le laboratoire SGS (à confirmer en 2015).

→ Entretien, exploitation des ouvrages et fonctionnement des équipements électromécaniques :

Entretien courants :

Bon entretien des ouvrages.

Exploitation :

Bonne exploitation de la station.

BANNALEC 2014.DOC

S.E.A. – D. BACCON (PH)

Toutefois, des difficultés sont rencontrées pour ajuster le taux de traitement de déphosphatation compte tenu des variations de charge.

SERVICE DE VALIDATION  
DES DONNÉES DE L'AUTOSURVEILLANCE

DEPARTEMENT : 29

**SYNTHESE ANNUELLE CONCERNANT LE CONTROLE DES DISPOSITIFS  
D'AUTOSURVEILLANCE**

ANNEE : 2014

Station : BANNALIC

Localisation : Commune

Capacité nominale : 1100 Kg/DROS  
18000 EH

Code source : 042904S003

**1 - CONFORMITE DES POINTS DE MESURE AUTOSURVEILLANCE**

PRELÈVE EAU  OUI

TULERS BOUS  OUI

**2 - CONTROLE DES DÉBITMÈTRES**

Calage débitmétrique réalisé		OUI	
Date	Entrée	Sortie	
Calage N° : 07/05/2014	Débitmètre à ultra son (Qs) Réglage de Zéro : 0 mm C. réglage/factor : +1,5% Totalisation : <1%	Débitmètre à ultra son (A4) (Qs) Réglage de Zéro : +1mm C. réglage/factor : +0,8% Totalisation : <1%	

Commentaires : Bon fonctionnement des débitmètres. Pas de recalage réalisé.

**3 - CONTROLE PRELEVEUR, ECHANTILLONNAGE, CONSERVATION**

FREQUENCE DES PRELEVEMENTS	58 ml / Sm3	Preleveur automatique (PP)	Preleveur automatique (A4) (PS)
			62 ml / 3 m3

Commentaires : Le fonctionnement des préleveurs d'entrées et de sortie est correct.

**4 - FIABILITE DES ANALYSES**

LABORATOIRE  
D'AUTOSURVEILLANCE

NOM : LABOCEA

VILLE : QUMPER cedex

LABORATOIRE AGRÉE  OUI

**5 - CONTROLE DE LA FREQUENCE DES ANALYSES**

Fréquence d'analyse respectée  OUI

Jours d'analyse respectés  OUI

**6 - CONTROLE DE LA PRODUCTION DE BOMES**

PRECISION

MAUVAISE

MEDIOCRE

BONNE



## Tarification de l'assainissement collectif et recettes du service

### FIXATION DES TARIFS

Les tarifs de l'assainissement et des différentes prestations aux abonnés 2014 ont été fixés par délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2013.

Le tarif de la redevance « Modernisation des réseaux de collecte » est fixé par l'Agence de l'eau ; il est de 0,19 € HT/ m<sup>3</sup>.

Le service est assujéti à une TVA de 10 %.

### PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le prix du service comprend :

- L'abonnement,
- La redevance par m<sup>3</sup> d'eau consommée.

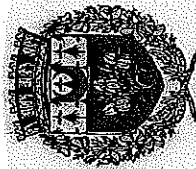
### ÉVOLUTION DU PRIX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF y compris tarif Redevance Modernisation des Réseaux de Collecte

	Année 2012	Année 2013	%	Année 2014	%
Abonnement	27,00 €	29,00 €	+7,41%	30,00 €	+ 3,45 %
Tarif au 1 <sup>er</sup> m <sup>3</sup>	1,80 €	1,90 €	+ 5,56%	1,96 €	+ 3,16 %
Modernisation des Réseaux de collecte	0,20 €	0,19 €	- 5,00 %	0,19 €	0,00 %

Exemple d'une facture d'assainissement  
Pour une consommation d'eau de 120 m<sup>3</sup>

	Année 2012	Année 2013	%	Année 2014	%
Abonnement	27,00 €	29,00 €	+ 7,41%	30,00 €	+ 3,45 %
Redevance Assainissement	216,00 €	228,00 €	+ 5,56%	235,20 €	+ 3,16 %
Modernisation des réseaux de collecte	24,00 €	22,80 €	- 5,00%	22,80 €	0,00 %
TOTAL HT	267,00 €	279,80 €	+ 4,79%	288,00 €	+ 2,93 %
TVA à 10 % (1)	18,69 €	19,59 €		25,80 €	
TOTAL TTC	285,69 €	299,39 €		316,80 €	

(1) à noter que la TVA est passée de 7% en 2013 à 10 % en 2014



**SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT BANNALEC**  
 PÔLE TECHNIQUE - RUE A. CARDOU YH 0208364331,  
 741 avenue de la fête (aux limites d'exploitation 025280072

**EAU: TRÉSORERIE DE QUIMPERLE - 3 RUE DU POLLOGOU BP 109**  
 29381 QUIMPERLE CEDEX TM 029392300  
 Suver de 09h à 12h et de 14h à 18h15  
 Destinataire  
 Facture type

**29380 BANNALEC**

Facture n°: 2014  
 31082014

Vous adresse: 0206  
 Facture type

29380 BANNALEC  
 Période de consommation de: 1 Juin 2013 au 31 Mai 2014  
 Période d'abonnement de: 1 Juin 2013 au 31 Mai 2014

INCOMPTEUR	Date	Type	ANCIENT	NOUVEAU	CONSO	REGLI	TVA	MTVA	MTTC
002	01	02	03	04	05	06	07	08	09
					Consumption (litres de m <sup>3</sup> )	120			
<b>RUBRIQUES</b>									
Abonnement					1	30,00	30,00	10,00%	3,00
Assainissement					120	1,80	23,20	10,00%	2,32
Maintenance des réseaux de collecte (Agence de l'Etat)					120	0,19	22,80	10,00%	2,28
<b>NET A PAYER</b>									<b>318,00 €</b>

Facture à réception en 3 exemplaires  
**SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT BANNALEC**  
 Période de consommation de: 1 Juin 2013 au 31 Mai 2014  
 Eau N°: 2014  
 Abonné: 02063 Facture type  
 Période: Facture type  
 29380 BANNALEC

à réception

**RECETTES D'EXPLOITATION**

- Recettes de la collectivité

	2014
Abonnés domestiques	143 400,79 €
Usines	77 596,12 €
<b>Total des recettes redevance assainissement</b>	<b>220 996,91 €</b>
Abonnements	36 070,10 €
Taxes rattachement	23 830,00 €
<b>Total des recettes</b>	<b>280 897,01 €</b>

**Indicateurs de performances du service**

**CONNAISSANCE ET GESTION PATRIMONIALE DU RESEAU**

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau

Les grands ouvrages - réservoirs, stations de traitement, pompages... ne sont pas pris en compte pour le calcul de cet indice défini par l'arrêté du 2 mai 2007.

		nombre de points	points obtenus
→	absence de plans du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements ;	0	
→	existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements ;	10	10
→	mise à jour du plan au moins annuelle. (1)	10	10
→	informations structurées complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, années approximative de pose) ;	10	10
→	existence d'une information géographique précisant l'altitude des canalisations ;	10	0
→	localisation et description de tous les ouvrages annexes (osées de relèvement, déversoirs...);	10	10
→	dénombrement des branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;	10	0
→	définition et mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau ;	10	0
→	localisation et identification des interventions (urage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement) ;	10	10
→	existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimateur chiffré portant sur au moins 3 ans) ;	10	0
→	mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement.	10	0
	<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>60</b>

(1) cette condition doit être satisfaite pour que le service puisse bénéficier de points supplémentaires

**Prix global de l'eau et de l'assainissement**

Prix global eau potable + assainissement collectif pour un abonné consommant 120 m<sup>3</sup>



**SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT BANNALEC**  
POLY TECHNIQUE - 2014 A. CAROU 741 02005454.  
Tél centralisé et faxé vers l'adresse électronique 0033060072

EAU: TRÉSORERIE DE QUIMPERLE, 4 RUE DU POUILLON BP 438  
35031 QUIMPERLE CEDEX TEL 0299390330  
Compteur N° 10145  
Posté à l'adresse  
Facture type

**23300 BANNALEC**

Modèle et conditions de vente : 1.046.2012.453 188.2014  
Publication réglementaire de : 1.046.2012.453 21.01.1814

N° 12014  
31/05/2014

Votre référence : 12014  
Police type

23300 BANNALEC

Quantité	PAL	MT HT	TVA	MT TVA	MT TTC
1	40,830	40,830	5,500%	43,030	42,78
1	1,510	1,510	5,500%	1,589	17,01
1	30,000	30,000	10,000%	33,000	33,00
1	1,500	1,500	10,000%	1,650	16,72
120	0,310	37,20	5,500%	39,25	39,25
120	0,100	24,00	10,000%	26,40	26,00
				<b>277,70</b>	<b>271,00</b>

Paiement à réception à la Trésorerie de Quimperle, 4 rue du Pouillon, 29100 Bannalec.  
 Monsieur Yves ANDRE, Maire de Bannalec.

TRÉSORERIE COMMUNALE - 4 RUE DU POUILLON  
29100 BANNALEC

LE DÉBIT DE CECI EST À LA CHARGE DE L'ABONNÉ  
N° de compte : 12014 0000 0000 0000 0000 0000  
N° de compte : 12014 0000 0000 0000 0000 0000  
N° de compte : 12014 0000 0000 0000 0000 0000  
N° de compte : 12014 0000 0000 0000 0000 0000

NET A PAYER  
271,00 €

TRÉSORERIE COMMUNALE - 4 RUE DU POUILLON  
29100 BANNALEC

Modèle réglementaire de : 1.046.2012.453 21.01.1814

Modèle réglementaire de : 1.046.2012.453 21.01.1814

Modèle réglementaire de : 1.046.2012.453 21.01.1814

Modèle réglementaire de : 1.046.2012.453 21.01.1814

**DEL 26,06,2015-051 : Convention de partenariat relative au festival des rias 2015 liant la COCOPAQ, le centre national des arts de la rue « Le Fourneau » et les communes participantes**

La Communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ) et le centre national des arts de la rue « Le Fourneau » se sont associés pour créer un festival de théâtre de rue intercommunal, Le Festival des Rias.

Programmé pour l'année 2015 du 26 août au 30 août, le festival des Rias se déclinera en 50 rendez-vous artistiques assurés par une 20aine de compagnies proposant :

- des spectacles contemporains, de l'intime au monumental, du tout public au public averti,
- des installations pour susciter la découverte de sites remarquables,
- des moments de convivialité

La convention annexée fixe les objectifs et les modalités d'organisation du Festival.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** la convention annexée à la présente délibération liant la Commune, la COCOPAQ, l'association « Centre national des arts de la rue Le Fourneau ».

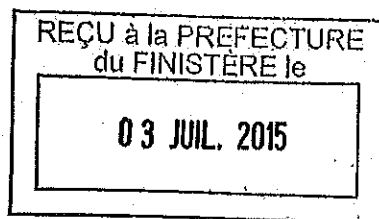
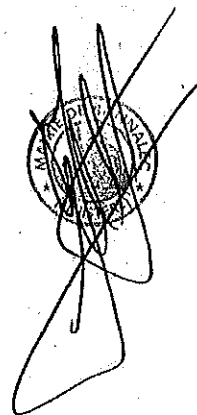
**Autorise** le maire à signer ladite convention.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**





Communauté de communes  
du Pays de Quimperlé  
Entre terre et mer, un territoire solidaire.  
[www.cocopaq.com](http://www.cocopaq.com)

## CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU FESTIVAL DES RIAS 2015 LIANT LA COCOPAQ, LE CENTRE NATIONAL DES ARTS DE LA RUE LE FOURNEAU ET LES COMMUNES PARTICIPANTES

### ENTRE

La **COCOPAQ**, sise 3 rue Eric Tabarly, Kervidanou 4 - 29394 QUIMPERLE, représentée par son Président, Sébastien MIOSECC autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, soumise à toutes obligations lui incombant en vertu de la présente convention désignée ci-après « la Communauté de communes ».

L'association « **Centre National des Arts de la Rue Le Fourneau** » représentée par son Président, Philippe EMSCHWILLER, association Loi 1901 déclarée au Journal Officiel en date du 11 juin 1990, ayant son siège social - 11 Quai de la Douane à BREST.  
N° de Siret: 378 165 294 00042 - code APE 9001Z - numéros de licences d'entrepreneur de spectacles : 1-1029050 ET 2-1019022 ET 3-1019023 désignée ci-après « l'association ».

La commune de ..... représentée par son/sa Maire, ..... autorisé(e) par délibération du Conseil Municipal en date du ..... soumise à toutes obligations lui incombant en vertu de la présente convention, désignée ci-après « la commune ».

Communauté de communes du Pays de Quimperlé, 3 rue Eric Tabarly - Kervidanou 4 - CS 20245 - 29394 Quimperlé Cedex.  
tél. 02 98 35 09 40 - fax : 02 98 35 09 41 - mail : [contact@cocopaq.com](mailto:contact@cocopaq.com)  
Communauté Komunud Bro Kevinere, 3 ezec'h Eric Tabarly - Kervidanou 4 - CS 20245 - 29394 Kevinere Cedex.  
tel. 02 98 35 09 40 - fax : 02 98 35 09 41 - mail : [contact@cocopaq.com](mailto:contact@cocopaq.com)

### PRÉAMBULE

La Communauté de communes du Pays de Quimperlé a décidé de mettre en œuvre une politique de « Soutien à la création, à la diffusion et à la promotion culturelles, pour des projets d'envergure communautaire par :

- l'information et la mise en réseau des acteurs culturels du territoire
- le soutien et l'accompagnement de projets culturels sur le territoire ».

Cette politique résulte de ses compétences, approuvées par arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2006, par lesquelles elle a en charge la politique sportive, culturelle et en matière de jeunesse, d'intérêt communautaire.

Soucieuse de proposer un événement culturel fort et identitaire sur son territoire, la Communauté de communes souhaite promouvoir un festival de théâtre de rue fédérateur et renforçant l'attractivité de son territoire.

L'association « Centre National des Arts de la Rue Le Fourneau » est l'un des 13 Centres Nationaux des Arts de la Rue, inscrit dans un réseau national professionnel composé de lieux de fabrique, de compagnies et de festivals. Espace de création et de production artistique dans l'espace public, il poursuit les objectifs suivants articulés autour de trois pôles d'activités :

1. Soutien à la création, développant un soutien concret aux artistes travaillant dans l'espace public, au plus près des populations.
2. Programmation nomade, favorisant la rencontre entre le théâtre de rue et les publics, sur l'ensemble des territoires de Bretagne.
3. Ressources, recherche et formation.

Par voie de convention triennale validée par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, la Communauté de communes et l'association « Centre National des Arts de la Rue Le Fourneau » se sont associées pour co-organiser un festival de théâtre de rue intercommunal, le festival des Rias, pour une durée de 4 ans.

La commune de ..... membre de la Communauté de communes du pays de Quimperlé accueille en 2015 le festival des Rias, en recevant dans son espace public une programmation artistique.

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir, dans le respect de l'indépendance de chacune des parties, les modalités d'organisation du festival des Rias sur la commune et les engagements respectifs des partenaires.

### ARTICLE 2 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU FESTIVAL DES RIAS

La réussite des 3 premières éditions du festival de théâtre de rue intercommunal, le festival des Rias (84 000 spectateurs en 2012, 52 550 en 2013, 55 600 en 2014 - jauges cumulées) a encouragé la Communauté de communes et le Centre National des Arts de la Rue Le Fourneau à poursuivre

leur collaboration pour bâtir ensemble 4 nouvelles éditions adaptées au succès rencontré, en partageant les objectifs suivants :

- Contribuer à une identité de territoire propre au pays de Quimperlé,
- Créer en Bretagne un festival original de théâtre de rue,
- Faire découvrir le territoire à la population locale et touristique,
- Renforcer l'attractivité du pays de Quimperlé,
- Valoriser les sites naturels et le patrimoine architectural,
- Favoriser les relations de proximité entre les artistes, la population et le territoire,
- Inscrire la manifestation dans la dynamique des 3 premières éditions communautaires,
- Candidater au programme Interreg V A France (Manche) - Angleterre afin d'inscrire ce festival, à compter de l'édition 2016, dans un réseau européen.

Cette manifestation prend la forme d'un festival contemporain de théâtre de rue qui s'appuie sur la spécificité du territoire dans ses espaces ruraux, centraux et littoraux, en poursuivant le fil directeur suivant : une grande marée de théâtre de rue qui s'étend de la mer à la terre et réciproquement.

### ARTICLE 3 : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

#### 3.1 Contenu

Programmé du 26 au 30 août 2015 sur le territoire, le festival des Rias se déclinera en 50 rendez-vous artistiques assurés par une 20aine de compagnies proposant :

- des spectacles contemporains, de l'intime au monumental, du tout public au public averti,
- des installations pour susciter la découverte de sites remarquables,
- des moments de convivialité.

#### 3.2 Date(s) et lieu(x)

Conçu comme un voyage artistique au fil de l'eau, entre mer et terre et réciproquement, le festival se produira chaque année durant 4 ans dans 9 à 10 communes du territoire structuré en 5 pôles sociologiques : le pôle Isola (Scaber, Bannalec, Saint-Thurien), le pôle Ellé (Querrien, Locunolé, Guilligomarc'h), le pôle mer (Riec/Bélon, Moëlan/Mer, Clohars-Carnoët), le pôle centre (Le Trévoux, Baye, Mellac, Tréméven, Arzano, Rédéné) et le pôle ville-centre (Quimperlé). A chaque édition, le festival sera présent dans au moins une commune de chaque pôle. Cette écriture permettra à chacune des 16 communes de recevoir le festival au moins une année sur deux.

Sur la commune, le festival sera présent à (aux) la date(s) et lieu(x) suivants :

.....  
.....  
.....

#### 3.3 Missions du Fournéau et méthode de travail

La collaboration avec le Centre National des Arts de la Rue Le Fournéau se fera tout au long de l'année et portera sur :

- un travail de réflexion, d'étude et d'analyse du projet et de programmation des compagnies,
- un travail préparatoire : repérage technique dans la commune, contractualisation et suivi

3

avec les artistes programmés,

une présence artistique durant le festival pour réaliser les missions suivantes : accueil des compagnies programmées dans la commune, montage du ou des spectacle(s) avec l'appui de la commune partenaire.

Pour s'assurer de la réussite de ce projet fédérateur, une méthodologie spécifique sera mise en place : un comité de pilotage composé des membres de la cellule professionnelle et de ses élus respectifs (binômes élus/professionnels), des réunions de travail par pôle et par commune.

### ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE TECHNIQUE

#### 4.1 Mise en œuvre technique

L'annexe 1 de la présente convention présente la mise en œuvre technique du projet de l'année 2015.

#### 4.2 Convivialité

La commune peut organiser, en partenariat avec la vie associative locale si elle le souhaite, des espaces de convivialité (buvette, restauration). Ces espaces devront obligatoirement respecter le périmètre de sécurité du ou des spectacle(s) et du public. La commune et l'équipe technique de « l'association » évoqueront ensemble les interférences possibles entre les différents propositions (horaires, alimentations électriques, accès véhicules aux espaces, implantations sur site, etc.) pour ne pas compromettre le bon déroulement de la manifestation et permettre à chaque acteur de s'impliquer en pleine concordance.

### ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 1 an, à compter de la signature de la présente. Elle ne se renouvelle pas par reconduction expresse. Elle sera exécutoire dès signature par les instances compétentes. A l'automne, les parties signataires se réuniront pour évaluer conjointement la mise en œuvre des objectifs et faire le bilan du festival.

### ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

6.1 L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs et opérations définis aux articles 2 et 3 de la présente convention.

6.2 L'association accompagnera la Communauté de communes dans le cadre de sa mission territoriale et en direction des publics.

6.3 L'association prendra à sa charge, en qualité d'employeur, les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à la manifestation.

6.4 L'association assurera la rémunération des compagnies programmées ainsi que le versement des droits d'auteur. En qualité d'employeur, elle s'engage à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité à l'égard du public pour les représentations des spectacles ainsi que les répétitions.

4

#### ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

7.1 La Communauté de communes s'engage à assurer la coordination du projet dans sa globalité, en particulier à coordonner les différentes commissions de travail (élus, comité de pilotage, cellule professionnelle). Elle s'engage aussi à assurer le lien avec la commune participante (élus et techniciens).

7.2 La Communauté de communes prendra à sa charge, en qualité d'employeur les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à la coordination générale.

7.3 La Communauté de communes s'engage à contribuer au financement de l'opération. Une convention de partenariat entre la Communauté de communes et l'association a été rédigée à cet effet.

7.4 La Communauté de communes s'engage à proposer le(s) spectacle(s) à titre gratuit à la commune.

7.5 La Communauté de communes s'engage à assurer la gratuité du/des spectacle(s) au public.

7.6 La Communauté de communes assurera la communication du projet ainsi que son financement.

7.7. La Communauté de communes prendra à sa charge, en qualité d'employeur les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, du personnel embauché pour assurer l'accessibilité aux différents sites de spectacles, selon les préconisations du préventionniste. Estimation 2015 : 17 000 €.

#### ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

8.1 La commune s'engage à mettre à disposition de l'association et de la Communauté de communes les espaces nécessaires à l'organisation du ou des spectacle(s) ainsi que les soutiens techniques rattachés, à titre gracieux, selon l'annexe 1 relative à la mise en œuvre technique. L'association produira pour chaque commune un mémento technique et sécurité qui recensera le ou les espace(s) mis à disposition par la commune participante et les besoins : salles, parking, moyens humains, matériels (électricité, eau, barrières), demandes d'autorisation nécessaires à l'organisation de la manifestation et à l'accueil du public (sécurité, circulation).

8.2 Conformément aux articles L.2542-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de la commune assurera les compétences dont il a la charge en matière de police, de sécurité, de circulation et d'accueil de manifestations.

8.3 Le festival se produisant sur un domaine public n'appartenant pas à la Communauté de communes, la commune s'engage à faire parvenir à la Communauté de communes et à l'association tous les arrêtés municipaux nécessaires et autorisations préalables d'implantation sur son domaine public.

8.4 Des lieux privés pourront être utilisés, en accord avec les propriétaires et la commune qui fera parvenir à la Communauté de communes les autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation et à l'accueil du public.

8.5 Libre d'organiser des espaces de convivialité (buvette, restauration), la commune s'engage à respecter les consignes de sécurité liées aux(X) spectacles et à l'accueil du public.

8.6 La commune s'engage, dans le cadre de la communication sur l'événement et de sa promotion, à faire mention de la Communauté de communes et de l'association sur tout support ou action de communication, et de l'utilisation de leur logo respectif chaque fois que possible.

#### ARTICLE 9 : ASSURANCE

9.1 L'association s'engage à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité à l'égard du public pour les représentations des spectacles ainsi que les répétitions.

9.2 La commune devra assurer son personnel chargé des opérations liées à cette organisation. Elle devra assurer contre tous risques le matériel mis à disposition, conformément aux exigences des besoins techniques.

9.3 En cas de litige entre l'association et la commune, il reviendra aux assureurs des parties de déterminer les responsabilités de chacune des parties après réception de déclaration de sinistre faite par l'association.

#### ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies à la présente convention.

#### ARTICLE 11 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

11.1 En cas de non-respect par l'une des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée sans effet.

11.2 La présente convention peut se trouver annulée ou suspendue de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi française. Tout autre cas d'annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

11.3 La pluie ou le mauvais temps ne constitue pas un cas de force majeure. Dans ce cas, la décision d'annuler ou de modifier l'horaire ou la date des spectacles est prise conjointement par les parties.

**ARTICLE 12 : ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution, des présentes, les parties font élection de domicile à leur adresse respective indiquée en tête des présentes.

**ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal administratif de Rennes.

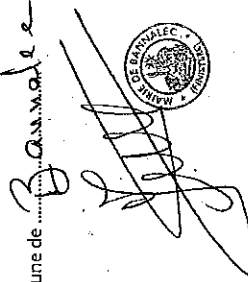

Fait en trois exemplaires originaux, à Quimper le

Le Président de la COCOPAQ

Le Président de l'association

Sébastien MIOSSEC

Philippe EMSCHWILLER

La/le Maire de la commune de .....  
  


**ANNEXE 1  
MISE EN ŒUVRE TECHNIQUE**

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU FESTIVAL DES RIAS LIANT LA COCOPAQ, LE CENTRE NATIONAL DES ARTS DE LA RUE LE FOURNEAU ET LES COMMUNES PARTICIPANTES

L'association fournira pour chaque commune un mémento technique et sécurité qui comprendra les pièces suivantes :

- programmation,
- demandes techniques,
- plan(s) et contacts.

Ce document renseignera particulièrement sur les points suivants :

- les demandes d'arrêtés de stationnement et de circulation,
- les demandes de matériel,
- les demandes électriques,
- les demandes de lieux/locaux,
- les demandes de personnels nécessaires à l'accueil du public (personnels de prévention/sécurité),
- la jauge et le plan de circulation/évacuation/accès pompiers (acheminement, orientation, barriérage, fléchage parking, toilettes, accès aux personnes handicapées).

Pour chaque animation, un repérage sur site en présence d'un préventionniste sera effectué.

L'association transmettra des modèles d'autorisation et d'arrêtés, à la demande de la commune.



**DEL 26.06.2015-052 : Médiathèque – Convention relative à l'accès des bibliothèques/médiathèques du réseau Matilin à la base livre ELECTRE.com**

La COCOPAQ a affirmé sa volonté de soutenir les bibliothèques/médiathèques et d'œuvrer pour leur mise en réseau en se dotant de la compétence suivante : « *animation du réseau des bibliothèques et médiathèques du territoire, valorisation des fonds documentaires et gestion du réseau informatique, à l'exclusion des matériels (équipements et périphériques) présents dans les médiathèques/bibliothèques, propriété des communes qui en assurent la gestion ainsi que l'accès à Internet* ».

Dans le cadre de sa mission d'aide au développement des bibliothèques/médiathèques et de leur mise en réseau informatique, la COCOPAQ souhaite procurer aux bibliothèques/médiathèques municipales l'accès à une base bibliographique commune.

- Optimiser la recherche documentaire et la préparation des commandes réalisées par le personnel des bibliothèques grâce à un outil commun permettant notamment la consultation de la disponibilité des documents chez les éditeurs,
- De dériver des notices pour le catalogue commun à partir d'une base bibliographique de référence

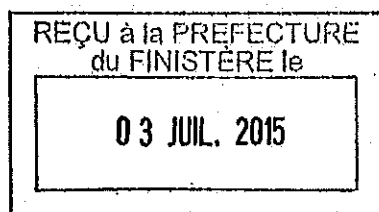
**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** la convention relative à l'accès des bibliothèques/médiathèques du réseau Matilin à la base livre du site ELECTRE.COM.

**Autorise** le maire signer ladite convention

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



Le Maire,

Yves ANDRE

MAIRIE DE MATILIN  
FINISTÈRE



Communauté de communes  
du Pays de Quimperlé

Entre terre et mer, un territoire solidaire.

[www.cocopaq.com](http://www.cocopaq.com)

## CONVENTION RELATIVE A L'ACCES DES BIBLIOTHEQUES/MEDIATHEQUES DU RESEAU MATILIN A LA BASE LIVRES ELECTRE.COM

ENTRE

La **COCOPAQ** représentée par son Président, Sébastien MIOSSÉC autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 mai 2015, soumise à toutes obligations lui incombant en vertu de la présente convention,

désignée ci-après « La Communauté de communes »,

D'une part,

ET

La **Commune de**....., représentée par sa (son) Maire autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du ....., soumise à toutes obligations lui incombant en vertu de la présente convention,

désignée ci-après « La Commune »,

D'autre part,

### IL A ETE EXPOSE PUIS CONVENU CE QUI SUIT :

La COCOPAQ a affirmé sa volonté de soutenir les bibliothèques/médiathèques et d'ouvrir pour leur mise en réseau en se dotant de la compétence suivante : « Animation du réseau des bibliothèques et médiathèques du territoire, valorisation des fonds documentaires et gestion du réseau informatique, à l'exclusion des matériels (équipements et périphériques) présents dans les médiathèques/bibliothèques, propriété des communes qui en assurent la gestion, ainsi que l'accès à Internet ».

Dans le cadre de sa mission d'aide au développement des bibliothèques et de leur mise en réseau informatique, la COCOPAQ souhaite procurer aux bibliothèques/médiathèques municipales l'accès à une base bibliographique commune.

Cet accès a pour objet :

- d'optimiser la recherche documentaire et la préparation des commandes réalisées par le personnel des bibliothèques, grâce à un outil commun permettant notamment la consultation de la disponibilité des documents chez les éditeurs,
- de dériver des notices pour le catalogue commun à partir d'une base bibliographique de référence.

### ARTICLE 1 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les modalités d'accès des bibliothèques/médiathèques du réseau Matilin à la Base Livres du site Electre.Com, dont l'abonnement annuel est souscrit par la Communauté de communes.

### ARTICLE 2 : MODALITES D'ABONNEMENT ET DE MISE A DISPOSITION DE LA BASE

La COCOPAQ a souscrit à un abonnement d'un an à compter du 19 avril 2015 à la Base Livres du site Electre.Com comprenant 6 accès simultanés et un forfait global de 6 500 notices de livres. Chaque bibliothèque/médiathèque informatisée peut accéder gratuitement au site Electre.Com. En concertation avec l'ensemble des bibliothèques/médiathèques du réseau, la COCOPAQ établit une répartition des accès simultanés et des notices. Les notices et les accès sont attribués après une évaluation des besoins et en lien avec les budgets d'acquisition.

### ARTICLE 3 : REGLES HARMONISEES DE FONCTIONNEMENT – OBLIGATIONS DES PARTIES

La Commune s'engage à :

- respecter la répartition des accès et des notices,
  - désigner une personne de la bibliothèque/médiathèque, M....., comme responsable de l'utilisation d'Electre et interlocuteur de la COCOPAQ.
- La Communauté de communes s'engage à :
- financer l'intégralité de l'abonnement à la Base Livres du site Electre.Com pour le compte des communes,

- de prendre en compte, dans la répartition des accès et des notices, les besoins de chaque bibliothèque/médiathèque du réseau.
- accompagner le personnel des bibliothèques/médiathèques dans l'utilisation de l'outil Electre.Com.

**ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter du 19 avril 2015. Elle ne se renouvelle pas par tacite reconduction.

**ARTICLE 5 : MONTANT DE LA PRESTATION**

La COCOPAQ souscrit à un abonnement annuel d'un montant de 6 534 € TTC.

**ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

Dans le cas de non respect des engagements cités, chaque partie peut résilier la convention, à tout moment, sous préavis d'un mois avant l'échéance annuelle. Elle en informe alors l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

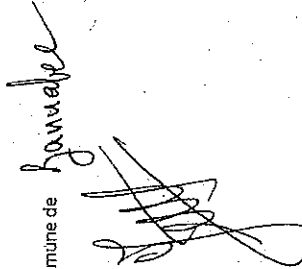
Fait en deux exemplaires originaux,  
A Quimper, le

Le Président de la COCOPAQ

Sébastien MIOSSEC

M

La (le) Maire de la Commune de *Launay*



**DEL 26,06,2015-053 : Règlement intérieur de la médiathèque Michel Thersiquel**

Le bon fonctionnement du service médiathèque suppose que des règles claires de son organisation soient établies et portées à la connaissance du public. Un règlement intérieur a été rédigé en ce sens.

Il encadre les conditions d'accès à la médiathèque, de consultation et de communication des ressources documentaires, d'inscription et de prêt des documents.

Il sera porté à la connaissance du public par affichage. Il sera présenté lors de chaque inscription et à tout usager en faisant la demande.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**Approuve** les termes du règlement intérieur de la médiathèque Michel Thersiquel tel qu'annexé,

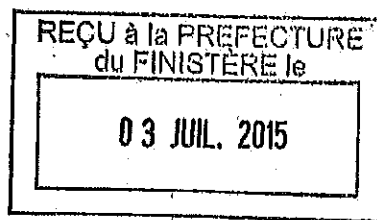
**Autorise** le Maire à le signer.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.





## MÉDIATHÈQUE MICHEL THERSIQUEL

### REGLEMENT INTERIEUR

La médiathèque de Bannalec est un service public municipal chargé de contribuer à la culture, à l'information, à la formation et aux loisirs de tous.

La médiathèque est ouverte à tous, l'accès et la consultation sur place des documents sont gratuits et ne nécessitent pas d'inscription.

Le présent règlement fixe les droits et les devoirs des usagers. Tout usager ou visiteur doit en accepter les conditions.

#### 1. INSCRIPTION

- L'inscription est obligatoire pour emprunter des documents.
- L'inscription est nominative, elle est valable un an de date à date.
- Le montant du droit d'adhésion, les modalités d'exonération sont fixées chaque année par délibération du Conseil municipal.
- Une « carte collective » gratuite est attribuée aux professionnels de l'enfance, de l'éducation ou de l'animation responsables d'une classe ou d'un groupe de la commune. Cette carte ne peut être utilisée que dans le cadre de l'activité professionnelle.
- Tout changement d'adresse doit être signalé.

#### 2. PRÊT

- Le prêt de documents à domicile est réservé aux abonnés.
- Chaque abonné peut emprunter en fonction de sa formule d'inscription. La durée du prêt est de 3 semaines, limitée à 1 semaine pour les CD et DVD. La présentation de la carte de lecteur est obligatoire pour tout emprunt.
- Le lecteur est responsable des documents empruntés. Il est recommandé de signaler les documents détériorés et de ne jamais tenter de les réparer. En cas de perte ou de détérioration importante d'un document, le titulaire de la carte doit le remplacer à l'identique, à défaut les remplacer par un document de la même valeur d'acquisition proposé par la médiathèque.

#### ➤ Règles spécifiques

- Les CD, DVD et cédéroms ne peuvent être empruntés que pour des utilisations à caractère individuel ou familial. Conformément à la loi, la reproduction, l'exécution publique de ces documents sont interdites. La commune de Bannalec dégage sa responsabilité de toute infraction à cette règle.
- Les usuels (dictionnaires, encyclopédies, ouvrages de référence), les quotidiens, les derniers numéros des revues sont exclus du prêt.

#### ➤ Réservations

- L'usager ne peut réserver que les documents prêtés au moment de la réservation. Les lecteurs sont informés du retour du document. Les documents réservés sont gardés 10 jours, passé ce délai, ils sont remis en circulation.

#### ➤ Retard

- Les adhérents doivent rendre les documents dans les délais. En cas de retard, la médiathèque se réserve le droit de prendre toutes dispositions pour assurer le retour des documents (rappels écrits ou téléphoniques, suspension du droit de prêt et amendes dont le montant est fixé par délibération municipale).

#### 3. DONNS

- La médiathèque peut recevoir des dons de documents imprimés et de CD. Elle se réserve le droit de ne pas les intégrer à ses collections et de les céder à des œuvres caritatives.
- Les dons de vidéos, de DVD et de cédéroms ne peuvent être acceptés en raison des droits qui y sont attachés.

#### 4. REGLES DE CONDUITE

- La médiathèque est un lieu public de consultation et de travail. Les usagers sont tenus de respecter le calme à l'intérieur des locaux et de ne pas entraver le bon fonctionnement du service sous peine d'expulsion et à terme d'exclusion.
- L'accès sera refusé à tout personne dont l'attitude ou le comportement pourrait gêner les autres usagers (ivresse, bruit, violence...)
- Les usagers sont responsables de leurs effets personnels. La médiathèque décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration.
- Il est interdit de fumer.
- Les téléphones portables doivent être mis en mode silencieux.
- Les ordinateurs portables sont autorisés sous réserve de possibilités de branchement et de fonctionnement silencieux.
- Les animaux est ne sont pas admis, exception faite pour les chiens d'usagers handicapés.
- Les enfants sont, dans les locaux sous la responsabilité de leurs parents. Le personnel de la médiathèque les accueille, les conseille mais ne peut en aucun cas les garder.
- Les groupes constitués (scolaires, associatifs...) peuvent être accueillis mais restent sous la responsabilité de leur accompagnateur.
- Tout usager doit respecter les documents, le matériel et les lieux. Il est formellement interdit d'annoter, déchirer, salir les documents mis à disposition.
- Les usagers doivent respecter la neutralité du service public :
  - La propagande politique ou religieuse n'est pas autorisée.
  - Le dépôt de tracts, journaux, affiches à caractère culturel ou autre doit être autorisé par la direction.

- Toute dégradation, toute tentative de vols de documents, toute détérioration des locaux et du matériel sera sanctionnée et fera l'objet d'un dépôt de plainte.
- Tout comportement agressif, violent ou injurieux envers le personnel ou les autres usagers fera l'objet de sanction ou de dépôt de plainte.

#### 5. INTERNET ET MULTIMEDIA

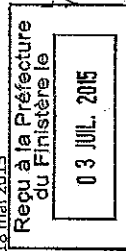
- La durée de consultation d'internet est limitée à 1 heure et peut être réduite à 30 minutes en cas d'affluence.
- L'utilisation d'internet par les mineurs se fait sous la responsabilité des parents.
- Les enfants de moins de 8 ans doivent être accompagnés par un parent, ou une personne majeure.

- Il est formellement interdit de se connecter sur des sites contraires à la législation française, notamment sur les sites faisant l'apologie de la violence, de discriminations ou de pratiques illégales, les sites à caractère pornographique, racistes, xénophobes...
- Le personnel chargé de la surveillance se réserve le droit d'interrompre immédiatement toutes connexions illicites, de procéder à l'expulsion des contrevenants, et à leur exclusion en cas de récidives.
- Il est interdit de modifier la configuration des postes.
- Les usages n'entrant pas dans le domaine de la recherche documentaire (messagerie, jeux) peuvent être refusés en cas d'affluence.
- Les jeux d'argent en ligne sont interdits.
- La médiathèque n'est en aucun cas responsable du contenu des sites visités. Elle ne garantit pas la confidentialité de tout ce qui pourra être consulté ou créé sur les ordinateurs.
- L'utilisateur reconnaît que les contenus disponibles sur le réseau internet (tels que notamment les logiciels, les sons, les photographies, les images animées ou non) peuvent être protégées par le code de la propriété intellectuelle. A ce titre, l'utilisateur s'interdit d'utiliser, de reproduire, de diffuser, de modifier ou distribuer à titre gratuit ou onéreux lesdits contenus et il reconnaît que toute violation d'un droit de propriété intellectuelle constitue une contrefaçon entraînant des sanctions civiles et pénales.
- L'utilisateur est seul responsable de l'usage et de la validité des données et des services qu'il consulte, interroge, modifie, télécharge et transfère sur internet. Toute communication non sollicitée ou non désirée d'un utilisateur à un autre est strictement interdite. Est par conséquent interdit tout envoi de courriels ou de messages non sollicités (« spams ») à toute personne utilisant ou non les services offerts par l'espace public numérique.
- L'utilisateur est seul responsable de tout dommage, matériel ou immatériel (sur les ordinateurs et le mobilier), causé par lui-même aux biens et services offerts au sein de la médiathèque. La responsabilité civile et/ou pénale de l'utilisateur pourra être engagée en cas de dommage, de quelque nature qu'il soit, causé suite à l'utilisation des matériels et services fournis par l'espace public numérique. L'utilisateur aura souscrit une police d'assurances couvrant les dommages matériels et/ou immatériels causés aux tiers.

#### 6. APPLICATION DU REGLEMENT

- Tout usager s'engage à respecter le règlement.
- Le non-respect du règlement peut entraîner la suspension ou la suppression du droit de prêt et, le cas échéant l'exclusion de la médiathèque.
  - Des mesures temporaires peuvent être prononcées par le service.
  - Les mesures définitives sont prononcées par l'autorité de tutelle.
  - Le personnel de la médiathèque est chargé, sous la responsabilité de la direction, de l'application du règlement.
  - Le présent règlement est affiché dans la médiathèque.

A Bannalec, le 18 mai 2015



Le Maire,  
M. Yves ANDRE.



**DEL 26,06,2015-054 : Restauration scolaire – Renouvellement de l'adhésion de la Commune au groupement de commandes des établissements publics d'enseignement du Finistère.**

La commune adhère depuis de nombreuses années au groupement de commandes des établissements publics du Finistère pour l'achat des denrées alimentaires nécessaires à la fabrication des repas de la restauration scolaire.

Ce groupement, constitué de personnes publiques, a été créé afin de réaliser des achats dans des conditions économiques les plus avantageuses.

Il est proposé d'en renouveler l'adhésion.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

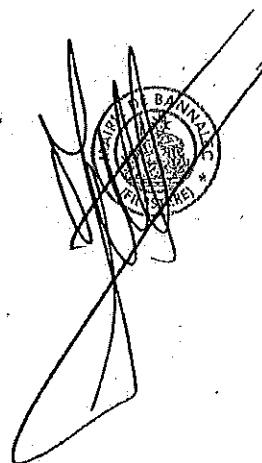
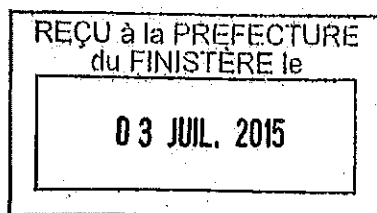
**Renouvelle** l'adhésion de la Commune au groupement de commandes des établissements publics d'enseignement du Finistère pour l'année 2016, en ce qui concerne les marchés mutualisés suivants : lait et produits laitiers, épicerie et boissons, conserves, 5<sup>ème</sup> gamme, surgelés, viande et charcuterie fraîches.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**DEL 26,06,2015-055 : Tarifs Restauration scolaire et accueil périscolaire selon le quotient familial établi par la CAF**

Depuis le décret n° 2006-753 du 29/06/2006, les prix de la restauration scolaire, sont fixés par la collectivité territoriale, et ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration.

Actuellement,

- le prix du repas est de 2,65 euros pour les élèves et de 5,10 euros pour les adultes.
- Le prix de l'accueil périscolaire le matin est de 0,85 euros, le soir est de 1,55 euros, et le matin+ le soir 1,85 euros

Suite à une demande de la Caisse d'allocations Familiales, il est proposé au conseil municipal de créer une tarification selon le quotient familial à l'ensemble des familles. Cette demande permet de mettre en place une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources.

Le quotient familial est un véritable outil de solidarité sociale et de politique familiale qui a pour objectif d'établir des tarifs équitables entre familles (tarification adaptées aux différentes situations familiales).

Le tarif des repas et de l'accueil périscolaire serait basé sur la tranche tarifaire des familles, elle-même basée sur le quotient familial établi par la CAF (Le quotient familial dépend des ressources et de la composition des familles).

Cette nouvelle grille tarifaire conçue par la Commune de Bannalec s'appliquerait :

- Par souci d'équité sociale : l'effort financier est plus égalitaire et mieux réparti en fonction des revenus des familles
- Pour un barème plus progressif et socialement juste : l'augmentation des tarifs est progressive d'une tranche à l'autre

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

**Fixe** à compter du 1 septembre 2015, les tarifs au restaurant scolaire comme suit :

Quotient Familial	Prix par repas	Participation des familles	Participation de la commune
Jusqu'à 400€	1 €	18,52%	81,48%
De 401 à 630€	1,33 €	24%	76%
De 631 à 840€	1,99 €	35,92%	64,08%
De 841 à 1050€	2,65 €	47,83%	52,17%
De 1051 à 1260€	3,31 €	59,74%	40,26%
A partir de 1261€	3,60 €	64,98%	35,02%

**Précise** que les absences seront déduites que sur présentation de justificatifs avant l'établissement des factures.



**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

**Fixe à compter du 1 septembre 2015, les tarifs de l'accueil périscolaire comme suit :**

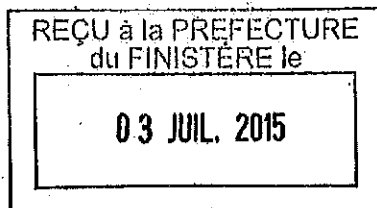
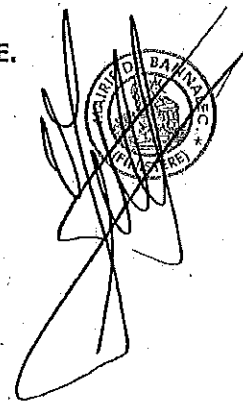
Quotient familial	TARIFS ACCUEIL PERISCOLAIRE		
	MATIN	SOIR	MATIN + SOIR
Jusqu'à 400€	0,33 €	0,60 €	0,72 €
de 401 à 630€	0,43 €	0,78 €	0,93 €
de 631 à 840€	0,64 €	1,16 €	1,39 €
de 841 à 1 050€	0,85 €	1,55 €	1,85 €
de 1 051 à 1 260€	1,06 €	1,94 €	2,31 €
A partir de 1 261€	1,16 €	2,11 €	2,52 €

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



**DEL 26,06,2015-056 : Approbation de la convention de mise à disposition de personnels de la Cocopaq à la commune de Bannalec**

Dans le cadre du Temps d'Activité Péri-scolaire (TAP) et du Temps Péri-scolaire au sein de la commune de Bannalec, la communauté de communes du pays de Quimperlé a proposé une mise à disposition d'un adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe.

La convention de mise à disposition prévoit les modalités de la mise à disposition.

Le remboursement par la commune de Bannalec à la Cocopaq des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement de service. Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Le coût unitaire est calculé à partir du document appelé état de détermination du coût unitaire.

Les unités de fonctionnement sont comptabilisées par la commune de Bannalec à l'aide d'un relevé mensuel des heures effectuées par les agents mis à disposition. Sur cette base, la communauté de communes complète mensuellement un document appelé, état des charges remboursable.

Ladite convention prendra effet du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 30 juin 2016.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré,**

**Approuve** la convention relative à la mise à disposition de personnels de la Cocopaq dans le cadre de la compétence TAP et péri-scolaire de la commune de Bannalec telle que proposée et annexée,

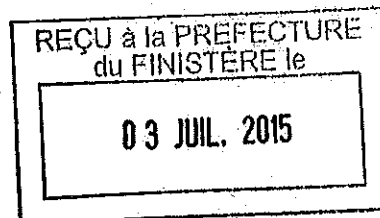
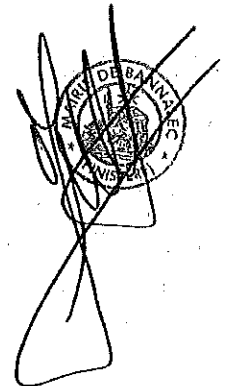
**Autorise** le Maire à la signer.

**DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Yves ANDRE.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE  
PERSONNEL LIANT LA COCOPAQ ET LA  
VILLE DE BANNALEC**

**ENTRE**

La ville de Bannalec représentée par son Maire, habilité par délibération en date du .....

d'une part

**ET**

La Communauté de Communes du Pays de Quimperlé (COCOPAQ) représentée par son Président, habilité par délibération en date du 24 avril 2014.

d'autre part

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'art L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales.

Vu le Décret n° 2012-124 du 30 janvier 2012 relatif à la mise en œuvre de diverses dispositions de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

**PREAMBULE**

Dans le cadre du Temps d'Activité Périscolaire (TAP) et du Temps Périscolaire au sein de la commune de Bannalec, la Communauté a proposé une mise à disposition d'un adjoint d'animation principal de 2ème classe afin de maintenir une bonne organisation des services communaux et intercommunaux.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**

La Cocopaq met à disposition de la ville de Bannalec :

- 1 agent du cadre d'emplois des adjoints d'animation à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015, pour une durée de 10 mois soit jusqu'au 30/06/2016.

La fiche de poste est jointe à la présente convention.

**ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EMPLOI**

Cet agent est mis à disposition pour les missions et les volumes horaires annuels suivants :

- 1 agent faisant fonction d'animateur du périscolaire et des TAP exercera un temps de travail effectif de 77H50 du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2015 et 169H50 du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016

La situation administrative et les décisions (avancements, octroi de temps partiel, congés annuels, congés maladie, congé de formation, actions relevant du DIF, discipline, etc ...) de cet agent relèvent de la collectivité d'origine après avis de l'organisme d'accueil.

En cas de maladie ordinaire et de manière générale, la Cocopaq doit prévenir immédiatement le service enfance jeunesse de la ville de Bannalec de l'absence d'un agent afin que la ville de Bannalec procède directement au remplacement de l'agent.

**ARTICLE 3 : REMUNERATION**

La Cocopaq versera à cet agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

**ARTICLE 4 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION**

Le remboursement par la ville de Bannalec à la Cocopaq des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en heures) constatées par la ville de Bannalec, bénéficiaire de la mise à disposition.

Le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Le coût unitaire est constaté à partir des dépenses du dernier compte administratif, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Concernant les charges de personnel, elles comprennent les éléments ci-après :

- Traitement de base
- Cotisations sociales et cotisations retraite
- Cotisations Cnifot et CDG
- Supplément familial
- Indemnités et primes liées à l'emploi
- Cotisation au titre du contrat d'assurance statutaire

Le coût unitaire est calculé à partir du document appelé, état de détermination du coût unitaire, dont un modèle est joint en annexe n°1 de la présente convention.

Les unités de fonctionnement sont comptabilisées par la ville de Bannalec à l'aide d'un relevé mensuel des heures effectuées par l'agent mis à disposition. Ce relevé est transmis par la Ville de Bannalec à la Cocopaq. Sur cette base, la Cocopaq complète mensuellement un document appelé, état des charges remboursables, dont un modèle est joint en annexe n°2 de la présente convention. Ce document est transmis à la ville de Bannalec mensuellement avec le titre de recette correspondant afin de procéder au remboursement des frais.

S'agissant des frais de déplacements, il est entendu que la résidence administrative sera le lieu d'activité tel que défini par l'arrêté individuel.

Les frais de déplacements à l'initiative de la ville de Bannalec seront payés par la ville.

En cas d'absence pour cause de maladie ordinaire d'un agent mis à disposition pour une durée égale ou inférieure au mi-temps, la Cocopaq ne procédera pas à la refacturation pour les heures non effectuées.

Sont également non facturées à la ville de Bannalec notamment les congés de longue maladie, de longue durée, temps partiel thérapeutique, congé de maternité, d'adoption, de paternité, congé de formation professionnelle.

Les dépenses relatives aux congés pour validation des acquis de l'expérience, congés pour bilan de compétences, congés pour formation syndicale (à raison de 12 jours ouvrables par an) seront accordées par dérogation aux dispositions générales et sous réserve des décisions favorables de la Communauté de Communes et de la ville de Bannalec et seront facturées à la ville pour les agents mis à disposition pour une durée supérieure au mi-temps et au prorata du temps de travail réellement effectué et sous réserve que ces dépenses ne soient pas intégrées dans le calcul du coût unitaire.

#### ARTICLE 5 : CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITE

Les agents mis à disposition bénéficient d'un entretien individuel au cours du 4ème trimestre de chaque année à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir des intéressés est établi par la ville de Bannalec et transmis à la Cocopaq qui établit l'évaluation.

En cas de faute disciplinaire, la Cocopaq est saisie par la ville de Bannalec.

#### ARTICLE 6 : CONGES

Les décisions relatives aux congés relèvent de l'employeur d'origine.

La Cocopaq verse les prestations servies en cas d'indisponibilité physique ; elle supporte seule la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service, de maladie professionnelle et l'allocation temporaire d'invalidité ; la ville de Bannalec pourvoit au remplacement.

#### ARTICLE 7 : FORMATION

La Cocopaq prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF), après avis de la ville de Bannalec, qui en assurera la charge au prorata du temps de travail mis à disposition. Pour ce qui concerne le DIF, dans le cas où les heures crédiées au prorata du temps de mise à disposition ne sont pas utilisées, ces heures seront facturées annuellement à la ville de Bannalec.

#### ARTICLE 8 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est exécutoire jusqu'au 30/06/2016.

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme de la présente convention, moyennant un préavis de 3 mois.

#### ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

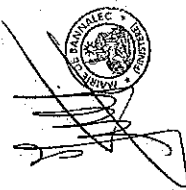
Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Rennes.

#### ARTICLE 10

La présente convention est transmise aux fonctionnaires avant signature dans des conditions leur permettant d'exprimer leur accord. Elle sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent.

Fait à ..... /  
Le ..... /  
Pour la **Cocopaq**  
Le Président

Fait à ..... /  
Le ..... /  
Pour la **ville de Bannalec**  
Le Maire



**ANNEXE N°2**

Temps d'Activité Péri-scolaire et Péri-scolaire

**ÉTAT DES CHARGES REMBOURSABLES PAR LA VILLE DE BANNAL**

COCOPAQ

Mois de

Année 2015



PERSONNEL TITULAIRE MIS A DISPOSITION

Nom	Prénom	Nombre d'heures Cocopaq					Absences (congés, maladies)	Total Nb heures	Coût unitaire Coût unitaire à réviser à l'état de détermination du coût unitaire	Montant = Nb heures x coût unitaire		
		TAP	Péri-scolaire	Divers	Formation	Divers + formation + absences				TAP	Péri-scolaire	Divers + formation + absences
								<b>SOUS-TOTAL</b>				
								<b>TOTAL Personnel</b>				

**ANNEXE N°1**

Temps d'Activité Péri-scolaire et Péri-scolaire

**ÉTAT DE DETERMINATION DU COUT UNITAIRE**

Période scolaire 2015/2016

COCOPAQ

PERSONNEL TITULAIRE MIS A DISPOSITION



Nom	Prénom	Nombre d'heures Nombre heures prévisionnelles	Calcul du coût horaire de l'agent							Coût horaire = (T+R+S+C+A+P)/ B	Montant en € = Nb heures x coût horaire
			Base mensuelle payée en heures	Indice majoré	Traitement indiciaire mensuel	Régime indemnitaire mensuel	Supplément familial mensuel	Charges patronales mensuelles	Assurances statutaires		
		<b>SOUS-TOTAL (S1)</b>								<b>SOUS-TOTAL (S2)</b>	

**Coût unitaire = (S2)/(S1) en € par heure**

note (1) : la base mensuelle payée en heures pour un agent à temps complet est de 151.67 h/mois

note (2) : le nombre d'heures prévisionnelles est déclaré à l'article N°2 de la convention

**DEL 26,06,2015-057 : Avis du conseil municipal concernant la demande d'extension du plan d'épandage des digestats issus de l'unité de méthanisation projetée dans la ZA de Loge-Begoarem**

Une unité de méthanisation portée par Biogaz de Bannalec et située dans la ZA de Loge-Begoarem a été autorisée par arrêté préfectoral du 16 mai 2013.

A la demande de la société Biogaz de Bannalec, le préfet du Finistère a, par arrêté du 7 mai 2015, prescrit l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 8 juin au 8 juillet 2015. Cette enquête intervient dans le cadre de la modification du mode de valorisation des digestats issus de l'unité de méthanisation et vise à étendre le plan d'épandage associé.

Cette demande est accompagnée d'un projet de réduction des intrants de 50 000 tonnes par an autorisées à 40 000 tonnes par an. En conséquence, la puissance installée du moteur a été revue, pour atteindre 1,5 MW électrique au lieu de 2 MW initialement autorisée.

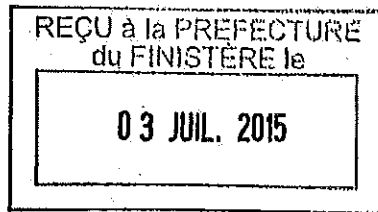
**Vu** code de l'environnement et notamment son article R.512-20 en vertu duquel l'assemblée délibérante est appelée à donner son avis.

**Le conseil municipal après en avoir délibéré, et après avoir procédé à un vote à bulletins secrets,**

**Emet** un avis favorable sous réserve que toutes les dispositions soient prises quant au strict respect de la qualité des produits épandus et des modalités d'épandage.

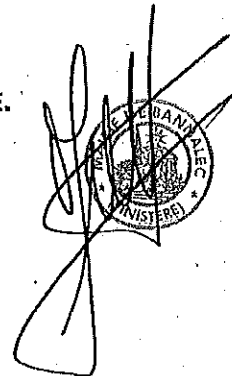
**DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE  
(20 VOTES FAVORABLES, 8 DEFAVORABLES ET 1 BLANC)**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



Le Maire,

Yves ANDRE.



## **DEL 26,06,2015-058 : Voeu en opposition aux accord CETA et TAFTA**

Le maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Commission Européenne négocie actuellement deux accords de libre-échange le *comprehensive economic and trade agreement* (CETA – accord économique et commercial global) avec le Canada et le *trans atlantic free trade agreement* (TAFTA – partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) avec les États-Unis. Ils visent à instaurer un vaste marché dérégulé : le grand marché transatlantique (GMT). A cela s'ajoute la négociation d'un accord international sur les services le *trade in services agreement* (TISA) qui obligerait les États à accorder les mêmes financements au privé qu'au public. Ces accords s'appliqueraient à tous les niveaux, y compris celui des communes. Ceci risque de nuire aux services publics locaux et au soutien à l'économie locale.

Ces traités visent surtout à réduire les « barrières non tarifaires » : ils prévoient en effet que les législations et les normes sociales, environnementales, sanitaires, phytosanitaires, techniques soient « harmonisées » pour faciliter le libre-échange. Or, les États-Unis sont aujourd'hui en dehors des principaux cadres du droit international en matière écologique, sociale et culturelle ainsi que sur le droit du travail. Ils refusent d'appliquer les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), le protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique, la convention pour la biodiversité, et les conventions de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Leurs normes et règlements sont beaucoup moins protecteurs pour les populations qu'en Europe. Ce marché libéralisé avec les États-Unis et le Canada tirerait donc toute l'Europe vers le bas. De plus, ces traités permettraient aux grandes entreprises via le « mécanisme de règlement des différends » d'attaquer devant une juridiction privée les États ou les collectivités territoriales qui ne se plieraient pas à ces exigences de dérégulation et qui limiteraient leurs « bénéfices escomptés » ! Ces entreprises pourraient ainsi réclamer de lourds dommages et intérêts aux États et aux communes, entraînant une explosion de la dette publique.

Ces traités permettraient aux grandes entreprises de contourner les lois et décisions qui les gêneraient. Une telle architecture juridique limiterait les capacités légales déjà faibles des États à :

- Maintenir des services publics (éducation, santé etc.)
- Protéger les droits sociaux, garantir la protection sociale
- Maintenir des activités associatives, sociales et culturelles préservées du marché
- Garantir la pérennité des approvisionnements locaux et des critères sanitaires d'où, par exemple, l'obligation d'accepter les OGM, la viande aux hormones et le poulet lavé au chlore
- Contrôler l'activité des multinationales dans le secteur extractif (le gaz de schiste)
- Investir dans les secteurs d'intérêt général comme la transition énergétique
- Préserver les libertés numériques

### **Le conseil municipal de Bannalec après en avoir délibéré,**

**Manifeste** son opposition aux deux traités CETA et TAFTA dont l'objectif vise avant tout à la dérégulation, la marchandisation du monde et l'amplification de la concurrence

**Dénonce** la négociation de l'accord sur les services (TISA) qui vise à détruire la majorité des services publics

**Demande** un moratoire sur les négociations de ces traités et la diffusion immédiate des éléments de la négociation

**Refuse** toute tentative d'affaiblir le cadre réglementaire national ou européen en matière d'environnement, de santé, de protection des travailleurs et des consommateurs

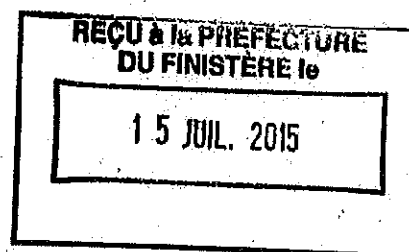
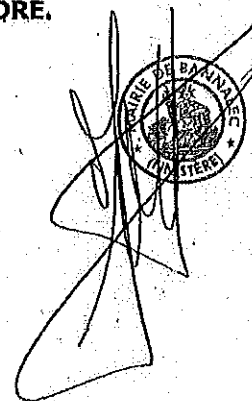
**Déclare** la commune de Bannalec « Territoire hors Grand Marché Transatlantique »

**ADOpte A L'UNANIMITE**  
**(2 ABSTENTIONS : MARCEL JAMBOU ET GERARD VIALE)**

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**





## **Décisions du Maire**

Bannalec, le 11 mai 2015

Mairie de BANNALEC

Ti Ker Banaleg



## DECISION

**Le Maire de la Commune de Bannalec,**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal a chargé le Maire, par délégation et en vertu de l'article cité plus haut de décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

**Vu** la demande de Monsieur MOLLIENS Robert,

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1**

La commune de Bannalec louera du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2015 à Monsieur MOLLIENS Robert (AVEN GRAVURE), un local de stockage situé rue Eugène Lorec, dans le bâtiment anciennement propriété de la société PROTEIS, pour un loyer mensuel de 15euros HT.

#### **ARTICLE 2**

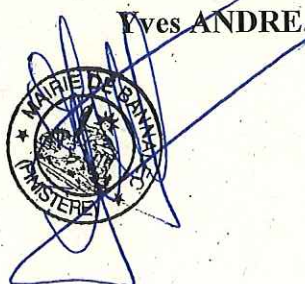
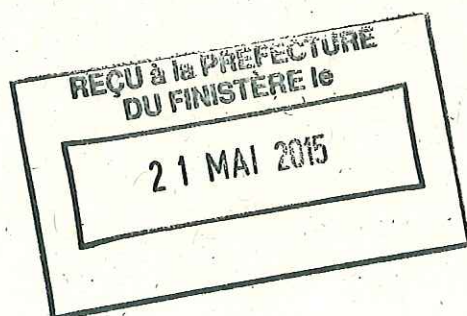
La présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée à la porte de la Mairie, inscrite au registre des délibérations du Maire et publiée au recueil des actes administratifs.

#### **ARTICLE 3**

Monsieur le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision.

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**





Bannalec, le 12 mai 2015

Mairie de BANNALEC

Ti Ker Banaleg



## DECISION

**Le Maire de la Commune de Bannalec,**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal a chargé le Maire, par délégation et en vertu de l'article cité plus haut de décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

**Vu** la demande de la COCOPAQ,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

La commune de Bannalec louera du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2017 à la COCOPAQ (Office de Tourisme), un local du rez de chaussée de l'ancienne mairie, pour un loyer mensuel de 362.40 euros TTC.

### **ARTICLE 2**

La présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée à la porte de la Mairie, inscrite au registre des délibérations du Maire et publiée au recueil des actes administratifs.

### **ARTICLE 3**

Monsieur le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision.

**Le Maire,**

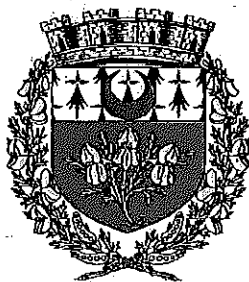
**Yves ANDRE.**



Bannalec, le 2 juin 2015

Mairie de BANNALEC

Ti Ker Banaleg



**DECISION**

**Le Maire de la Commune de Bannalec,**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal a chargé le Maire, par délégation et en vertu de l'article cité plus haut de décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

**Vu** la demande de la Mutualité Soins et Service à Domicile,

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

La commune de Bannalec louera du 17 juin 2015 au 16 juin 2018 à la Mutualité Soins et Services à domicile, un local de l'atelier relais, pour un loyer mensuel de 373.02 euros TTC.

**ARTICLE 2**

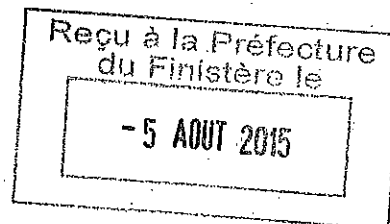
La présente décision sera transmise au contrôle de légalité, affichée à la porte de la Mairie, inscrite au registre des délibérations du Maire et publiée au recueil des actes administratifs.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision.

**Le Maire,**

**Yves ANDRE.**



## **Arrêtés du Maire**

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE / DEPARTAMANT PENN-AR-BED  
MAIRIE DE BANNALEC / TI-KÈR BANALEG

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE /  
PAPER MARILH AN DIFERADOÛ-MAER

POLICE DE LA CIRCULATION

**ARRÊTÉ PERMANENT**

Objet : Commémorations - Circulation interdite  
Date : à compter du 18 juin 2015  
Lieu : Rue de Quimperlé

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE BANNALEC,

Vu le Code de la Route, et notamment le chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1 du livre 4 des parties législatives et réglementaires relatif aux pouvoirs de police de circulation,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2211-1, L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6,

Vu les arrêtés Interministériels des 24 novembre 1967 et 15 juillet 1974 relatifs à la signalisation routière, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 1<sup>ère</sup> à 8<sup>ème</sup> partie) approuvée par l'arrêté Interministériel du 7 juin 1977,

Vu l'avis du Directeur du pôle technique de BANNALEC,

Considérant que, par mesure de sécurité, il est nécessaire de réglementer la circulation rue de Quimperlé lors des commémorations au monument aux morts, place Charles de Gaulle,

**ARRETE**

Article 1. La circulation des véhicules de toute nature sera interdite rue de Quimperlé, de son intersection avec la rue de Kerlagadic / rue du Trévoux au passage Auguste Brizeux, lors des commémorations au monument aux morts, place Charles de Gaulle, de 10h30 à 12h30.

Article 2. Les panneaux de signalisation de type réglementaire, mis en place par les agents du pôle technique municipal, matérialiseront les dispositions prévues ci-dessus.

Article 3. **Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la Loi.**

Article 4. Monsieur le Directeur du pôle technique de Bannalec, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmeries de Bannalec / Scaër/Rosporden, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié.

Bannalec / Banaleg  
Le 26 mai 2015 / d'an 26 a viz Mae 2015

Le Maire,  
  
Y. ANDRE